

Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 8 octobre 1955

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, October 8th, 1955

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: $1 la douzaine.

Abonnement: $7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernment. Québec, 27 juin 1940.
38933 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: $1. per dozen.

Subscriptions: $7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Government House Quebec, June 27th, 1940.
38933 — 1-52

Lettres patentes

(P.G. 12053-55)

Adanac Sprinkler Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour d'août 1955, constituant en corporation: Roland Robillard, Bernard Reid, avocats, et Marcelle Reid, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens dudit Bernard Reid et dûment autorisée par lui, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de gicleurs automatiques (de protection contre le feu), sous le nom de "Adanac Sprinkler Company Limited", avec un capital-actions divisé en 4,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 4,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dixième jour d'août 1955.

L'Assistant-procureur général,
C. E. CANTIN.

40784

Letters Patent

(A.G. 12053-55)

Adanac Sprinkler Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day, of August, 1955, incorporating: Roland Robillard, Bernard Reid, lawyers, and Marcelle Reid, secretary, wife separated as to property according to marriage contract of the said Bernard Reid and duly authorized by him, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in automatic sprinklers (fire protection), under the name of "Adanac Sprinkler Company Limited", with a capital stock divided into 4,000 common shares without par value and into 4,000 preferred shares of the par value of $5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,
Deputy Attorney General.

40784-o

(P.G. 12199-55)

Alphonse Couture Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze août 1955, constituant en corporation: Alphonse Couture, entrepreneur, Béatrice Marcotte Couture, ménagère, épouse séparée de biens dudit Alphonse Couture, tous deux de Sainte-Rose, district judiciaire de Montréal, et Giselle Couture Elliott, ménagère, épouse séparée de biens de Gordon Elliott, de Rosemère, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de construction, sous le nom de "Alphonse Couture Inc.", avec un capital total de $200,000, divisé en 2,000 actions communes de $5 chacune et en 1,900 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Rose, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze août 1955.

L'Assistant-procureur général,

40784-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12199-55)

Alphonse Couture Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of August, 1955, incorporating: Alphonse Couture, contractor, Béatrice Marcotte Couture, housewife, wife separate as to property of the said Alphonse Couture, both of Sainte-Rose, judicial district of Montreal, and Giselle Couture Elliott, housewife, wife separate as to property of Gordon Elliott, of Rosemère, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To carry on the operations of a building company under the name of "Alphonse Couture Inc.", with a total capital of $200,000, divided into 2,000 common shares of $5 each and into 1,900 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Sainte-Rose, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of August, 1955.

C. E. CANTIN,

40784 Deputy Attorney General.

(P.G. 12092-55)

Antoine Villeneuve Ltée.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix août 1955, constituant en corporation: Antoine Villeneuve, Gaston Villeneuve et Rosaire Villeneuve, commerçants, des cité et district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'épicerie, sous le nom de "Antoine Villeneuve Ltée.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le dix août 1955.

L'Assistant-procureur général,

40784-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12092-55)

Antoine Villeneuve Ltée.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of August, 1955, incorporating: Antoine Villeneuve, Gaston Villeneuve and Rosaire Villeneuve, dealers, of the city and judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on the grocery business under the name of "Antoine Villeneuve Ltée.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,

40784 Deputy Attorney General.

(P.G. 12233-55)

Aristo Cigar Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour d'août 1955, constituant en corporation: Miklos Weiss, Harry Gaon, marchands, Moses Moscovitch et Irving Adessky, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme cultivateurs de tabac, manufacturer et vendre du tabac et produits d'icelui, sous le nom de "Aristo Cigar Corp.", avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quinzième jour d'août 1955.

L'Assistant-procureur général,

40784 C. E. CANTIN.

(A.G. 12233-55)

Aristo Cigar Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of August, 1955, incorporating: Miklos Weiss, Harry Gaon, merchants, Moses Moscovitch and Irving Adessky, advocates, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of tabacco growers and to manufacture and sell tobacco and tobacco products, under the name of "Aristo Cigar Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,

40784-o Deputy Attorney General.

(P.G. 12341-55)

Audet Photogravure Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier septembre 1955, constituant en corporation: Georges Pelletier, Paul Roy, avocats, et Louise Gagnon, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le métier et commerce de photograveur, sous le nom de "Audet Photogravure Inc.", avec un capital total de $49,000, divisé en 290 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le premier septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

40784-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12341-55)

Audet Photogravure Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the September first, 1955, incorporating: Georges Pelletier, Paul Roy, advocates and Louise Gagnon, Secretary, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the trade and business of photo-engraver under the name of "Audet Photogravure Inc.", with a total capital stock of $49,000, divided into 290 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

40784 Deputy Attorney General.

(P.G. 12143-55)

Big Four Appliances Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour d'août 1955, constituant en corporation: Louis Orenstein, avocat, d'Outremont, Bernard Diamond, avocat, Larry Smith, comptable agréé et Alan Golden, gérant de bureau, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'appareils et dispositifs de télévision, radios, outillage de réception et transmission, systèmes électriques et de ferronnerie; exercer le commerce d'entrepreneurs et sous-entrepreneurs en éléctricité, sous le nom de "Big Four Appliances Ltd.", avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce neuvième jour d'août 1955.

L'Assistant-procureur général,

40784 C. E. CANTIN.

(A.G. 12143-55)

Big Four Appliances Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of August, 1955, incorporating: Louis Orenstein, advocate, of Outremont, Bernard Diamond, advocate, Larry Smith, chartered accountant, and Alan Golden, office manager, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in television sets and apparatus, radios, receiving and transmission equipment, electrical and hardware systems; to carry on the business of electrical contractors and sub-contractors, under the name of "Big Four Appliances Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,

40784-o Deputy Attorney General.

(P.G. 11988-55)

Clarke Avenue Apartments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze août 1955, constituant en corporation: Jean-Victor Cartier, Louis-Joseph Barcelo et Joseph-Eugène Rivard, tous avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "Clarke Avenue Apartments Inc.", avec un capital divisé en 300 actions sans valeur au pair ou nominale.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze août 1955.

L'Assistant-procureur général,

40784-o C. E. CANTIN.

(A.G. 11988-55)

Clarke Avenue Apartments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of August 1955, incorporating: Jean-Victor Cartier, Louis-Joseph Barcelo and Joseph-Eugène Rivard, all advocates, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on a real estate business under the name of "Clarke Avenue Apartments Inc.", with a capital stock divided into 300 shares without nominal or par value.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,

40784 Deputy Attorney General.

(P.G. 11978-55)

Classy Shirt Mfg. Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze juillet 1955, constituant en corporation: Pierre Trahan, manufacturier, Annette Trahan, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Pierre Trahan, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Sainte-Anne-de-la-Pérade, et Germaine Pratte, marchande, célibataire, des Trois-Rivières, tous du district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de vêtements, sous le nom de "Classy Shirt Mfg. Co. Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Anne-de-la-Pérade, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,

40784-o C. E. CANTIN.

(A.G. 11978-55)

Classy Shirt Mfg. Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenht day of July, 1955, incorporating: Pierre Trahan, manufacturier, Annette Trahan, housewife, wife contractually separate as to property of the said Pierre Trahan, and duly authorized by him for these present purposes, both of Sainte-Anne-de-la-Pérade, and Germaine Pratte, merchant, bachelor, of Trois-Rivières, all of the judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To manufacture and carry on a business dealing in clothing, under the name of "Classy Shirt Mfg. Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Sainte-Anne-de-la-Pérade, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of July, 1955.

C. E. CANTIN,

40784 Deputy Attorney General.

(P.G. 12039-55)

Club de Golf St-Donat Golf Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq août 1955, constituant en corporation: Bernard Couvrette, avocat, Lambert Lamarche, notaire, tous deux d'Outremont, Marius Barbeau, James Lane Charpentier, dentistes, de Montréal, C. Emerson Brooks, médecin, de Lachine, Abraham Fleming, financier, de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, et Rosaire Nadon, marchand épicier, de Saint-Donat, district judiciaire de Joliette, pour les objets suivants:

Établir, promouvoir et exploiter un ou des terrains de jeu de golf, sous le nom de "Club de Golf St-Donat Golf Club Inc.", avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Donat, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq août 1955.

L'Assistant-procureur général,

40784-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12039-55)

Club de Golf St-Donat Golf Club Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of August, 1955, incorporating: Bernard Couvrette, advocate, Lambert Lamarche, notary, both of Outremont, Marius Barbeau, James Lane Charpentier, dentists, of Montreal, C. Emerson Brooks, physician, of Lachine, Abraham Fleming, financier of Westmount, all of the judicial district of Montreal, and Rosaire Nadon, merchant grocer, of Saint-Donat, judicial district of Joliette, for the following purposes:

To establish, promote and operate one or more golf links under the name of "Club de Golf St-Donat Golf Club Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-Donat, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,

40784 Deputy Attorney General.

(P.G. 12103-55)

Commercial Investments Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour d'août 1955, constituant en corporation: Philip Fischel Vineberg, Melvin Leonard Rothman, avocats, tous deux de Westmount, Arthur Franklin Garmaise, avocat, Brahm Eisenstat, Henry Nevard, étudiants et Yvonne Bélanger, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Commercial Investments Corp.", avec un capital total de $620,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune et 55,000 actions privilégiées, catégories, A de $10 chacune et 20,000 actions privilégiées, catégorie B, de $1 chacune.

(A.G. 12103-55)

Commercial Investments Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of August, 1955, incorporating: Philip Fischel Vineberg, Melvin Leonard Rothman, advocates, both of Westmount, Arthur Franklin Garmaise, advocate, Brahm Eisenstat, Henry Nevard, students, and Yvonne Bélanger, secretary, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Commercial Investments Corp.", with a total capital stock of $620,000, divided into 500 common shares of $100 each and into 55,000 class A preferred shares of $10 each and 20,000 class B preferred shares of $1 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce neuvième jour d'août 1955.

L'Assistant-procureur général,

40784 C. E. CANTIN.

(P.G. 12011-55)

Côté et Lussier Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit août 1955, constituant en corporation: Joseph Lussier, entrepreneur général, Robert Côté, menuisier, tous deux des cantons de Wendover et Simpson, district judiciaire d'Arthabaska, et Aimé Côté, entrepreneur général, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme entrepreneur en construction, sous le nom de "Côté et Lussier Limitée", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 10220, rue Émile, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit août 1955.

L'Assistant-procureur général,

40784-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12180-55)

Curll Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour d'août 1955, constituant en corporation: Donald Kujan, étudiant en droit, Michael Ettinger, teneur de livres, tous deux de Montréal et Léona Green, teneuse de livres fille majeure, de St-Laurent, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de robes, articles vestimentaires et tissus, sous le nom de "Curll Limited", avec un capital total de $30,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce seizième jour d'août 1955.

L'Assistant-procureur général,

40784 C. E. CANTIN.

(P.G. 12258-55)

Doré & Lemay Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit août 1955, constituant en corporation: Rolland Lemay, commerçant, Ernestine Houde, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Rolland Lemay, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Guy Doré, commis, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de merciers, drapiers, tailleurs, bonnetiers, costumiers, chapeliers, fourteurs, gantiers, locateurs de vêtements de cérémonies, sous le nom monies, sous le nom de "Doré & Lemay Ltée", avec un capital total

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,

40784-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12011-55)

Côté et Lussier Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of August 1955, incorporating: Joseph Lussier, general contractor, Robert Côté, carpenter, both of the townships of Wendover and Simpson, judicial district of Arthabaska, and Aimé Côté, general contractor, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as building contractor, under the name of "Côté et Lussier Limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 10220 Émile Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,

40784 Deputy Attorney General.

(A.G. 12180-55)

Curll Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of August, 1955, incorporating: Donald Kujan, law student, Michael Ettinger, bookkeeper, both of Montreal, and Leona Green, bookkeeper, spinster, of St. Laurent, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in dresses, wearing apparel and fabrics, under the name of "Curll Limited", with a total capital stock of $30,000, divided into 100 common shares having a par value of $100 each and into 200 preferred shares having a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,

40784-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12258-55)

Doré & Lemay Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of August 1955, incorporating: Rolland Lemay, merchant, Ernestine Houde, housewife, wife contractually separate as to property of the said Rolland Lemay, and duly authorized by him for the purposes therein, and Guy Doré, clerk, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the businesses of haberdashers, drapers, tailors, hosiers, costumiers, hatters, furriers, glovers, renters of formal wearing apparel, under the name of "Doré & Lemay Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided

de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit août 1955.

L'Assistant-procureur général,

40784-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12168-55)

Embar Realties Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze août 1955, constituant en corporation: Murray B. Spiegel, avocat, Ruth Borocovitz et Nina Schlesinger, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "Embar Realties Limited", avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 action ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5576 avenue Park, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze août 1955.

L'Assistant-procureur général,

40784 C. E. CANTIN.

(P.G. 11986-55)

Excel Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit août 1955, constituant en corporation: Fernand Legault, C.R., avocat, Jean-Guy Joannette, avocat, et Aline Desjardins, sténographe, tous de Lachute, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de "Excel Construction Ltd.", avec un capital total de $49,000, divisé en 490 actions communes de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lachute, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le huit août 1955.

L'Assistant-procureur général,

40784-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12078-55)

Fit-O-Rite Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit août 1955, constituant en corporation: Léon Trudeau, professeur, de Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe, Gilles Filion et Yvan Filion, techniciens, de Dorval, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de textiles et de tricots, sous le nom de "Fit-O-Rite Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lachine, district judiciaire de Montréal.

into 400 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,

40784 Deputy Attorney General.

(A.G. 12168-55)

Embar Realties Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of August, 1955, incorporating: Murray B. Spiegel, advocate, Ruth Borochovitz and Nina Schlesinger, secretaries, spinsters, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Embar Realties Limited", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and into 1,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 5576 Park Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,

40784-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11986-55)

Excel Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of August, 1955, incorporating: Fernand Legault, Q.C., advocate, Jean-Guy Joannette, advocate, and Aline Desjardins, stenographer, all of Lachute, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders, under the name of "Excel Construction Ltd.", with a total capital stock of $49,000, divided into 490 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Lachute, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,

40784 Deputy Attorney General.

(A.G. 12078-55)

Fit-O-Rite Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of August, 1955, incorporating: Léon Trudeau, professor, of Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe, Gilles Filion and Yvan Filion, technicians, of Dorval, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in textiles and knitwear under the name of "Fit-O-Rite Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Lachine, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit août 1955.

L'Assistant-procureur général,
40784-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11996-55)

Framor Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit août 1955, constituant en corporation: John Jacob Spector, avocat et conseil en loi de la Reine, Ben Schecter, avocat et Margaret McMartin, commis, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, louer ou autrement acquérir des terrains, bâtisses et propriétés immobilières ou des intérêts en icelles, sous le nom de "Framor Inc.", avec un capital total de $2,000, divisé en 200 actions d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 995 rue Wellington, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit août 1955.

L'Assistant-procureur général,
40784 C. E. CANTIN.

(P.G. 12145-55)

Frank Cobrin & Sons Realty Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf août 1955, constituant en corporation: Frank Cobrin, marchand, Alan Golden, gérant de bureau, tous deux de Montréal et Louis Orenstein, avocat, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Administer, posséder, acheter, développer des propriétés immobilières ou des intérêts en icelles, sous le nom de "Frank Cobrin & Sons Realty Ltd.", avec un capital total de $250,000 divisé en 750 actions oridinaires de $100 chacune et 1,750 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf août 1955.

L'Assistant-procureur général,
40784 C. E. CANTIN.

(P.G. 12161-55)

Great Sweet Grass Oils (Quebec) Limited
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour d'août 1955, constituant en corporation: Monroe Abbey, avocat, de Westmount, Max Slapack et Gregory Charlap, avocats, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et minerais et les négocier, sous le nom de "Great Sweet Grass Oils (Quebec) Limited" (No Personal Liability), avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions d'une valeur au pair de $1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au de là du

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,
40784 Deputy Attorney General.

(A.G. 11996-55)

Framor Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of August, 1955, incorporating: John Jacob Spector, advocate and Queen's Counsel, Ben Schecter, advocate, and Margaret McMartin, clerk, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To purchase, lease, or otherwise acquire land, buildings and immoveable property or interest therein, under the name of "Framor Inc.", with a total capital stock of $2,000, divided into 200 shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at 995 Wellington Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,
40784-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12145-55)

Frank Cobrin & Sons Realty Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of August, 1955, incorporating: Frank Cobrin, merchant, Alan Golden, office manager, both of Montreal, and Louis Orenstein, advocate, of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To administer, own, purchase, develop immoveable property or interest therein, under the name of "Frank Cobrin & Sons Realty Ltd.", with a total capital stock of $250,000, divided into 750 common shares of $100 each and into 1750 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,
40784-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12161-55)

Great Sweet Grass Oils (Quebec) Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of August, 1955, incorporating: Monroe Abbey, advocate, of Westmount, Max Slapack and Gregory Charlap, advocates, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with same, under the name of "Great Sweet Grass Oils (Quebec) Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 shares of a par value of $1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount

montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce onzième jour d'août 1955.

L'Assistant-procureur général,

40784 C. E. CANTIN.

(P.G. 12009-55)

Herzig Fur Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier août 1955, constituant en corporation: Max Herzig, marchand, Sabina K. Herzig, ménagère, épouse séparée de biens de Max Herzig et Anna Hunni Herzig, secrétaire, tous d'Outremont, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, négocier et exercer le commerce de fourrures, morceaux et accessoires de fourrure, sous le nom de "Herzig Fur Co. Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier août 1955.

L'Assistant-procureur général,

40784 C. E. CANTIN.

(P.G. 12211-55)

Highland Agencies Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze août 1955, constituant en corporation: Clarence R. Gross, avocat, Dov Kravetz, étudiant en droit et Sarah Miller, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires de courtiers d'assurances et agir comme agents d'assurances, sous le nom de "Highland Agencies Inc.", avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnies sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze août 1955.

L'Assistant-procureur général,

40784 C. E. CANTIN.

(P.G. 12202-55)

Hôtel Royal Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze août 1955, constituant en corporation: Georges-Albert Légaré, hôtelier, Marie-Ange DesTroismaisons Légaré, ménagère, épouse séparée de biens dudit Georges-Albert Légaré, tous deux de Sainte-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne, et Marcel Touchette, comptable, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers, sous le nom de "Hôtel Royal Ltée", avec un capital total de $75,000, divisé en 750 actions de $100 chacune.

of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of August, 1955.

C. E. CANTIN,

40784-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12009-55)

Herzig Fur Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of August, 1955, incorporating: Max Herzig, merchant, Sabina K. Herzig, housewife, wife separate as to property of Max Herzig, and Anna Hunni Herzig, secretary, all of Outremont, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, trade and deal in fur, fur clippings and accessories, under the name of "Herzig Fur Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of August, 1955.

C. E. CANTIN,

40784-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12211-55)

Highland Agencies Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of August, 1955, incorporating: Clarence R. Gross, advocate, Dov Kravetz, student-at-law, and Sarah Miller, stenographer, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of insurance brokers and to act as insurance agents, under the name of "Highland Agencies Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,

40784-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12202-55)

Hôtel Royal Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of August 1955, incorporating: Georges Albert Légaré, hotel-keeper, Marie-Ange Des-Troismaisons Légaré, housewife, wife separate as to property of the said Georges-Albert Légaré, both of Saint Thérèse, judicial district of Terrebonne, and Marcel Touchette, accountant, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as hotel-keepers, under the name of "Hôtel Royal Ltée", with a total capital stock of $75,000, divided into 750 shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le onze août 1955.

L'Assistant-procureur général,
40784-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12149-55)

Hôtel Victoria de Coteau Landing Ltée
Victoria Hotel of Coteau Landing Ltd

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf août 1955, constituant en corporation: Napoléon Provost, hôtelier, Marcel Armand, comptable agréé, tous deux de Montréal, et Lucien Provost, hôtelier, de Côteau Landing, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôtelier, sous le nom de "Hôtel Victoria de Coteau Landing Ltée — Victoria Hotel of Coteau Landing Ltd", avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Côteau Landing, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf août 1955.

L'Assistant-procureur général,
40784-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12352-55)

Hygrade Oil & Fuel Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour de septembre 1955, constituant en corporation: Louis Orenstein, avocat, d'Outremont, Egbert Earl Cockerton, avocat, de St-Hubert, et Bernard Diamond, avocat, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands de combustibles et distributeurs de charbon, bois, huiles et autres substances combustibles et celui de marchands d'installations de chauffage et d'énergie électrique, matériaux pour constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de "Hygrade Oil & Fuel Co. Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce deuxième jour de septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
40784 C. E. CANTIN.

(P.G. 12002-55)

Inter-Canada Spray Equipment Ltd.
La Compagnie d'Équipement pour Pulvérisation Inter-Canada Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit août 1955, constituant en corporation: Yves Laurier, c.r., avocat, Laura Auclair et Alice Sanche, secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

The head office of the company will be at Saint Thérèse, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of August, 1955.

C. E. CANTIN,
40784 Deputy Attorney General.

(A.G. 12149-55)

Hôtel Victoria de Coteau Landing Ltée
Victoria Hotel of Coteau Landing Ltd

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of August 1955, incorporating: Napoléon Provost, hotel-keeper, Marcel Armand, chartered accountant, both of Montreal, and Lucien Provost, hotel-keeper, of Coteau Landing, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as hotel-keeper, under the name of "Hôtel Victoria de Coteau Landing Ltée — Victoria Hotel of Coteau Landing Ltd", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Coteau Landing, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,
40784 Deputy Attorney General.

(A.G. 12352-55)

Hygrade Oil & Fuel Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of September, 1955, incorporating: Louis Orenstein, advocate, of Outremont, Egbert Earl Cockerton, advocate, of St. Hubert, and Bernard Diamond, advocate, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of fuel merchants and distributors of coal, wood, oil and other fuel substances and of dealers of heating and power equipment, builders and contractors supplies, under the name of "Hygrade Oil & Fuel Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of September, 1955.

C. E. CANTIN,
40784-o Deputy Attorney General.

(A.G.12002-55)

Inter-Canada Spray Equipment Ltd.
La Compagnie d'Equipement pour Pulvérisation Inter-Canada Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of August, 1955, incorporating: Yves Laurier, Q.C., advocate, Laura Auclair and Alice Sanche, secretaries, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Manufacturer et exercer le commerce d'outillage à jet, vaporisateurs, pulvérisateurs, atomiseurs ou autres projecteurs, sous le nom de "Inter-Canada Spray Equipment Ltd.— La Compagnie d'Équipement pour Pulvérisation Inter-Canada Ltée", avec un capital total de $49,500, divisé en 800 actions communes de $25 chacune et en 295 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit août 1955.

L'Assistant-procureur général,
40784-o C. E. CANTIN.

To manufacture and carry on a business dealing in spray equipment, evaporators, pulverizers, atomizers or other projectors, under name of "Inter-Canada Spray Equipment Ltd.— La Compagnie d'Équipement pour Pulvérisation Inter-Canada Ltée", with a total capital stock of $49,500, divided into 800 common shares of $25 each and into 295 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,
40784 Deputy Attorney General.

(P.G. 12500-55)

International Boxing Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze septembre 1955, constituant en corporation: Marcel Lamarre, Alcide Grenon, comptables, et Gertrude St-Onge, sténographe, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce de promoteur et organisateur d'entreprises sportives, sous le nom de "International Boxing Corporation", avec un capital total, de $40,000, divisé en 120 actions ordinaires de $100 chacune et en 280 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
40784-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12500-55)

International Boxing Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of September 1955, incorporating: Marcel Lamarre, Alcide Grenon, accountants, and Gertrude St-Onge, stenographer, fille majeure, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate a business consisting of promoting and organizing sporting undertakings, under the name of "International Boxing Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 120 common shares of $100 each and 280 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of September 1955.

C. E. CANTIN,
40784 Deputy Attorney General.

(P.G. 12008-55)

La Bijouterie Éphrem Poulin Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq août 1955, constituant en corporation: Gervais Poulin, bijoutier, Monique Poulin, commis, et Réjean Moreau, comptable agréé, tous de ville Saint-Georges, district judiciaire de Beauce, pour les objets suivants:

Agir comme bijoutier, sous le nom de "La Bijouterie Éphrem Poulin Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à ville Saint-Georges, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq août 1955.

L'Assistant-procureur général,
40784-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12008-55)

La Bijouterie Éphrem Poulin Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of August, 1955, incorporating: Gervais Poulin, jeweller, Monique Poulin, clerk, and Réjean Moreau, chartered accountant, all of the town of Saint-Georges, judicial district of Beauce, for the following purposes:

To operate as a jeweller under the name of "La Bijouterie Éphrem Poulin Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at the town of Saint-Georges, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,
40784 Deputy Attorney General.

(P.G. 11879-55)

Lacasse Construction Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compgnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze août 1955, constituant en corporation: Guy LaGarde, agent d'assurances, J.-Albert Landry, comptable, et Desneiges Lallement, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, tous de Lachute, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

(A.G. 11879-55)

Lacasse Construction Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of August 1955, incorporating: Guy LaGarde, insurance agent, J.-Albert Landry, accountant and Desneignes Lallement, secretary, having reached the full age of majority and making use of her rights, all of Lachute, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux et constructeurs sous le nom de "Lacasse Construction Limitée", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Grenville, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le onze août 1955.

L'Assistant-procureur général,
40784-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12162-55)

La Clinique de la Fourrure Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze août 1955, constituant en corporation: René Tremblay, commerçant, de Rivière-du-Moulin, Jacqueline Bouchard, sténo-dactylo, de Chicoutimi-Nord, et Guy Lessard, commerçant, de Chicoutimi, tous du district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fourrure et de fourreurs en général, sous le nom de "La Clinique de la Fourrure Ltée", avec un capital total de $20,000, divisé en 100 actions communes de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le douze août 1955.

L'Assistant-procureur général,
40784-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11989-55)

Leblanc Furniture Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq août 1955, constituant en corporation: Bernard Desjarlais, Roma Cousineau, avocats, et Huguette Bourcier, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, tous de Verdun, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de meubles, d'appareils électriques et de bijouterie, ainsi que tout commerce connexe, sous le nom de "Leblanc Furniture Ltd.", avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3971, Boulevard Lasalle, Verdun, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq août 1955.

L'Assistant-procureur général,
40784-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12359-55)

Les Entreprises Nicolet Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit septembre 1955, constituant en corporation: J.-Roméo Dumoulin, industriel, Georges Robin, marchand, tous deux de Nicolet, Henri Prince, entrepreneur, Émilien Mercier, commerçant, de Saint-Grégoire, Joseph Ellyson, manufacturier, de Saint-Léonard d'Aston, et

To carry on business as general contractors and builders, under the name of "Lacasse Construction Limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a par value of $100 each, and 200 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Grenville, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of August, 1955.

C. E. CANTIN,
40784-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12162-55)

La Clinique de la Fourrure Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of August 1955, incorporating: René Tremblay, merchant, of Rivière-du-Moulin, Jacqueline Bouchard, steno-typist, of Chicoutimi-North, and Guy Lessard, merchant, of Chicoutimi, all of the judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on the business of furriers and deal in furs generally, under the name of "La Clinique de la Fourrure Ltée", with a total capital stock of $20,000, divided into 100 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,
40784 Deputy Attorney General.

(A.G. 11989-55)

Leblanc Furniture Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of August, 1955, incorporating: Bernard Desjarlais, Roma Cousineau, advocates, and Huguette Bourcier, secretary, of full age and in use of her rights, all of Verdun, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in furniture, electrical appliances and in jewellery as well as any business connected therewith under the name of "Leblanc Furniture Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 3971 Lasalle Boulevard, Verdun, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,
40784 Deputy Attorney General.

(A.G. 12359-55)

Les Entreprises Nicolet Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of September 1955, incorporating: J.-Roméo Dumoulin, industrialist, Georges Robin, merchant, both of Nicolet, Henri Prince, contractor, Émilien Mercier, dealer of Saint-Grégoire, Joseph Ellyson, manufacturer of Saint-Léonard d'Aston, and Ovila Duval, farmer of Saint-Jean-

Ovila Duval, cultivateur, de Saint-Jean-Baptiste-de-Nicolet, tous du district judiciaire de Nicolet, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "Les Entreprises Nicolet Limitée", avec un capital total de $100,000, divisé en 1,400 actions communes de $50 chacune et en 600 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Nicolet, district judiciaire de Nicolet.

Daté du bureau du Procureur général, le huit septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
40784-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12028-55)

Les Immeubles A. J. M. Gagnon, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze août 1955, constituant en corporation: Paul Martel, comptable, Patricia Bouchard et Madeleine Lemay, ces deux dernières dactylographes, tous de Saint-Joseph d'Alma, district judiciaire de Roberval, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de propriétés immobilières, sous le nom de "Les Immeubles A. J. M. Gagnon, Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Joseph d'Alma, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le onze août 1955.

L'Assistant-procureur général,
40784-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12126-55)

Les Sociétés Domiciliaires Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit août 1955, constituant en corporation: Gilles Cossette, avocat, Yves Cossette, agent financier, tous deux d'Outremont, et Pierre Dansereau, avocat, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux, sous le nom de "Les Sociétés Domiciliaires Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 4,000 actions privilégiées de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 40, rue Notre-Dame, est, suite 4, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit août 1955.

L'Assistant-procureur général,
40784-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12144-55)

Main Iron Works Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour d'août 1955, constituant en corporation: Louis Orenstein, avocat, d'Outremont, Egbert Earl Cockerton, avocat, de St-Hubert, Alan Golden, gérant de bureau et

Baptiste-de-Nicolet, all of the judicial district of Nicolet, for the following purposes:

To carry on business as builders and to carry on the business of real estate under the name of "Les Entreprises Nicolet Limitée", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,400 common shares of $50 each and into 600 preferred shares of $50 each.

The head office of the company will be at Nicolet, judicial district of Nicolet.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,
40784 Deputy Attorney General.

(A.G. 12028-55)

Les Immeubles A. J. M. Gagnon, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of August 1955, incorporating: Paul Martel, accountant, Patricia Bouchard and Madeleine Lemay, the two latter typists, all of Saint Joseph d'Alma, judicial district of Roberval, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Les Immeubles A. J. M. Gagnon, Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shres of $100 each.

The head office of the company will be at Saint Joseph d'Alma, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of August, 1955.

C. E. CANTIN,
40784 Deputy Attorney General.

(A.G. 12126-55)

Les Sociétés Domiciliaires Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of August, 1955, incorporating: Gilles Cossette, advocate, Yves Cossette, financial agent, both of Outremont, and Pierre Dansereau, advocate of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of builders and general contractors, under the name of "Les Sociétés Domiciliaires Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and into 4,000 preferred shares of $5 each.

The head office of the company will be at 40, Notre-Dame Street, East, suite 4, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,
40784 Deputy Attorney General.

(A.G. 12144-55)

Main Iron Works Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nine day of August, 1955, incorporating: Louis Orenstein, advocate, of Outremont, Egbert Earl Cockerton, advocate, of St. Hubert, Alan Golden, Office Manager, and Bernard Diamond, advo-

Bernard Diamond, avocat, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et distribuer fer, acier et autres métaux aussi bien que des produits métalliques utilisés dans les matériaux de construction, sous le nom de "Main Iron Works Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce neuvième jour d'août 1955.

L'Assistant-procureur général,
40784 C. E. CANTIN.

(P.G. 12212-55)

Maisonneuve Accessoires T.V. Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du douze août 1955, constituant en corporation: Ludovic Maisonneuve, restaurateur, Hugh Carleton, gérant, tous deux de Montréal et John Carleton, surveillant, de Mackayville, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands de tous objets se rapportant à la télévision, aux appareils électroniques, à la radio, à la climatisation de l'air et à toutes choses y connexes sous le nom de "Maisonneuve Accessoires T. V. Limitée", avec un capital total de $25,000, divisé en 250 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Kénogami, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le douze août 1955.

L'Assistant-procureur général,
40784 C. E. CANTIN.

(P.G. 12146-55)

Marquis Entreprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux août 1955, constituant en corporation: André Marceau, avocat, Madeleine Casgrain, sténographe, fille majeure, et Jacques Marquis, avocat, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de véhicules automobiles, accessoires de ferme, appareils de télévision, accessoires électriques, articles de sport ou tout objet d'utilité domestique, sous le nom de "Marquis Entreprises Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le deux août 1955.

L'Assistant-procureur général,
40784-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12182-55)

Maxime's Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du

cate, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and distribute iron, steel and other metals as well as metal products in buildings and construction material, under the name of "Main Iron Works Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nine day of August, 1955.

C. E. CANTIN,
40784-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12212-55)

Maisonneuve Accessoires T.V. Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of August, 1955, incorporating: Ludovic Maisonneuve, restaurant owner, Hugh Carleton, manager, both of Montreal, and John Carleton, supervisor, of Mackayville, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of merchants in all things pertaining to television, electronics, radio, airconditioning and all things incidental thereto, under the name of "Maisonneuve Accessoires T. V. Limitée", with a total capital stock of $25,000, divided into 250 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Kénogami, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,
40784-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12146-55)

Marquis Entreprises Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of August, 1955, incorporating: André Marceau, advocate, Madeleine Casgrain, stenographer, spinster, and Jacques Marquis, advocate, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To manufacture and carry on a business dealing in motor vehicles, farm accessories, television appliances, electrical accessories, articles of sport or any other object fo domestic utility, under the name of "Marquis Entreprises Inc." with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of August, 1955.

C. E. CANTIN,
40784 Deputy Attorney General.

(A.G. 12182-55)

Maxime's Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth

quinze août 1955, constituant en corporation: Jules Dupré, C.R., avocat, d'Outremont, Raymond Lette, clerc, de Hampstead, et Hélène Gélinas, avocate, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôtelier, sous le nom de "Maxime's Inc.", avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 10145, rue Lajeunesse, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze août 1955.

L'Assistant-procureur général,
40784-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12136-55)

Northview Apts. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour d'août 1955, constituant en corporation: Michael Greenblatt, avocat, Leona Green, fille majeure, teneuse de livres et Donald Kujan, étudiant en droit, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, administrer et développer une propriété immobilière avec une maison de rapport dessus érigée ayant front sur la Place Northcrest, portant le numéro civique 6255, en la cité de Montréal, sous le nom de "Northview Apts. Ltd.", avec un capital total de $50,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce huitième jour d'août 1955.

L'Assistant-procureur général,
40784 C. E. CANTIN.

(P.G. 12099-55)

Paul Feingold Furs Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour d'août 1955, constituant en corporation: Moe Ackman, Irwin Gliserman, tous deux avocats et Samuel Senzilet, notaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de fourrures, sous le nom de "Paul Feingold Furs Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce huitième jour d'août 1955.

L'Assistant-procureur général,
40784 C. E. CANTIN.

(P.G. 12388-55)

Pennbec Mining Corporation
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date

day of August, 1955, incorporating: Jules Dupré, Q.C., advocate, of Outremont, Raymond Lette, clerk, of Hampstead, and Hélène Gélinas, advocate, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as hotel-keeper, under the name of "Maxime's Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 10145, Lajeunesse Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,
40784 Deputy Attorney General.

(A.G. 12136-55)

Northview Apts. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of August, 1955, incorporating: Michael Greenblatt, advocate, Leona Green, spinster, bookkeeper, and Donald Kujan, law student, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire, administer and develop an immoveable property with an apartment building erected thereon fronting on northcrest Place, bearing Civic number 6255, in the city of Montreal, under the name of "Northview Apts. Ltd.", with a total capital stock of $50,000, divided into 100 common shares having a par value of $100 each and into 400 preferred shares having a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,
40784-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12099-55)

Paul Feingold Furs Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of August, 1955, incorporating: Moe Ackman, Irwin Gliserman, both advocates, and Samuel Senzilet, notary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in furs, under the name of "Paul Feingold Furs Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,
40784-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12388-55)

Pennbec Mining Corporation
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec,

du septième jour de septembre 1955, constituant en corporation: John McGlinchey Home, John Anthony Nolan, avocats et Conseils en Loi de la Reine, George Wanklyn Hall, Ernest Erle Saunders, avocats et Enid Mary Roberts, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et minerais et les négocier sous le nom de "Pennbec Mining Corporation" (No Personal Liability), avec un capital total de $4,000,000, divisé en 4,000,000 d'actions de $1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au délà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à 1240 rue Drummond, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce septième jour de septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
40784 C. E. CANTIN.

(P.G. 12158-55)

Pyramid Finance Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six août 1955, constituant en corporation: Jean Provost, comptable agréé, d'Outremont, Henri Lavoie, comptable agréé, Raymonde Champagne, secrétaire, Charles-E. Poirier, notaire, de Montréal, et Pierre Godin, clerc-notaire, de Hampstead, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général de prêteur d'argent, sous le nom de "Pyramid Finance Corp.", avec un capital total de $300,000, divisé en 1,500 actions communes de $5 chacune et en 1,000 actions privilégiées classe "A" de $150 chacune et 1,425 actions privilégiées classe "B" de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 15A, Boulevard des Laurentides, Pont-Viau, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six août 1955.

L'Assistant-procureur général,
40784-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12036-55)

Quebec Ironworks, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit août 1955, constituant en corporation: Joseph Helal, avocat et conseil en loi de la Reine, Benjamin Louis, avocat, tous deux de Montréal et Royal Werry, avocat et conseil en loi de la Reine, de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de métaux à tous les degrés de transformation du minerai au produit fini, sous le nom de "Quebec Ironworks, Inc.", avec un capital total de $100,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 800 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit août 1955.

L'Assistant-procureur général,
40784 C. E. CANTIN.

bearing date the seventh day of September, 1955, incorporating: John McGlinchey Home, John Anthony Nolan, advocates and Queen's Counsels, George Wanklyn Hall, Ernest Erle Saunders, advocates and Enid Mary Roberts, secretary, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with same, under the name of "Pennbec Mining Corporation" (No Personal Liability), with a total capital stock of $4,000,000, divided into 4,000,000 shares of $1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at 1240 Drummond Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of September, 1955.

C. E. CANTIN,
40784-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12158-55)

Pyramid Finance Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of August, 1955, incorporating: Jean Provost, chartered accountant, of Outremont, Henri Lavoie, chartered accountant, Raymonde Champagne, secretary, Charles-E. Poirier, notary, of Montreal, and Pierre Godin, notary-clerk, of Hampstead, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on a general business of money-lender under the name of "Pyramid Finance Corp.", with a total capital stock of $300,000, divided into 1,500 common shares of $5 each and into 1,000 preferred shares class "A" of $150 each and 1,425 preferred shares class "B" of $100 each.

The head office of the company will be at 15A, Boulevard des Laurentides, Pont-Viau, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,
40784 Deputy Attorney General.

(A.G. 12036-55)

Quebec Ironworks, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of August, 1955, incorporating: Joseph Helal, advocate and Queen's Counsel, Benjamin Louis, advocate, both of Montreal, and Royal Werry, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in metals in all their stages from ore to the finished product, under the name of "Quebec Ironworks, Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 800 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,
40784-o Deputy Attorney General.

(P.G. 12040-55)

Rayons Sanitaires Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit août 1955, constituant en corporation: Adélard-H. Nadeau, industriel, Rita Bourgoin, commis, fille majeure usant de ses droits, et Camille Nadeau, contremaître, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Agir comme manufacturier de produit de nettoyage, d'insecticides et autres produits sanitaires, sous le nom de "Rayons Sanitaires Ltée", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions communes de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le huit août 1955.

L'Assistant-procureur général,

40784-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12040-55)

Rayons Sanitaires Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of August 1955, incorporating: Adélard H. Nadeau, industrialist, Rita Bourgoin, clerk, of the full age of majority and making use of her rights, Camille Nadeau, foreman, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To act as manufacturer of cleaning products, insecticides and other sanitary products, under the name of "Rayons Sanitaires Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,

40784 Deputy Attorney General.

(P.G. 12172-55)

Rendol Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze août 1955, constituant en corporation: Claude Laliberté podiâtre, Gérard Renaud, comptable agréé, tous deux de Québec, Philippe Lessard, entrepreneur, de Cap-Rouge, et Yvon Dolbec, industriel de Sillery, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Agir comme entrepreneurs généraux, sous le nom de "Rendol Inc.", avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 267, rue St-Paul, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le douze août 1955.

L'Assistant-procureur général,

40784-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12172-55)

Rendol Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of August 1955, incorporating: Claude Laliberté, podiatrist, Gérard Renaud, chartered accountant, both of Quebec, Philippe Lessard, contractor, of Cap Rouge, and Yvon Dolbec, industrialist, of Sillery, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To act as general contractors, under the name of "Rendol Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 267 St. Paul Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,

40784 Deputy Attorney General.

(P.G. 12165-55)

René Morand Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze août 1955, constituant en corporation: René Morand, vendeur, Jacques B. Viau, notaire, et Gisèle Desroches, sténographe, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de quincaillerie, de matériel de plomberie, fournitures de maison, accessoires électriques, produits de la ferme, bois de construction et de chauffage, accessoires pour constructeurs, sous le nom de "René Morand Inc.", avec un capital total de $50,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze août 1955.

L'Assistant-procureur général,

40784-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12165-55)

René Morand Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of August, 1955, incorporating: René Morand, salesman, Jacques B. Viau, notary and Gisèle Desrochers, stenographer, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in hardware, plumbers' supplies, household furnishings, electrical appliances, farm produce, constructional timber and fire-wood, builders' accessories under the name of "René Morand Inc"', with a total capital stock of $50,000, divided into 200 common shares of a par value of $100 each and 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,

40784 Deputy Attorney General.

(P.G. 12071-55)

Robert Tilden & Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour d'août 1955, constituant en corporation: David J. Dohan, Carlyle Johnston, avocats, de Montréal et Edgar Bronstetter, avocat, de Hampstead, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'agents d'assurances et de réassurances et courtiers d'assurances, sous le nom de "Robert Tilden & Co. Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $5 chacune et 3,800 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau duu Procureur général, ce huitième jour d'août 1955.

L'Assistant-procureur général,

40784 C. E. CANTIN.

(P.G. 12197-55)

Rosemère Securities Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze août 1955, constituant en corporation: Robert Kunzli, Harold A. Kunzli, agents, James Scouten, pilote, Roland Marcotte, comptable, tous de Rosemère, Guy Blanchard, J.-Léonard Blanchard, notaires, et André Fauteux, avocat, de Sainte-Thérèse, tous du district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "Rosemère Securities Inc.", avec un capital total de $130,000, divisé en 500 actions communes de $10 chacune et en 1,250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rosemère, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le onze août 1955.

L'Assistant-procureur général,

40784-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12450-55)

Services d'Auteuil Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize septembre 1955, constituant en corporation: Norbert Bélanger, gérant d'affaires, Andrée Frenette Bélanger, ménagère, épouse séparée de biens dudit Norbert Bélanger, tous deux de Cap-Santé, et Alfred Bélanger, cultivateur, de Saint-Thuribe, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce d'automobiles et de bicycles, leurs parties et accessoires, sous le nom de "Services d'Auteuil Ltée", avec un capital total de $45,000, divisé en 450 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Cap-Santé, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le treize septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

40784-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12071-55)

Robert Tilden & Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of August, 1955, incorporating: David J. Dohan, Carlyle Johnston, advocates, of Montreal, and Edgar Bronstetter, advocate, of Hampstead, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of Insurance Agent, Reinsurance Agent and Insurance Broker, under the name of "Robert Tilden & Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares having a par value of $5 each and into into 3,800 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,

40784-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12197-55)

Rosemère Securities Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of August 1955, incorporating: Robert Kunzli, Harold A. Kunzli, agents, James Scouten, pilot, Roland Marcotte, accountant, all of Rosemère, Guy Blanchard, J. Léonard Blanchard, notaries, and André Fauteux, advocate, of Saint Thérèse, all of the judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Rosemère Securities Inc.", with a total capital stock of $130,000, divided into 500 common shares of $10 each and 1,250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Rosemère, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of August, 1955.

C. E. CANTIN,

40784 Deputy Attorney General.

(A.G. 12450-55)

Services d'Auteuil Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of September 1955, incorporating: Norbert Bélanger, business manager, Andrée Frenette Bélanger, housewife, wife separate as to property of the said Norbert Bélanger, both of Cap Santé and Alfred Bélanger, farmer, of Saint Thuribe, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To manufacture and deal in automobiles, bicycles, and parts and accessories thereof, under the name of "Service d'Auteuil Ltée", with a total capital stock of $45,000, divided into 450 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Cap Santé, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

40784 Deputy Attorney General.

(P.G. 12119-55)

Seventeen Forty-Five Cedar Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq août 1955, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, Abraham Shuster, avocats et Freda Pomerance, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une corporation de portefeuille et de placements, sous le nom de "Seventeen Forty-Five Cedar Inc.", avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq août 1955.

L'Assistant-procureur général,

40784 C. E. CANTIN.

(A.G. 12119-55)

Seventeen Forty-Five Cedar Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of August, 1955, incorporating: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, Abraham Shuster, advocates, and Freda Pomerance, secretary, spinster of the full age of majority, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as a holding and investment corporation, under the name of "Seventeen Forty-Five Cedar Inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares of no par value and 1,000 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the compagny will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,

40784-o Deputy Attorney General.

(P.G. 12178-55)

Stevange Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour d'août 1955, constituant en corporation: Cyril E. Schwisberg, avocat, Sonya Schneyer et Anne Zifkin, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Stevange Investments Ltd.", avec un capital total de $30,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce onzième jour d'août 1955.

L'Assistant-procureur général,

40784 C. E. CANTIN.

(A.G. 12178-55)

Stevange Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of August, 1955, incorporating: Cyril E. Schwisberg, advocate, Sonya Schneyer and Anne Zifkin, secretaries, spinsters, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Stevange Investments Ltd.", with a total capital stock of $30,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of August, 1955.

C. E. CANTIN,

40784-o Deputy Attorney General.

(P.G. 12141-55)

St-Jovite Wood Products Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf août 1955, constituant en corporation: Gilles Cossette, avocat, d'Outremont, Pierre Dansereau, avocat, de Montréal, et Lucien Ducharme, avocat, de Ville Jacques-Cartier, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "Ste-Jovite Wood Products Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 4,000 actions privilégiées de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jovite, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf août 1955.

L'Assistant-procureur général,

40784-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12141-55)

St-Jovite Wood Products Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of August 1955, incorporating: Gilles Cossette, advocate, of Outremont, Pierre Dansereau, advocate, of Montreal, and Lucien Ducharme, advocate, of the town of Jacques Cartier, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in building materials, under the name of "St-Jovite Wood Products Inc.", with a total capital of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 4,000 preferred shares of $5 each;

The head office of the company will be at Saint Jovite, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of August 1955.

C. E. CANTIN,

40784 Deputy Attorney General.

(P.G. 12068-55)

The Inter-City Travel Agency Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatre août 1955, constituant en corporation: Arthur Millington Minnion, Rodney Alexander Patch, avocats et conseils en loi de la Reine, Kenneth Charles Mackay, avocat, tous de Montréal et Robert Charles Legge, avocat, de Ville Mont-Royal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une agence de billets en général et d'un bureau d'organisation de voyages dans toutes ses spécialités, sous le nom de "The Inter-City Travel Agency Ltd.", avec un capital total de $25,000, divisé en 2,500 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1500 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre août 1955.

L'Assistant-procureur général,

40784 C. E. CANTIN.

(P.G. 12210-55)

Town & Country Service Center Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze août 1955, constituant en corporation: Harry Blank, avocat, Raymonde Doyle, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal et Conrad Shatner, avocat, de Hampstead, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Construire, exploiter et gérer des postes de service, sous le nom de "Town & Country Service Center Co. Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze août 1955.

L'Assistant-procureur général,

40784 C. E. CANTIN.

(P.G. 12142-55)

Valleyfield Outfitters Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour d'août 1955, constituant en corporation: Lazarus Eisenberg, marchand, Evelyn Shufman, ménagère, épouse séparée de biens dudit Lazarus Eisenberg, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Paul Besner, vendeur, tous de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'un magasin à rayons, sous le nom de "Valleyfield Outfitters Inc.", avec un capital total de $35,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Salaberry-de-Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

(A.G. 12068-55)

The Inter-City Travel Agency Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of August, 1955, incorporating: Arthur Millington Minnion, Rodney Alexander Patch, advocates and Queen's Counsel, Kenneth Charles Mackay, advocate, all of Montreal, and Robert Charles Legge, advocate, of the town of Mount Royal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a general ticket agency and travel bureau in all its branches, under the name of "The Inter-City Travel Agency Ltd.", with a total capital stock of $25,000, divided into 2,500 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 1500 St. Catherine St., West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,

40784-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12210-55)

Town & Country Service Center Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of August, 1955, incorporating: Harry Blank, advocate, Raymonde Doyle, secretary, fille majeure, both of Montreal, and Conrad Shatner, advocate, of Hampstead, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To construct, operate, manage, service stations, under the name of "Town & Country Service Center Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,

40784-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12142-55)

Valleyfield Outfitters Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of August, 1955, incorporating: Lazarus Eisenberg, merchant, Evelyn Shufman, housewife, wife separated as to property of the said Lazarus Eisenberg, and duly authorised by him for the purpose of these presents, and Paul Besner, salesman, all of the city of Salaberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois, for the following purposes:

To carry on the business of a departmental store, under the name of "Valleyfield Outfitters Inc.", with a total capital stock of $35,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 300 preferred shares of $50 each.

The head office of the company will be at Salaberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général, ce neuvième jour d'août 1955.

L'Assistant-procureur général,

40784 C. E. CANTIN.

(P.G. 12117-55)

Weiss Electrical Contracting Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour d'août 1955, constituant en corporation: Benjamin Robinson, avocat et Conseil en Loi de la Reine, de Westmount, Théodore H. Shapiro, avocat de ville Mont-Royal, Jonathan J. Robinson, avocat et Jean McFarlane, dactylo, fille majeure, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'électriciens et entrepreneurs, sous le nom de "Weiss Electrical Contracting Company", avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune et 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce cinquième jour d'août 1955.

L'Assistant-procureur général,

40784 C. E. CANTIN.

(P.G. 12198-55)

Wilfrid Lauzon Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze août 1955, constituant en corporation: Wilfrid Lauzon, Georges Woodrough, entrepreneurs, de Sainte-Thérèse, et Lambert Ouimet, comptable, de Sainte-Agathe-des-Monts, tous du district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneur général, sous le nom de "Wilfrid Lauzon Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le onze août 1955.

L'Assistant-procureur général,

40784-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12132-55)

Yellow Sample Shoe Stores Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf août 1955, constituant en corporation: Arthur F. Garmaise, avocat, de Montréal, Melvin Rothman, avocat et Henry Nevard, étudiant, de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de bottes, chaussures, articles en cuir et accessoires, sous le nom de "Yellow Sample Shoe Stores Limited", avec un capital total de $225,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $5 chacune et 200,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5680 rue St-Dominique, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,

40784-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12117-55)

Weiss Electrical Contracting Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of August, 1955, incorporating: Benjamin Robinson, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Théodore H. Shapiro, advocate, of the town of Mount Royal, Jonathan J. Robinson advocate, and Jean MacFarlane, typist, spinster, of the full age of majority, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of electricians and contractors, under the name of "Weiss Electrical Contracting Company", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 common shares of $100 each and into 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,

40784-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12198-55)

Wilfrid Lauzon Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of August 1955, incorporating: Wilfrid Lauzon, Georges Woodrough, contractors, of Saint Thérèse, and Lambert Ouimet, accountant, of Saint Agathe-des-Monts, all of the judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To carry on business as general contractor, under the name of "Wilfrid Lauzon Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint Thérèse, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of August, 1955.

C. E. CANTIN,

40784 Deputy Attorney General.

(A.G. 12132-55)

Yellow Sample Shoe Stores Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of August, 1955, incorporating: Arthur F. Garmaise, advocate, of Montreal, Melvin Rothman, advocate, and Henry Nevard, student, of Westmount, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in boots, shoes, leather goods, and accessories, under the name of "Yellow Sample Shoe Stores Limited", with a total capital stock of $225,000, divided into 5,000 common shares of $5 each and into 200,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at 5680 St. Dominique Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf août 1955.

L'Assistant-procureur général,

40784 C. E. CANTIN.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,

40784-o Deputy Attorney General.

Arrêtés en Conseils

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1043

Québec, le 28 septembre 1955.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "H"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac et Témiscamingue.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la construction dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac et Témiscamingue, rendue obligatoire par le décret numéro 1254 du 10 novembre 1949, amendé par les arrêtés en conseil numéros 108-C, 973-A et 1229-B des 25 janvier, 30 août et 8 novembre 1950, 51-D, 229-C, 382-E, 1228-D et 1228-G des 11 janvier, 7 mars, 12 avril et 31 octobre 1951, 67-F, 138-A, 271-H et 961-D des 31 janvier, 27 février, 20 mars et 27 septembre 1952, 512-C et 1201-C des 30 avril et 7 novembre 1953, 628-B, 774-G et 893-B des 17 juin, 28 juillet et 2 septembre 1954, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 13 août 1955;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE l'échelle de salaires de l'article III dudit décret, numéro 1254, soit modifiée comme suit:

1° L'item "Charpentier-menuisier et mécanicien (Millwright)" est remplacé par le suivant:

	Zones I	II
"Charpentier-menuisier.....	$1.82	$1.25"

2° L'item "Poseur de lattes" est remplacé par le suivant:

	Zones $I	II
"Poseur de lattes.....	1.85	$1.35"

3° L'item suivant est ajouté après l'item "Mécanicien-construction":

	Zones I	II
"Mécanicien (Millwright).....	$1.75	$1.25"

4° L'item "Plâtrier" est remplacé par le suivant:

	Zones I	II
"Plâtrier.....	$1.95	$1.60"

(Document "H" annexé à l'arrêté).

L. DÉSILETS,

40785-o Greffier du Conseil Exécutif.

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1043

Quebec, September 28th, 1955.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "H"

CONCERNING amendments of the decree relating to the construction industry in the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac and Temiscamingue.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the construction industry in the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac and Temiscamingue, rendered obligatory by the decree No. 1254 of November 10th, 1949, amended by Orders Nos. 108-C, 973-A and 1229-B of January 25th, August 30th and November 8th, 1950, 51-D, 229-C, 382-E, 1228-D and 1228-G of January 11th, March 7th, April 12th and October 31st, 1951, 67-F, 138-A, 271-H and 961-D of January 31st, February 27th, March 20th and September 27th, 1952, 512-C and 1201-C of April 30th and November 7th, 1953, 628-B, 774-G and 893-B of June 17th, July 28th and September 2nd, 1954, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of August 13th, 1955;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour,

THAT the wage scale contained in section III of the said decree, No. 1254, be amended as follows:

1. The item "Carpenter-joiner and millwright" is replaced by the following:

	Zones I	II
"Carpenter-joiner.....	$1.82	$1.25"

2. The item "Lather" is replaced by the following:

	Zones I	II
"Lather.....	$1.85	$1.35"

3. The following item is added after the item "Mechanic — construction":

	Zones I	II
"Millwright.....	$1.75	$1.25"

4. The item "Plasterer" is replaced by the following:

	Zones I	II
"Plasterer.....	$1.95	$1.60"

(Document "H" annexed to the Order).

L. DÉSILETS,

40785-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1043

Québec, le 28 septembre 1955.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

Section "I"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux débardeurs du port de Sorel.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux débardeurs du port de Sorel, rendue obligatoire par le décret numéro 94 du 25 janvier 1951, amendé par les arrêtés en conseil numéros 1043-B du 8 octobre 1952 et 1067-A du 3 novembre 1954, ont présenté au Ministre du Travail, une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil, certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 6 août 1955;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 94, soit modifié comme suit:

1° L'article III est remplacé par le suivant:

"III. Les taux minima de salaires pour le chargement du grain sont comme suit:

a) Pour tout travail exécuté entre 7.00 a.m. et 7.00 p.m., un dollar et cinquante-huit cents ($1.58) l'heure.

b) Pour tout travail exécuté entre 7.00 p.m. et 7.00 a.m., deux dollars et trente-sept cents ($2.37) l'heure."

2° L'article IV est remplacé par le suivant:

"IV. Les taux minima de salaires pour le déchargement du grain des océaniques ou des vaisseaux des Grands Lacs aux élévateurs sont comme suit:

a) Pour tout travail exécuté entre 7.00 a.m. et 11.00 p.m., $1.48 l'heure.

b) Pour tout travail exécuté entre 11.00 p.m. et 7.00 a.m. et après cinquante-cinq (55) heures dans une semaine, $2.22 l'heure."

3° L'article V est remplacé par le suivant:

"V. Pour le chargement et le déchargement des cargaisons dont il n'est pas fait de mention spéciale, dans les vaisseaux et wagons, pour le nettoyage et le charbonnage ainsi que le montage d'appareils pour la manipulation du grain et de toutes sortes de montage:

a) Pour tout travail exécuté entre 8.00 a.m. et 7.00 p.m., $1.53 l'heure.

b) Pour tout travail exécuté entre 7.00 p.m. et 8.00 a.m., $2.29½ l'heure."

4° L'article VI est remplacé par le suivant:

"VI. Pour le chargement et le déchargement (y compris le nettoyage) de vaisseaux ou de wagons de soufre, kaolin, potasse, cyanamide, bois créosotés, bitume superphosphate, tréphosphate et autres du genre, les taux minima de salaires sont comme suit:

a) Pour tout travail exécuté entre 8.00 a.m. et 7.00 p.m., $1.68 l'heure.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1043

Quebec, September 28th, 1955.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "I"

CONCERNING amendments to the decree relating to the longshoremen of the Harbour of Sorel.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the longshoremen or the Harbour of Sorel, rendered obligatory by the decree number 94 of January 25th, 1951, amended by Orders in Council number 1043-B of October 8th, 1952 and 1067-A of November 3rd, 1954, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the said petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of August 6th, 1955;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the amendments proposed;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour;

THAT the said decree number 94 be amended as follows:

1. Section III is replaced by the following:

"III. The minimum rates of wages for the loading of grain are as follows:

a) For work performed between 7.00 a.m. and 7.00 p.m., one dollar and fifty-eight cents ($1.58) per hour.

b) For work performed between 7.00 p.m. and 7.00 a.m. two dollars and thirty-seven cents ($2.37) per hours."

2. Section IV is replaced by the following:

"IV. For the unloading of grain out of Great Lake or ocean vessels into the elevator, the minimum rates of wages are as follows:

a) For work performed between 7.00 a.m. and 11.00 p.m., $1.48 per hour.

b) For work performed between 11.00 p.m. and 7.00 a.m. and after fifty-five (55) hours in a week $2.22 per hour."

3. Section V is replaced by the following:

"V. For loading or unloading of cargoes not otherwise specified from or to vessels and/or railroad cars, cleaning and bunkering of vessels and erection of grain fitting, the minimum rate of wages shall be as follows:

a) For work performed between the hours of 8.00 a.m. and 7.00 p.m., one dollar and fifty-three cents ($1.53) per hour.

b) For work performed between the hours of 7.00 p.m. and 8.00 a.m., two dollars and twenty-nine and a half cents ($2.29½) per hours."

4. Section VI is replaced by the following:

"VI. For loading and unloading vessels and/or railroad cars and cleaning same from sulphur, china clay, potash, cyanamid, creosoted wood, pitch superphosphate, trephosphate and other similar cargoes, the minimum rates of wages are as follows:

a) For work performed between 8.00 a.m. and 7.00 p.m., $1.68 per hour.

b) Pour tout travail exécuté entre 7.00 p.m. et 8.00 a.m., $2.52 l'heure."

5° L'article VII est remplacé par le suivant:

"VII. Salaire double du salaire régulier de jour pour toute heure travaillée doit être payé pour l'ouvrage exécuté les dimanches et les jours suivants: La St-Jean-Baptiste, la fête du Travail, la Confédération, l'Ascension, la Toussaint et l'Immaculée Conception. Les débardeurs travaillant les dimanches, l'Ascension, la Toussaint et l'Immaculée-Conception ne sont pas requis de se présenter au travail avant 9.00 a.m.

Les heures des repas les jours de fêtes doivent être les mêmes que les jours ordinaires.

Les hommes requis de se présenter un des six (6) jours ci-haut mentionnés et les dimanches, et qui ne sont pas mis au travail, doivent recevoir une (1) heure de salaire au taux en vigueur pour chaque appel. Salaire et demi du salaire régulier de jour doit être payé le samedi de 1.00 p.m. à minuit.

Si, par décret, statut ou entente entre les parties, la célébration des jours de fêtes ci-haut mentionnées est remise à un autre jour, cet autre jour est sensé être le jour de ladite fête pour fins du présent article."

6° L'article XI est remplacé par le suivant:

"XI. Les heures des repas sont comme suit:

a) Le déjeuner, entre 6.00 a.m. et 7.00 a.m.

b) Le dîner, entre midi et 1.00 p.m.

c) Le souper, entre 6.00 p.m. et 7.00 p.m.

d) La nuit, entre minuit et 1.00 a.m.

Les débardeurs requis de travailler pendant les heures des repas doivent être rémunérés à raison de salaire double au taux en vigueur pour l'heure du repas et chaque heure suivante jusqu'à ce qu'ils soient renvoyés pour prendre leur repas.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas dans le cas de l'amarrage des navires."

7° L'article XII est remplacé par le suivant:

"XII. *a*) Les heures d'appel sont les suivantes: 7.00 a.m., 10.00 a.m., 1.00 p.m., 3.30 p.m. et 7.00 p.m.

Les débardeurs qui se présentent à ces heures d'appel doivent être rémunérés à compter de ce moment jusqu'à leur renvoi, au taux en vigueur, de même que ceux à qui on a demandé d'attendre après ces heures, jusqu'à leur renvoi. Qu'ils soient mis au travail ou renvoyés, ils doivent recevoir un minimum d'une (1) heure de rémunération au taux en vigueur pour chaque appel, excepté dans le cas d'appels pour 3.30 p.m. et 7.00 p.m. lesquels entrainent une rémunération minimum de deux (2) heures au taux en vigueur. Aucun débardeur ne peut être requis de se présenter au travail entre 7.00 p.m. et 7.00 a.m.

b) Quatre (4) hommes constituent une équipe régulière pour l'arrimage du charbon de soute. Les hommes affectés à ce travail peuvent être appelés en tout temps, mais ils doivent alors recevoir un minimum de quatre (4) heures de rémunération à compter de l'heure pour laquelle ils sont appelés."

8° Le paragraphe "*j*" de l'article XIII est remplacé par le suivant:

"*j*) On doit employer quatorze (14) hommes et un (1) contremaître sur chaque vaisseau pour le déchargement du phosphate et du soufre. Ces hommes sont appelés dès qu'il est possible de les mettre au travail."

9° Les paragraphes "*n*" et "*o*" de l'article XIII sont radiés et remplacés par les suivants:

"*n*) On doit employer quatre (4) hommes et un (1) contremaître sur chaque chaland trans-

b) For work performed between 7.00 p.m. and 8.00 a.m., $2.52. per hour."

5. Section VII is replaced by the following:

"VII. Double time based on the regular rates for daywork shall be paid for work performed on Sundays and the following holidays: Saint Jean Baptiste Day, Labour Day, Confederation Day, Ascension Day, All Saints Day and Immaculate Conception Day. On Sundays, Ascension Day, All Saints Day and Immaculate Conception Day, the longshoremen shall not be required to report before 9.00 a.m.

Meal hours on all holidays shall be the same as on ordinary working days.

Men called on any of the six days above mentioned and on Sundays and not put to work, shall receive one hour's pay at the prevailing rate for each call. Time and a half shall be paid on Saturdays from 1.00 p.m. to midnight.

If the celebration of the aforesaid holidays is postponed by law or decree, or by agreement between the parties, such other day as may be fixed shall be considered as the holiday for the purposes of the present section."

6. Section XI is replaced by the following:

"XI. Meal hours shall be:

a) Breakfast, between 6.00 a.m. and 7.00 a.m.

b) Luncheon, between 12.00 noon and 1.00 p.m.

c) Supper, between 6.00 p.m. and 7.00 p.m.

d) Midnight meal, between 12.00 midnight and 1.00 a.m.

Longshoremen required to work during meal hours shall be paid at the rate of double time of the prevailing rate for the meal hour and each subsequent hour until relieved for their meal.

The provisions of the present section to not apply to the mooring of vessels."

7. Section XII is replaced by the following:

"XII. *a*) The starting times are as follows: 7.00 a.m., 10.00 a.m., 1.00 p.m., 3.30 p.m. and 7.00 p.m.

Longshoremen reporting for duty at these hours shall be paid from that time until discharged, at the prevailing rate, including those who have been asked to wait after the said hours, until dischanged. Whether they be put to work or not, they shall receive a minimum of one hour's pay, at prevailing rate, for each call. Exception is made in the case of calls for 3.30 p.m. and 7.00 p.m. for which men shall be paid a minimum of two hours, at the prevailing rate. No longshoreman shall be required to report for duty between 7.00 p.m. and 7.00 a.m.

b) Four men constitute a regular gang for trimming fo bunker-coal. Mem employed for this class of work may be called at any time but shall receive a minimum of four hours from the time for which they are called:

8. Subsection "*j*" of section XIII is replaced by the following:

"*j*) Fourteen (14) men and one (1) foreman shall be employed on each vessel for the unloading of phosphate and sulphur. These men shall be called as soon as they can be put to work."

9. Subsections "*n*" and "*o*" of section XIII are replaced by the following:

"*n*) Four (4) men and one (1) foreman shall be employed on each barge carrying various

portant différents produits. Ces hommes sont appelés dès qu'il est possible de les mettre au travail.

"*o*) L'employeur doit prendre les mesures qui s'imposent pour éviter les déplacements anormaux de poussières."

"*p*) Toute mésentente quant à l'interprétation des conditions de travail contenues dans le présent décret doit être soumise au surintendant de l'employeur par le représentant des débardeurs sur les quais dans les trois (3) jours suivant sa naissance. Le représentant de l'employeur doit donner une réponse dans les six (6) jours ouvrables suivants."

"*q*) Dans le cas où un différend ou dispute ne peut être réglé entre les parties aux présentes quant à l'interprétation de toute clause du décret, les salariés doivent continuer à travailler et telle dispute ou différend est soumis à un comité d'arbitrage formé de trois (3) membres, un (1) choisi par l'employeur, un (1) par les salariés et un (1) président conjointement choisi par les deux (2) autres.

Ce comité doit siéger sans tarder et rendre sa décision dans les trente (30) jours suivant la désignation du président. La décision majoritaire est finale et lie les parties."

10° L'article XIV est remplacé par le suivant:

"XIV. *Dispositions particulières relatives à la manipulation des explosifs: a) Taux minima de salaire et heures de travail:* Les heures de travail sont réparties entre 8.00 a.m. et midi et entre 1.00 p.m. et 6.00 p.m. durant lesquelles le taux de salaire est comme suit:

	l'heure
Débardeur	$1.85
Porteur d'eau	1.85
Contremaître	2.05
Charpentier	1.95
Préposé aux treuils et aux écoutilles	1.95
'Walking boss"	2.45

b) Jours chômés: Les dimanches, l'Ascension, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, la Toussaint et l'Immaculée Conception, sont observés comme jours de fêtes et de congé et aucun salarié n'est obligé de travailler ces jours-là.

Tout travail exécuté l'un de ces jours doit être rémunéré au taux double du salaire régulier de jour.

Les salariés ne sont pas requis de se rapporter au travail avant 9.00 a.m., les dimanches, l'Ascension, la Toussaint et l'Immaculée Conception.

Si, par décret, statut ou entente entre les parties, la célébration des jours de fêtes ci-haut mentionnées est remise à un autre jour, cet autre jour est censé être le jour de ladite fête pour les fins du présent article.

c) Appels: Les salariés requis de travailler doivent être appelés pour 8.00 a.m.; 10.00 a.m.; 1.00 p.m.; 3.30 p.m., et rémunérés conformément au taux réglementaires à compter de ces heures jusqu'à ce qu'ils soient renvoyés ou mis au travail; qu'ils soient mis au travail ou non, lesdits salariés doivent recevoir une rémunération minimum équivalente à une heure (1) de travail, excepté l'appel de 3.30 p.m., qui dans ce cas est rémunéré pour un minimum de deux (2) heures.

d) Temps supplémentaire: Tout travail exécuté à partir de 6.00 p.m. doit être rémunéré au taux de double salaire.

e) Conditions de travail: Tout homme supplémentaire appelé pendant une période de travail doit être rémunéré à compter de l'heure où l'équipe a commencé de travailler jusqu'à l'heure

products. These men shall be called as soon as they can be put to work.

"*o*) The employer shall take necessary steps to avoid excessive raising of dust."

"*p*) Any dispute as to the interpretation of the working conditions herein contained shall be taken up by the Longshoremen's representative on the wharves with the Employer's superintendent within three (3) days. The employer's representative shall give an answer within the following six working days."

"*q*) Should there be any dispute which cannot be adjusted between the parties hereto as to the interpretation of any clause of the decree, the men shall continue to work and such dispute shall be referred to a Committee of Arbitration, consisting of three members, one selected by the employer, one by the employees and a Chairman selected jointly by the other two.

The said committee shall sit without delay and render its decision within thirty (30) days following the appointment of the president. The majority decision shall be final and binding on the parties."

10. Section XIV is replaced by the following:

"XIV. *Special provisions respecting the handling of explosives: a) Minimum rates of wages and hours of work:* The hours of work are distributed as follows: between 8.00 a.m. and 12.00 (noon), and between 1.00 p.m. and 6.00 p.m., during which the wage rate shall be as follows:

	per hour
Longshoremen	$1.85
Water carriers	1.85
Foremen	2.05
Carpenters	1.95
Winchmen and hatchmen	1.95
Walking bosses	2.45

b) Holidays: Sundays, Ascension Day, Saint-Jean Baptiste Day, Confederation Day, Labour Day, All Saints Day and Immaculate Conception Day shall be kept as holidays and no employee may be compelled to work on such days.

Any work done on those days shall be paid double time, based on regular day rates.

On Sundays, Ascension Day, All Saints Day and Immaculate Conception Day employees shall not be required to report for duty before 9.00 a.m.

If, by decree, statute or agreement between the parties, the celebration of holidays mentioned above is postponed to another day, this other day will be the day observed as a holiday for the purposes of the present section.

c) Calls: Employees required to work shall be called for 8.00 a.m.; 10.00 a.m.; 1.00 p.m.; 3.30 p.m. and paid the prevailling rate from the time ordered out to commence work until discharged or put to work; whether put to work or not, the said employees shall receive at least one (1) hour's pay, except for the 3.30 p.m. call for which the employees shall be paid a minimum of two (2) hours.

d) Overtime: All overtime work from 6.00 p.m. shall be paid double time based on the regular rates for day work.

e) Working conditions: Any extra men called during a working period shall be remunerated from the time the gang has commenced working until the gang is discharged or until the end of

où ladite équipe est renvoyée ou jusqu'à la fin de la période de travail. Si les services des hommes supplémentaires ne sont pas requis pour toute la période mentionnée plus haut, ils peuvent être changés d'équipe au besoin. Lorsqu'une équipe est déplacée d'un vaisseau à un autre, la rémunération ne doit pas être interrompue; le temps court jusqu'à ce que les débardeurs reviennent à terre, y compris l'heure du dîner."

11° L'article XIV-A est remplacé par le suivant:

"XIV-A. L'employeur doit accorder à tous les débardeurs qui ont été à son service pendant la saison de navigation, une rémunération de vacances équivalente à 2% de la somme totale versée à chacun d'eux comme salaire pendant ladite saison. Cette rémunération de vacances doit être de 4% pour ceux qui ont cinq (5) années et plus de services comme débardeurs. Cette rémunération de vacances doit être remise aux débardeurs avant le 30 janvier de l'année suivante."

(Document "I" annexé à l'arrêté)

L. DÉSILETS,
Greffier du Conseil Exécutif.

40785-o

the working period. Should the services of extra men not be required for the entire working period above mentioned, they may be put to work with another gang, as required. When a gang is taken from a chip to another, the remuneration must not be interrupted; time is paid until the longshoremen are back, including meal hours."

11. Section XIV-A is replaced by the following:

"XIV-A. The employer shall grand to all lonshoremen who have been in his employ during the navigation season a vacation pay equivalent to 2% of the total amount given to each of them in wages during the said season. The vacation pay shall be equivalent to 4% for those who have five (5) years of service or more as longshoremen. Such vacation pay shall be given to the longshoremen before the 30th of January of the following year."

(Document "I" annexed to the Order)

L. DÉSILETS,
Clerk of the Executive Council.

40785-o

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1043

Québec, le 28 septembre 1955.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "J"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans le comté de Roberval.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité paritaire des barbiers, coiffeurs et coiffeuses dans le comté de Roberval, a présenté au Ministre du Travail, une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil certaines modifications au décret numéro 1283 du 15 novembre 1951, amendé par l'arrêté en conseil numéro 286-G du 12 mars 1953, relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse pour dames dans la région de Roberval;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 25 juin 1955;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1283, soit modifié comme suit:

1° L'article VI est remplacé par le suivant:

"VI. *Salaires minima:* Les taux de salaires minima sont les suivants pour les salariés réguliers:

a) Compagnon barbier: $40.00 par semaine plus 50% des recettes de son travail excédant $50.00 au cours de la semaine.

b) Compagnon coiffeur ou coiffeuse: $40.00 par semaine.

Aucun employeur n'a le droit de réduire le salaire d'un salarié recevant plus que le minimum ci-haut mentionné lors de l'entrée en vigueur du présent décret."

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1043

Quebec, September 28th, 1955.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "J"

CONCERNING amendments of the decree raleting to the barber and hairdressing trades in the county of Roberval.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), The Barbers and Hairdressers Parity Committee of Roberval County has petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the decree No. 1283 of November 15th, 1951, amended by the Order in Council No. 286-G of March 12th, 1953, relating to the barber and hairdressing trades in the county of Roberval; have submitted to the Minister of Labour a petition to amend the said decree;

WHEREAS the said petition was published in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 25th, 1955;

WHEREAS no objection was raised against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDAINED, therefore, on the recommendation of the Honourable the Minister of Labour.

THAT the said decree, No. 1283, be amended as follows:

1. Section VI is replaced by the following:

"VI. *Minimum wage:* The minimum wage rates shall be as follows for regular employees:

a) Journeyman barber: $40.00 per week plus 50% of the receipts of his work exceeding $50.00 during the week.

b) Journeyman hairdresser (male or female): $40.00 per week.

No employer has the right to reduce the wages of an employee receiving more than the minimum rates above mentioned at the time of the coming into force of the present decree."

2° Le paragraphe "a" de l'article VIII est remplacé par le suivant:

"VIII. *Apprentissage:* a) Aucun apprenti ne peut être accepté avant seize (16) ans révolus, et avant d'avoir terminé sa 8ème année du cours primaire ou l'équivalent."

(Document "J" annexé à l'arrêté).

L. DÉSILETS,
40785-o Greffier du Conseil Exécutif.

2. Subsection "a" of section VIII is replaced by the following:

"VIII. *Apprenticeship:* a) No apprentice may be accepted before 16 years of age; he must have completed the 8th year of the elementary course, or the equivalent thereof."

(Document "J" annexed to the Order).

L. DÉSILETS,
40785-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1043

Québec, le 28 septembre 1955.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "K"

CONCERNANT l'addition d'une nouvelle partie co-contractante — décret relatif à l'industrie de la chemise pour hommes et garçons dans la province.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE, conformément à l'article 10 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'Association des Manufacturiers de Chemises et Pyjamas de la Province de Québec soit acceptée et traitée comme partie co-contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la chemise pour hommes et garçons dans la province, rendue obligatoire par le décret numéro 1284 du 15 novembre 1951, amendé par les arrêtés en conseil numéros 1174-A du 6 novembre 1952, 101-G du 29 janvier 1953 et 188, 774-H et 1151-C des 11 mars, 28 juillet et 18 novembre 1954, et que son nom soit ajouté dans ledit décret aux parties contractantes de première part.

(Document "K" annexé à l'arrêté).

L. DÉSILETS,
40785-o Greffier du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1043

Quebec, September 28th, 1955.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "K"

CONCERNING the adding of a new co-contracting party — decree relating to the men's and boys' shirt industry in the Province.

IT IS ORDERED, on the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT, in pursuance of section 10 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), The Association of Shirt and Pyjama Manufacturers of the Province of Quebec be accepted and treated as co-contracting party to the collective labour agreement relating to the men's and boys' shirt industry in the province, rendered obligatory by the decree No. 1284 of November 15th, 1951, amended by Orders in Council Nos. 1174-A of November 6th, 1952, 101-G of January 29th, 1953 and 188, 774-H and 1151-C of March 11th, July 28th and November 18th, 1954, and that its name be added in the said decree to the contracting parties of the first part.

(Document "K" annexed to the Order).

L. DÉSILETS,
40785-o Clerk of the Executive Council.

Département du Travail

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que la constitution et les règlements généraux et spéciaux du Comité paritaire de l'industrie de la boîte de carton gaufré de Québec, établi en exécution du décret numéro 728 du 6 juillet 1955 et dont le siège social est situé dans la cité de Westmount ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1043 du 28 septembre 1955 (section "F").

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 8 octobre 1955. 40785-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail donne avis, par les présentes, qu'il a l'intention de soumettre à l'appréciation

Department of Labour

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the constitution and thegeneral and special by-laws of the Joint Committee of the Corrugated Paper Box Industry of Quebec, formed under decree No. 728 of July 6th, 1955, with head office in the city of Westmount, have been approved by Order in Council No. 1043 of September 28th, 1955 (part "F").

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, October 8th, 1955. 40785-o

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure set forth in section 8 of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour hereby gives notice that he intends to submit to the consideration and decision of

et à la décision du Lieutenant-gouverneur en Conseil la modification suivante au décret numéro 657 du 13 mai 1948 et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Terrebonne et Labelle, savoir:

Ajouter la classification suivante dans l'échelle des salaires apparaissant à l'article III, après celle de "Charpentier-menuisier":

	Terrebonne	*Labelle*
"Charpentier-menuisier — compagnon junior.....	$1.45	$1.20"

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 8 octobre 1955. 40785-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'industrie de la boîte de carton de la province de Québec, établi en exécution du décret numéro 1884 du 12 novembre 1947 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1043 du 28 septembre 1955, section "C" le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements) à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er octobre 1955 au 1er octobre 1956; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 1884 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de la liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les salariés régis par le décret numéro 1884 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport, lesquelles doivent être remplies selon les règlements du Comité. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient transmis au Comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire, à titre de prélèvement.

Le rapport de l'employeur professionnel, accompagné des cotisations, doit être signé et adressé au Comité paritaire dans un délai de quinze (15) jours après l'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

Le Comité paritaire a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

the Lieutenant-Governor in Council, the following amendment to the decree No. 657 of May 13th, 1948, as amended, relating to the construction industry in the counties of Terrebonne and Labelle, to wit:

The following classification will be added in the wage scale contained in section III, after that of Carpenter-joiner:

	Terrebonne	*Labelle*
"Carpenter-joiner — junior journeyman.....	$1.45	$1.20"

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, October 8th, 1955. 40785-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Paper Box Industry of the Province of Quebec, formed under decree No. 1884 of November 12th, 1947, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 1043 of September 28th, 1955 part "C" in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy extends from October 1st, 1955 to October 1st, 1956; it shall be laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree No. 1884 and amendments shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their payroll in respect of their employees governed by the said decree.

b) The employees governed by the decree No. 1884 and amendments shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms to be filled in accordance with the by-laws of the Committee. The professional employer shall have the reports sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the assessments owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer, together with the assessments, shall be signed and sent to the Parity Committee within the fifteen days following the date of expiration of the period for which it is exigible.

The Parity Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de la Boîte de carton de la Province de Québec, pour la période comprise entre le 1er octobre 1955 et le 1er octobre 1956.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA BOITE DE CARTON DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er octobre 1955 et le 1er octobre 1956.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$12,000.00
Salariés	12,000.00
	$24,000.00
Déboursés:	
Salaires:	
Secrétaire	$ 3,500.00
Assistant-secrétaire	1,790.00
Inspecteur zone I	1,700.00
Sténographe	2,600.00
Loyer	1,000.00
Taxe d'affaires	90.00
Service téléphonique et éclairage	120.00
Frais de déplacement, inspecteur	400.00
Frais judiciaires et professionnels	500.00
Réserve — Créances douteuses	100.00
Impression et papeterie	600.00
Frais de déplacement des membres, jetons de présence, etc	5,000.00
Timbres-poste, téléphone, L.D. et télégrammes	200.00
Divers	550.00
	$18,150.00
Surplus réserve	5,850.00
	$24,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 8 octobre 1955. 40785-o

3. *Financial report*

Under the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following date: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Paper Box Industry of the Province of Quebec, for the period between October 1st, 1955 and October 1st, 1956.

JOINT COMMITTEE OF THE PAPER BOX INDUSTRY OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Probable receipts and expenses for the period from October 1st, 1955, to October 1st, 1956.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$12,000.00
Employees	12,000.00
	$24,000.00
Expenses:	
Salaries:	
Secretary	$ 3,500.00
Assistant-secretary	1,790.00
Inspector (Zone I)	1,700.00
Stenographer	2,600.00
Rent	1,000.00
Business tax	90.00
Telephone and lighting	120.00
Travelling expenses of inspector	400.00
Professional and judicial fees	500.00
Reserve, uncertain credits	100.00
Printing and stationery	600.00
Travelling meeting and other expenses of members	5,000.00
Postage, L. D., telephone, telegraph	200.00
Miscellaneous	550.00
	$18,150.00
Surplus, Reserve	5,850.00
	$24,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, October 8th, 1955. 40785-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire des barbiers et coiffeurs de la juridiction de Saint-Hyacinthe, établi en exécution du décret numéro 2683 du 9 octobre 1941 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1043 du 28 septembre 1955, section "D", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 11 octobre

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Barbers and Hairdressers Parity Committee, jurisdiction of Saint-Hyacinthe, formed under decree No. 2683, of October 9th, 1941, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 1043 of September 28th, 1955, part "D", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy extends from October 11th,

1955 au 11 octobre 1956; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 2683 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% des salaire fixes et des pourcentages payés à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par le décret numéro 2683 et amendements doivent verser au Comité paritaire les sommes suivantes:

	par semaine
i. Les artisans barbiers des zones I, II, III, IV	$0.25
ii. Les artisans barbiers de toutes les autres zone	0.15
iii. Les artisans coiffeurs et coiffeuses pour dames des zones I, II, III et IV	0.25
iv. Les artisans coiffeurs et coiffeuses pour dames de toutes les autres zones	0.15

c) Les salariés régis par le décret numéro 2683 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur salaire fixe et des pourcentages reçus.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine, le salaire et les pourcentages payés et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ledit rapport soit rempli et retourné au Comité paritaire ou à l'inspecteur local, à tous les mois, le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les faire parvenir audit Comité ou à l'inspecteur local, en même temps que sa propre cotisation.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire ou à l'inspecteur local. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

L'employeur professionnel et l'artisant doivent faire parvenir leurs cotisations au siège social du Comité paritaire ou à l'inspecteur local, à chaque mois, le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle elles sont exigibles.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement, sans mise en demeure au préalable.

3. *Rapport financier*

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit transmettre un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du travail, aux périodes fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des barbiers et coiffeurs de la juridiction de Saint-Hyacinthe, pour la période compris centre le 11 octobre 1955 et le 11 octobre 1956.

1955, to October 11th, 1956; it shall be laid in the following manner;

a) The professional employers governed by the decree No. 2683, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the regular wages and of the percentages paid to their employees.

b) The artisans governed by the decree No. 2683, and amendments, shall pay the following assessments to the Parity Committee:

	per week
i. Barber artisans of zones, I, II, III and IV	$0.25
ii. Barbers artisans of all other zones	0.15
iii. Ladies' male and female hairdressing artisans of zones I, II, III and IV.	0.25
iv. Ladies' male and female hairdressing artisans of all other zones	0.15

c) The employees governed by the decree 2683 and amendments shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their regular wages and of the percentages received.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with printed forms giving the hours of labour, the money collected during any one week, the wages and percentages paid and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer shall have the report made and sent to the Parity Committee, or to the local inspector, every month, on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which it is requirable.

The professional employer shall deduct, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the assessments owed to the Parity Committee and forward same to the said Committee, or to the local inspector, together with his owns assessments.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee or the local inspector. This Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The professional employer and the artisan shall send their assessments to the head office of the Parity Committee, or to the local inspector, every month, on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which they are requirable.

The levy imposed by the present decree is payable monthly, without notice.

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th, and December 31st.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Barbers and Hairdressers Parity Committee, jurisdiction of Saint-Hyacinthe, for the period between October 11th, 1955, and October 11th, 1956.

COMITÉ PARITAIRE DES BARBIERS ET COIFFEURS DE LA JURIDICTION DE SAINT-HYACINTHE
1695 rue Marguerite-Bourgeois
Saint-Hyacinthe, P.Q.

État des recettes et des déboursés prévus pour la période comprise entre le 11 octobre 1955 et le 11 octobre 1956.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$ 810.00
Salariés	810.00
Artisans	2,485.00
Honoraires d'examens	110.00
Pénalités et divers	60.00
	$4,275.00
Déboursés:	
Salaires des employés	$1,980.00
Frais de déplacement des membres du Comité	380.00
Frais d'enquête et d'inspections	415.00
Impressions, papeteries, publicité	260.00
Poste, téléphone	150.00
Loyer	60.00
Frais légaux	75.00
Jetons de présence	432.00
Bureau des Examinateurs	320.00
Frais généraux	203.00
	$4,275.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 8 octobre 1955. 40785-o

THE BARBERS AND HAIRDRESSERS PARITY COMMITTEE, JURISDICTION OF SAINT-HYACINTHE
1695 Marguerite-Bourgeoys Street,
Saint-Hyacinthe

Estimate of the receipts and disbursements for the period between October 11th, 1955, and October 11th, 1956.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$ 810.00
Employees	810.00
Artisans	2,485.00
Examination fees	110.00
Penalties & miscellaneous	60.00
	$4,275.00
Disbursements:	
Employees' salaries	$1,980.00
Travelling expenses of members of Committee	380.00
Investigations & inspections	415.00
Printing, stationery, publicity	260.00
Postage, telephone	150.00
Rent	60.00
Legal fees	75.00
Meeting attendance fees	432.00
Board of examiners	320.00
General expenses	203.00
	$4,275.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Quebec, October 8th, 1955. 40785-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Industrie de la Boîte de Carton gaufré de Québec, établi en exécution du décret numéro 728 du 6 juillet 1955, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1043 du 28 septembre 1955, (Section "G"), le tout conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret suivant la méthode et le taux ci-après.

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er octobre 1955 au 31 décembre 1955; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 728 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leurs listes de paye.

b) Les salariés régis par le décret numéro 728 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par le Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à tous les mois.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Corrugated Paper Box Industry of Quebec, formed under decree number 728 of July 6th, 1955, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1043 of September 28th, 1955, (Part "G"), in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned.

1. *Assessments*

The period of levy extends from October 1st, 1955, to December 31st, 1955; such levy shall be laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree No. 728 shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll.

b) The employees governed by the decree No. 728, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. *Method of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms which shall be filled in accordance with the by-laws of the Committee. The professional employer shall see to it that the reports be completed and returned to the Parity Committee every month.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les faire parvenir audit Comité en même temps que sa propre cotisation.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport, accompagné des cotisations, doit être adressé au Comité paritaire durant les quinze (15) jours suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee and send such sums to the said Committee together with his own assessments.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, ogether with the assessments, shall be sent to the Parity Committee within the fifteen days following the date of expiration of the period for which the said report is requirable.

3. *Rapport financier*

Selon les termes de la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux périodes fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de la Boîte de Carton Gaufré de Québec, à compter du 16 juillet 1955 jusqu'au 31 décembre 1955.

3. *Financial report*

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial activities on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Corrugated Paper Box Industry of Quebec for the period between July 16th, 1955 and December 31st, 1955.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA BOITE DE CARTON GAUFRÉ DE QUÉBEC

(Siège social: Montréal)

Estimé des recettes et des déboursés pour la période comprise entre le 16 juillet 1955 et le 31 décembre 1955.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$1,375.00
Salariés	1,375.00
	$2,750.00
Déboursés:	
Salaires:	
Secrétaire	$750.00
Assistant-secrétaire	450.00
Inspecteur	500.00
Sténographe	50.00
Loyer et taxes d'affaires	250.00
Téléphone, éclairage, télégrammes incluant les appels interrurbains	50.00
Timbres-poste	30.00
Impression et papeterie	40.00
Dépenses de voyage: secrétaire et inspecteur	80.00
Frais de déplacement: membres du Comité	400.00
Frais légaux et de vérification	50.00
Frais divers	100.00
	$2,750.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 8 octobre 1955. 40785-o

JOINT COMMITTEE OF THE CORRUGATED PAPER BOX INDUSTRY OF QUEBEC

(Head Office: Montreal)

Estimate of the receipts and disbursements for the period between July 16th, 1955, and December 31st, 1955.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$1,375.00
Employees	1,375.00
	$2,750.00
Expenses:	
Salaries:	
Secretary	$750.00
Ass't secretary	450.00
Inspector	500.00
Stenographer	50.00
Rent and business taxes	250.00
Telephone, lighting, telegrams, including L. D. calls	50.00
Postage	30.00
Printing and stationary	40.00
Traveling expenses; Secretary and inspector	80.00
Members' travelling expenses	400.00
Audition and legal fees	50.00
General expenses	100.00
	$2,750.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, October 8th, 1955. 40785-o

Actions en séparation de biens

Canada, Province de Québec, district de Beauce, dans la Cour Supérieure, N° 24,534.

AVIS

Dame Marguerite Doyon, ménagère de Beauceville, épouse commune en biens sans contrat de mariage de Pierre Bernard, menuisier, de Beauceville, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Saint-Joseph-de-Beauce, 28 septembre 1955.

Le Procureur de la demanderesse,
40787-o ANTOINE LACOURCIÈRE, C.R.

Canada, Province de Québec, district de Bedford, Procédure ordinaire, Cour Supérieure, N° 6446. Dame Alice Tessier, épouse commune en biens de Gérard Bessette, domiciliée en la cité de Granby, district de Bedford, demanderesse, vs ledit Gérard Bessette, de la cité de Granby, district de Bedford, défendeur.

AVIS

Une action en séparation de biens a été prise par la demanderesse contre le défendeur.

Sweetsburg, ce 4 octobre 1955.

Vraie copie.

Les Procureurs de la demanderesse,
40814-o ROBERT & MARQUIS.

Actions for Separation as to Property

Canada, Province of Quebec, district of Beauce, Superior Court, No. 24,534.

NOTICE

Dame Marguerite Doyon, housekeeper of Beauceville, wife common as to property, without contract, of Pierre Bernard joiner of Beauceville, county of Beauce, has taken an action against her husband for separation as to property.

St-Joseph-of-Beauce, September 28th, 1955.

ANTOINE LACOURCIÈRE, K.C.,
40787-o Attorney for the plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Bedford, Ordinary Proceedings, Superior Court No. 6446. Dame Alice Tessier, wife common as to property of Gérard Bessette, domiciled in the city of Granby, district of Bedford; plaintiff vs the said Gérard Bessette, of the city of Granby, district of Bedford, defendant.

NOTICE

An action in separation as to property has been taken by the plaintiff against the defendant.

Sweetsburg, this October 4th, 1955.

True copy.

ROBERT & MARQUIS,
40814 Attorneys for the plaintiff.

Avis divers

AVIS

Avis est par les présentes donné de la présentation d'une pétition au Lieutenant-gouverneur en conseil pour l'incorporation de l'"Église Baptiste Évangélique Canadienne Française"— "(French Canadian Evangelical Baptist Church)" dans le district de Montréal, sous le titre de Loi de la constitution de certaine Églises, S.R.Q. 1941, chapitre 311.

Montréal, le 8 juin 1955.

Les Pétitionnaires,
Église Baptiste Évangélique
Canadienne Française,
French Canadian Evangelical Baptist Church.
Par le Procureur des petitionnaires,
ROYAL E. C. WERRY, C.R..
Édifice du Tramway, 159, rue Graig est,
Montreal 1, Québec. 40646-37-5-o

RÈGLEMENTS DE L'ASSOCIATION DES MESUREURS DE BOIS LICENCIÉS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Lors d'une assemblée générale régulière convoquée de l'Association des Mesureurs de bois Licenciés, tenue au Château Frontenac, à Québec, le 3 septembre 1955, il a été proposé, secondé et unanimement résolu qu'un règlement portant le numéro 41 soit adopté, en vue de modifier les règlements actuels de l'Association de la façon suivante.

Règlement N° 41

1° Concernant le chapitre 2.— *Membres*, à l'article B.— les mots suivants "avant le premier

Miscellaneous Notices

NOTICE

Notice is hereby given of the presentation of a Petition to the Lieutenant-Governor in Council for the Incorporation of the "Église Baptiste Évangéliqu Canadienne Française" — "(French Canadian Evangelical Baptist Church)" in the district of Montreal, under the provisions of the Church Incorporation Act, Chapter 311, R. S. Q. 1941.

Montreal, June 8th, 1955.

Église Baptiste Évangélique
Canadienne Française,
French Canadian Evangelical Baptist Church,
Petitioners.
ROYAL E. C. WERRY, Q.C.,
Attorney for the petitioners.
Tramways Building, 159 Craig St., West,
Montreal 1, Quebec. 40646-37-5-o

BY-LAWS OF THE QUEBEC LICENSED CULLERS' ASSOCIATION

At a general meeting regularly called, of the Licensed Cullers' Association, held at the Chateau Frontenac, in Quebec, on September 3rd, 1955, it was proposed, seconded and unanimously resolved, that a By-law bearing number 41 be adopted, in view of modifying the present by-laws of the Association in the following manner:

By-Law No. 41

1. Concerning chapter 2.— *Members*, in article B.— the following words "prior to January first

janvier de chaque année" sont annulés et remplacés par les suivants "entre le premier janvier et le trente avril de chaque année".

2° Concernant le chapitre 6.— *Conseil*, à l'article A.— *Composition du Conseil*, les mots suivants "se composera de vingt membres" sont annulés et remplacés par les suivants" se composera de dix-neuf membres".

3° Concernant le chapitre 8.— *Conseil d'Administration*, que l'article A.— *Nombre*, soit annulé et remplacé par le suivant:

A. *Nombre*. Le conseil d'administration se composera de dix-neuf membres dont un président, un vice-président, un secrétaire-trésorier archiviste et 16 directeurs représentant les 16 district ci-après décrits:

District 1.— Comtés d'Abitibi-Est et Abitibi-Ouest.

District 2.— Comtés de Rouyn-Noranda et Témiscamingue.

District 3.— Comtés de Pontiac, Gatineau et les mesureurs résidant dans la province d'Ontario.

District 4.— Comtés d'Argenteuil, Deux-Montagnes, Vaudreuil-Soulanges, Papineau, Hull.

District 5.— Comtés de Témiscouata, Rivière-du-Loup, Kamouraska, L'Islet, Montmagny, Bellechasse et Dorchester.

District 6.— Tous les mesureurs résidant au sud des comtés de Dorchester, Lévis et Lotbinière, entre les frontières américaines et le fleuve St-Laurent, ceci jusqu'à l'embouchure du Richelieu et à suivre le Richelieu jusqu'aux frontières américaines, ainsi que les mesureurs résidant aux États-Unis.

District 7.— Comtés de Trois-Rivières, St-Maurice, Laviolette, Champlain, Maskinongé.

District 8.— Comtés de Portneuf, Québec et la ville de Québec.

District 9.— Comtés de l'Ile de Montréal, Laval, Terrebonne, L'Assomption, et les comtés entre le Richelieu, le St-Laurent et les frontières américaines.

District 10.— Comtés de Labelle, Joliette, Montcalm, Berthier.

District 11.— Comtés de Roberval et la région de Chibougamou.

District 12.— Comtés de Chicoutimi, Lac St-Jean.

District 13.— Comtés de Matapédia, Rimouski, Matane, et les mesureurs résidant au Nouveau-Brunswick.

District 14.— Comtés de Gaspé-Nord, Gaspé-Sud, Bonaventure.

District 15.— Comtés de Montmorency, Charlevoix, Lévis, Lotbinière.

District 16.— Comtés de Saguenay, Ile-d'Anticosti, Iles de la Madeleine.

4° Concernant le chapitre 9.— *Élection des membres du Conseil d'Administration*, que l'article A.—, soit annulé et remplacé par le suivant:

A. Le président, le vice-président et le secrétaire-trésorier archiviste seront élus par tous les membres de l'Association. Les présidents, vice-présidents et secrétaires des conseils régionaux seront élus par les membres en règle avec l'Association, dans leur district. Les présidents de chacun de ces districts sont *ipso facto* directeurs du conseil central. Tout membre en règle peut poser sa candidature au poste de président, de vice-président et de secrétaire dans son district. Cette modification aux règlements entre en vigueur pour l'élection du conseil d'administration, pour l'année 1956-57 et les subséquentes.

5° Concernant le chapitre 9.— *Élection des membres du Conseil d'Administration*, à l'article CC.— *Greffier d'Élection*, les mots suivants

of each year" are cancelled and replaced by the following "between January first and April thirtieth of each year".

2. Concerning chapter 6.— *Board*, in article A.— *Formation of Board*, the following words "shall be composed of twenty-members" are cancelled and replaced by the following shall be composed of nineteen members".

3. Concerning chapter 8.— *Board of Directors*, that article A.— *Number*, be cancelled and replaced by the following:

A. *Number*. The Board of Directors shall be composed of nineteen members among whom there shall be a President, Vice-President, Recording Secretary-Treasurer and 16 directors representing the 16 districts hereinafter described:

District 1.— Counties of Abitibi-East and Abitibi-West.

District 2.— Counties of Rouyn-Noranda and Témiscamingue.

District 3.— Counties of Pontiac, Gatineau, and cullers residing in the Province of Ontario.

District 4.— Counties of Argenteuil, Two Mountains, Vaudreuil-Soulanges, Papineau, Hull.

District 5.— Counties of Témiscouata, Rivière-du-Loup, Kamouraska, L'Islet, Montmagny, Bellechasse and Dorchester.

District 6.— All cullers residing south of the counties of Dorchester, Levis and Lotbinière, between the American frontiers and the River St. Lawrence, that is as far as the mouth of the Richelieu and along the latter as far as the American frontiers, including the cullers residing in the United States.

District 7.— Counties of Trois-Rivières, St. Maurice, Laviolette, Champlain, Maskinongé.

District 8.— Counties of Portneuf, Quebec and the City of Quebec.

District 9.— Counties of the Island of Montreal, Laval, Terrebonne, L'Assomption, and the counties situated between the Richelieu and St. Lawrence Rivers and the American frontiers.

District 10.— Counties of Labelle, Joliette, Montcalm, Berthier.

District 11.— Counties of Roberval and the Chibougamau Region.

District 12.— Counties of Chicoutimi, Lake St. John.

District 13.— Counties of Matapédia, Rimouski, Matane, and the cullers residing in New Brunswick.

District 14.— Counties of Gaspé-North, Gaspé-South, Bonaventure.

District 15.— Counties of Montmorency, Charlevoix, Levis, Lotbinière.

District 16.— Counties of Saguenay, Island of Anticosti, and the Magdalen Islands.

4. Concerning chapter 9.— *Election of Board of Directors*, that article A.—, be cancelled and replaced by the following:

A. The President, Vice-President and Recording Secretary-Treasurer shall be elected by all the members of the Association. Presidents, vice-presidents and secretaries of regional boards shall be elected by members in good standing with the Association in their district. The presidents of each of the said districts are *ipso facto* directors of the Central Board. Any bona fide member may offer himself as candidate to the post of President, Vice-President or Secretary, in his own district. This amendment to the by-laws shall come into force at the election of the Board of Directors for the year 1956-57 and the following years.

5. Concerning chapter 9.— *Election of Members of Board of Directors*, in article CC.— *Election Registrar*, the following words" within thirty

"dans les trente jours" sont annulés et remplacés par les suivants "dans la dernière heure".

6° Concernant le chapitre 9.— *Élection des Membres du Conseil d'Administration*, que l'article D.— soit annulé.

Le Secrétaire-trésorier archiviste,
JEAN-BAPTISTE CHOUINARD.
40783-39-2-o

(P.G. 11128-54)

Avis est, par les présentes, donné que sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'Honorable Secrétaire de la Province a, le 27 septembre 1955, approuvé les règlements généraux de "Benny Farm Tenants Association Incorporated", tels qu'adoptés aux assemblées générales spéciales tenues respectivement les 7 septembre 1954 et 8 juin 1955, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 30e jour de septembre 1955.

Le Sous-secrétaire de la Province,
40788 JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une fédération de syndicats professionnels, sous le nom de "La Fédération des Détaillants du Québec — The Province of Quebec Retailers' Federation", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le quatre octobre 1955.

Le siège social de la fédération ci-haut mentionnée est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
40805-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 10003-55)

Avis est, par les présentes, donné que sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'Honorable Secrétaire de la Province a, le 9 septembre 1955, approuvé les amendements aux articles 5 et 6 des règlements de "Orfanotrofio Italiano S. Guiseppe — Orphelinat Italien St-Joseph", tels qu'adoptés à une assemblée générale spéciale tenue le 30 mars 1955 et ceux adoptés à l'assemblée générale régulière tenue le 27 avril 1955, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 13e jour de septembre 1955.

Le Sous-secrétaire de la Province,
40807 JEAN BRUCHÉSI.

(Sec. P. 667-55)

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Barbary Gold Mines Limited" (No Personal Liability) a été autorisée à vendre ou autrement aliéner dans la province de Québec, ses actions, certificats-actions, débentures et autres valeurs.

Le siège social dans la Province est a/s de M. S. J. Smiley, 1200 rue St-Alexandre en les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans toutes procédures prises contre elle, est ledit M. S. J. Smiley à l'adresse donnée ci-dessus.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 4e jour d'octobre 1955.

Le Sous-secrétaire de la Province,
40784 JEAN BRUCHÉSI.

days" are cancelled and replaced by the following "within the last hour".

6. Concerning chapter 9.— *Electiob of Members of Board of Directors*, that article D.— be cancelled.

JEAN-BAPTISTE CHOUINARD,
Recording Secretary-Treasurer.
40783-39-2

(A.G. 11128-54)

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the General By-laws of "Benny Farm Tenants Association Incorporated", as adopted at the Special General Meetings held respectively on September 7th, 1954, and on June 8th, 1955, were approved by the Honourable the Provincial Secretary on September 27th, 1955, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary this 30th day of September, 1955.

JEAN BRUCHÉSI,
40788-o Under-Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of a Federation of Professional Syndicates under the name of "La Fédération des Détaillants du Québec — The Province of Quebec Retailers' Federation" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on October fourth, 1955.

The principal place of business of the agove named Federation is situated at Montreal, judicial district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
40805 Under Secretary or the Province.

(A.G. 10003-55)

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the amendments to articles 5 and 6 of the by-laws of "Orfanotrofio Italiano S. Guiseppe — Orphelinat Italien St-Joseph", as adopted at a special general meeting held on March 30th, 1955, and the amendments adopted at the regular general meeting held on April 27th, 1955, were approved by the Honourable the Provincial Secretary on September 9th, 1955, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of September, 1955.

JEAN BRUCHÉSI,
40807-o Under Secretary of the Province.

(P. Sec. 667-55)

Notice is hereby given that "Barbary Gold Mines Limited" (No Personal Liability) has been authorized to sell or otherwise alienate in the Province of Quebec its shares, stocks, stock-certificates, debentures and other securities.

The head office in the Province is at c/o Mr. S. J. Smiley, 1200 St. Alexander Street, in the city and judicial district of Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving service in proceedings against it is the said Mr. S. J. Smiley of the above given address.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of October, 1955.

JEAN BRUCHÉSI,
40784-o Under Secretary of the Province.

(Sec. P. 524-55)

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Burrex Mines Limited" a été autorisée à vendre ou autrement aliéner dans la province de Québec, ses actions, certificats-actions, débentures et autres valeurs.

Le siège social dans la Province est à chambre 305, 1255 Carré Phillips, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans toutes procédures prises contre elle, est M. Stanley Vernon Burr, de 5600 Place Beaminster, en ladite cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 4e jour d'octobre 1955.

Le Sous-secrétaire de la Province,
40784 JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 11759-55)

CLUB AQUATIQUE DU LAC ST-JEAN, INCORPORÉ
LAKE ST. JOHN AQUATIC CLUB, INCORPORATED

Extrait des règlements de la corporation ci-haut mentionnée, tels qu'adoptés à l'assemblée tenue le 24 juin 1955, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de trois à neuf:

"Bureau de Direction — Article 9-a) Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau d'administration composé de neuf membres, chacun desquels lors de son élection et pendant toute la durée de son temps devra être membre en règle."

Vraie copie.

Le Secrétaire,
40816-o NORMAND GIRARD.

(P.G. 10448-55)

LE CENTRE DES LOISIRS D'AMOS INC.

Règlement N° 4

"Que le nombre des directeurs composant le bureau de direction de la compagnie, soit augmenté de sept à neuf directeurs."

Certifié vraie copie.

Le Secrétaire,
40817-o MARC DUFOUR, N.P.

(P.G. 12590-55)

LEDUC & LEDUC, LIMITÉE

"Règlement N° 4"

Il est décrété à titre de règlement de la compagnie:

a) Que le nombre des directeurs est augmenté de trois à cinq;

b) Que le quorum aux assemblées du conseil d'administration est fixé à trois.

Copie fidèle d'un règlement dûment adopté par les directeurs de "Leduc & Leduc, Limitée", le 24 juin 1955, et approuvé par le vote unanime des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale des actionnaires de ladite compagnie convoquée à cette fin et dûment tenue le 24 juin 1955.

Le Secrétaire,
40818-o LOUIS BERGERON.

(P.G. 15142-51)

ROSS-SMITH COMPANY LIMITED

Règlement A-3

"Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme le règlement A-3 de la compagnie "Ross-Smith Company Limited, ce qui suit:

(P. Sec. 524-55)

Notice is hereby given that "Burrex Mines Limited" has been authorized to sell or otherwise alienate in the Province of Quebec its shares, stocks, stock-certificates, debentures and other securities.

The head office in the Province is at Room 305, 1255 Phillips Square, in the city and judicial district of Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving service in proceedings against it is Mr. Stanley Vernon Burr, of 5600 Beaminster Place, in the said city of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of October, 1955.

JEAN BRUCHÉSI,
40784-o Under Secretary of the Province.

(A.G. 11759-55)

CLUB AQUATIQUE DU LAC ST-JEAN, INCORPORÉ
LAKE ST. JOHN AQUATIC CLUB, INCORPORATED

Excerpt from By-laws of the abovementioned corporation, as adopted at a meeting held June 24th, 1955, concerning the increasing of the number of directors from three to nine:

"Board of Directors — Article 9-a) The affairs of the company shall be managed by a Board of Directors composed of nine members, each of whom at the time of his election and throughout the period of office shall be a member in good standing."

True copy.

NORMAND GIRARD,
40816 Secretary.

(A.G. 10448-55)

LE CENTRE DES LOISIRS D'AMOS INC.

By-law No. 4

"That the number of directors which composes the Board of directors of the company, be increased from seven to nine Directors."

Certified true copy.

MARC DUFOUR, N.P.,
40817 Secretary

(A.G. 12590-55)

LEDUC & LEDUC, LIMITÉE

"By-law No. 4"

It is enacted by virtue of by-law of the company:

a) That the number of its Directors is increased from three to five;

b) That the quorum at the meeting of the administrative council is fixed to three.

True copy of a by-law duly adopted by the Directors of "Leduc & Leduc, Limitée", on June 24th, 1955, and approved by the unanimous vote of the shares represented by the shareholders present at a special general meeting of the shareholders of this company convocated for this purpose and duly held on June 24th, 1955.

LOUIS BERGERON,
40818 Secretary.

(A.G. 15142-51)

ROSS-SMITH COMPANY LIMITED

By-Law A-3

"Be it enacted and it is hereby enacted as By-Law A-3 of "Ross-Smith Company Limited", as follows:

1. Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois à quatre;

2. Que le quorum du bureau de direction de la compagnie soit, par les présentes, fixé à deux;

3. Les règlements de la compagnie sont, par les présentes, amendés pour se conformer au précédent."

Je, le soussigné, N. W. Kulikowski, secrétaire de la compagnie "Ross-Smith Company Limited," certifie, par les présentes, que le règlement A-3 de cette compagnie mentionné ci-dessus a été adopté par les directeurs et approuvé par tous les actionnaires de la compagnie à une assemblée générale spéciale convoquée à cette fin, tenue le 31e jour de mars 1955.

ROSS-SMITH COMPANY LIMITED,
(Sceau) Le Secrétaire,
40819 N. W. KULIKOWSKI.

(P.G. 12174-54)

HÔPITAL NOTRE-DAME DU SACRÉ-COEUR

Règlement N° III

"1° Le nombre des directeurs de la corporation est par les présentes augmenté de 3 à 5, de telle sorte que le bureau de direction de la corporation sera à l'avenir composé de 5 directeurs.

2° Trois directeurs constitueront quorum à toute assemblée du bureau de direction.

3° Le règlement N° I de la Corporation est par les présentes amendé afin d'être conforme aux dispositions du présent règlement."

Copie Certifiée.

Le Secrétaire,
40820-o CLAUDE BOUTET, m.d.

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que conformément à l'article "60" de la Loi du régime des eaux courantes, la compagnie "Gaspe Cooper Mines Limited" (No Personal Liability), un corps politique et incorporé dûment constitué en corporation conformément à la Loi, et ayant son siège social en la cité de Noranda, province de Québec, a l'intention de construire un barrage rempli de terre compacte, renforcé de pilotis de feuilles d'acier pour retenir, en toutes saisons, les eaux du Lac Porphyry, situé dans le canton de Holland, comté de Gaspé-Nord, pour des fins d'emmagasinement, devant être utilisé pour augmenter l'approvisionnement nécessaire à la ville de Murdochville et servir aux opérations de Gaspe Copper Mines Limited durant les périodes de basses eaux provenant d'autres sources.

Avis est, de plus, donné qu'une requête à cet effet accompagnée d'un plan et devis indiquant le lieu et la nature des travaux ainsi que le terrain qui sera affecté par ces travaux, a été envoyé au Ministre des ressources hydrauliques, et qu'un duplicata de ces plan et devis a été déposé au bureau du Régistrateur de la division d'enregistrement de Gaspé, à Ste-Anne-des-Monts, sous le numéro 13896 en date du 10e jour de septembre dix-neuf cent cinquante-cinq (10 sept. 1955).

La demande contenue dans la requête sera prise en considération par le Lieutenant-gouverneur en Conseil le ou après le dixième jour suivant la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé à Murdochville, comté de Gaspé-Nord, ce vingt-deuxième jour de septembre 1955.

GASPE COPPER MINES LIMITED
Par le Gérant,
40827 JOHN METZ.

1. That the number of Directors of the Company be and it is hereby increased from three to four;

2. That the quorum of the Board of Directors of the Company is hereby fixed at two;

3. The By-Laws of the Company are hereby amended to conform hereto."

I, the undersigned, N. W. Kulikowski, secretary of "Ross-Smith Company Limited", hereby certify that the above mentioned By-Law A-3 of this Company was adopted by the Directors and approved by all the Shareholders of the Company at a Special General Meeting called for that purpose, held on the 31st day of March 1955.

ROSS-SMITH COMPANY LIMITED,
(Seal) N. W. KULIKOWSKI,
40819-o Secretary.

(A.G. 12174-55)

HÔPITAL NOTRE-DAME DU SACRÉ-COEUR

By-Law No. III

"1. The number of directors of the corporation is hereby increased from 3 to 5, in order that the Board of Directors of the corporation shall hereafter be composed of 5 directors.

2. Three directors shall form a quorum at any meeting of the Board of Directors.

3. By-law No. I of the Corporation is hereby amended in order to comply with the provisions of the aforesaid by-law."

Certified Copy.

CLAUDE BOUTET, m.d.
40820 Secretary.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given in accordance with section "60" of the Water-Course Act, that "Gaspe Copper Mines Limited" (No Personal Liability), a body politic and corporate, duly incorporated according to law, and having its Head Office in the city of Noranda, Province of Quebec, intends to construct a compacted earth-fill dam with steel sheet pile core to impound at all seasons the waters of Porphyry Lake, situate in the township of Holland, county of Gaspe-North for storage purposes to be used to augment necessary supply for the town of Murdochville and Gaspe Copper Mines Limited operations during periods of low water from other sources.

Notice is also given that a petition that effect, accompagnied by a plan and specifications showing the site and the nature of the work, and the land which will be affected by such work, has been forwarded to the Minister of Hydraulic Resources, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the Registry Office of the Registration Division of Gaspe, at Ste-Anne-des-Monts, under number: 13896 on the 10th day of September nineteen hundred and fifty-five (Sept. 10th, 1955).

The application contained in the petition will be taken into consideration by the Lieutenant-Governor in Council on or after the tenth day following the date of the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

Signed at Murdochville, county of Gaspe-North, this twenty-second day of September

GASPE COPPER MINES LIMTED
Per: JOHN METZ,
40827-o Manager.

TRANS-CANADA PETROLEUMS LIMITED
(No Personal Liability)

Sommaire des règlements numéros 9 et 10

Les règlements 9 et 10 de la compagnie ci-dessus ont été passés par les directeurs le 24 mai 1955 et confirmés par les actionnaires le 8 juin 1955. Ces règlements pourvoient à la vente de tous les biens et entreprises de la compagnie à Trans-Canada Explorations Limited en considération de la répartition et l'émission de 560,574 actions de Trans-Canada Explorations Limited aux actionnaires de la compagnie ci-dessus. Elles seront distribuées sur la base d'une action de l'acheteur pour chaque trois actions détenues dans la compagnie ci-dessus. Il ne sera pas tenu compte des fractions inférieures à une demie, mais une action entière sera payée pour chaque fraction dépassant la demie. Trans-Canada Explorations Limited assumera toutes les dettes et obligations de la compagnie et paiera aussi toutes les dépenses relativement à l'abandon de sa charte, lequel est aussi autorisé par ledit règlement.

Daté ce 30e jour de septembre 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
40828 JOHN C. PUHKY.

TRANS-CANADA PETROLEUMS LIMITED
(No Personal Liability)

Summary of by-laws numbers 9 and 10

By-laws numbers 9 and 10 of the above Company were passed by the directors on May 24th, 1955, and confirmed by the shareholders on June 8th, 1955. These by-laws provide for the sale of all the assets and undertaking of the company to Trans-Canada Explorations Limited, in consideration of the allotment and issue to shareholders of the above company of 560,574 shares of Trans-Canada Explorations Limited. These will be distributed on the basis of one share of the purchaser for every three shares held in the above Company. Fractions less than one-half shall be disregarded, but a full share shall be paid for each fraction in excess of one-half. Trans-Canada Explorations Limited will assume all debts and liabilities of the company and will also pay all expenses in connection with the surrender of its charter which is also authorized by the said by-law.

Dated this 30th day of September, 1955.

JOHN C. PUHKY,
40828-o Secretary-Treasurer.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Employés de Du Pont Co. of Canada Limited de Shawinigan Falls", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le cinq octobre 1955.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Shawinigan-Falls, district judiciaire des Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la Province,
40832-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association des Employés de Du Pont Co. of Canada Limited de Shawinigan Falls" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on October fifth, 1955.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Shawinigan-Falls", judicial district of Trois-Rivières.

JEAN BRUCHÉSI,
40832 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Professeurs Laïques des Écoles Normales Catholiques de la Province", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le cinq octobre 1955.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la Province,
40833-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association des Professeurs Laïques des Écoles Normales Catholiques de la Province", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on October fifth, 1955.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Quebec, judicial district of Quebec.

JEAN BRUCHÉSI,
40833 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des Syndicats Professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Canadian Armature Works Employees' Association", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 5 octobre 1955.

Le siège social dudit syndicat professionnel est en les cité et district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
40834 JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association, under the name of "Canadian Armature Works Employees' Association", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on October 5th, 1955.

The principal place of business of the said professional syndicate is in the City and Judicial District of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
40834 Under Secretary of the Province.

Bills, Assemblée législative

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 26 octobre 1955 et présentés avant le 7 décembre 1955, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 26 novembre 1955 et reçues avant le 1er décembre 1955, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 21 décembre 1955.

Québec, le 12 juillet 1955.

Le Greffier de l'Assemblée législative,

40279-28-18-o ANTOINE LEMIEUX.

Bills, Legislative Assembly

NOTICE OF LEGISLATIVE ASSEMBLY

Concerning private bills which shall be introduced during the coming Session.

According to standing orders, private bills shall be deposited before October 26th, 1955 and introduced before December 7th, 1955; petitions for private bills shall be presented paior to November 26th, 1955 and received prior to December 1st., 1955, and reports from elected committees charged with the examining of private bills must be received before December 21st, 1955.

Quebec, July 12th, 1955.

ANTOINE LEMIEUX,

40279-28-18 Clerk of the Legislative Assembly.

Chartes — Abandon de

ENEL MANUFACTURING CO. (CANADA) LTD.

AVIS

Conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, la compagnie "Enel Manufacturing Co. (Canada) Ltd.", donne par les présentes avis qu'elle s'adressera au Lieutenant-gouverneur pour lui demander la permission d'abandonner sa charte et obtenir son annulation a compter d'une date qu'il plaira de fixer.

Montréal, le 30 septembre 1955.

Le Secrétaire,

40789-o (Sgd) L. KEAN.

MANOIR LA SALLE LIMITÉE

Avis est par les présentes donné que "Manoir La Salle Limitée" corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social à Verdun, district de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 29 septembre 1955.

MANOIR LA SALLE LIMITÉE

Par le Secrétaire,

40808-o ROMA DESJARDINS.

AVIS LÉGAL

Avis est donné conformément à la Loi des Compagnies de Québec que la Compagnie "Major Construction Ltée." demandera la permission d'abandonner sa charte.

Le Président,

Signé:

40813-o JOSEPH NARCISSE CLOUTIER.

Charters — Surrender of

ENEL MANUFACTURING CO. (CANADA) LTD.

NOTICE

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, "Enel Manufacturing Co. (Canada) Ltd.", hereby gives notice that it will make application fo the Lieutenant-Governor for acceptance of the surrender of its Charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Montreal, September 30th, 1955.

(Sgd) L. KEAN,

40789-o Secretary.

MANOIR LA SALLE LIMITÉE

Notice is hereby given that "Manoir La Salle Limitée", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office at Verdun, district of Montreal will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 29th, day of September 1955.

MANOIR LA SALLE LIMITÉE

Per: ROMA DESJARDINS,

40808-o Secretary.

LEGAL NOTICE

Notice is given that in accordance with the Quebec Companies' Act, the company "Major Construction Ltée." will apply for leave to surrender its charter.

Signed:

JOSEPH NARCISSE CLOUTIER,

40813 President.

Compagnie autorisée à faire des affaires

(Sec. P. 508-55)

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Burnaby Venetian Blinds Limited"

Company Licensed to do Business

(P. Sec. 508-55)

Notice is hereby given that "Burnaby Venetian Blinds Limited" has been licensed to carry

a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, S.R.Q. 1941, chapitre 279.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la Province sera établi à 268 avenue Van Horne, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal aux fins de recevoir les assignations dans les procédures prises contre elle est, M. David Azrieli, de ladite cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 29e jour de septembre. 1955.

Le Sous-secrétaire de la Province,

40784 JEAN BRUCHÉSI.

on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies' Act, R.S.Q. 1941, chapter 279.

The principal office of the said company in the Province is to be established at 268 Van Horne Avenue, in the city and judicial district of Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving services proceedings against it is Mr. David Azrieli, of the said city of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary this 29th day of September 1955.

JEAN BRUCHÉSI,

40784-o Assistant Provincial Secretary.

Compagnies dissoutes

(P.G. 10544-55)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrété par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Dominion Preserving Company Limited — La Compagnie des Conserves Dominion Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 14 avril 1920.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier octobre 1955, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le trois octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,

40784-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12154-55)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la respondabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procuteur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Granby Weaving & Spinning Mills Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 22 août 1952.

Avis est de plus donné qu'à compter du vingt-six septembre 1955, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

40784-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11041-55)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Lakeshore Rest Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 4 août 1932.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente septembre 1955, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,

40784-o C. E. CANTIN.

Companies Dissolved

(A.G. 10544-55)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Dominion Preserving Company Limited — La Compagnie des Conserves Dominion Limitée", incorporated by letters patent date April 14th, 1920.

Notice is also given that from and after October first 1955, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of October, 1955.

C. E. CANTIN,

40784 Deputy Attorney General.

(A.G. 12154-55)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26 chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Granby Weaving & Spinning Mills Ltd.", incorporated by letters patent dated August 22nd, 1952.

Notice is also given that from and after September twenty-sixth 1955, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

40784 Deputy-Attorney General.

(A.G. 11041-55)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Lakeshore Rest Ltd.", incorporated by letters patent dated August 4th, 1932.

Notice is also given that from and after September thirtieth 1955, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of October, 1955.

C. E. CANTIN,

40784 Deputy Attorney General.

(P.G. 10729-55)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Louie the Shoeman Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 22 mars 1932.

Avis est de plus donné qu'à compter du vingt-huit septembre 1955, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
40784-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11009-55)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "McIntyre & Taylor, Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 22décembre 1932.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente septembre 1955, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
40784-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11706-55)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Mongay Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 17 mai 1952.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente septembre 1955, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
40784-o C. E. CANTIN.

(A.G. 10729-55)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Louie the Shoeman Limited", incorporated by letters patent dated March 22nd, 1932.

Notice is also given that from and after September 28th, 1955, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
40784 Deputy Attorney General.

(A.G. 11009-55)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "McIntyre & Taylor, Inc.", inccorporated by letters patent dated December 22nd, 1932.

Notice is also given that from and after September thirtieth, 1955, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
40784 Deputy-Attorney General.

(A.G. 11706-55)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Mongay Inc.", incorporated by letters patent dated May 17th, 1952.

Notice is also given that from and after September thirtieth, 1955, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
40784 Deputy-Attorney General.

Demandes à la Législature

Avis de présentation d'un projet de loi

Le soussigné donne avis qu'il présentera à la prochaine session de la Législature de Québec un projet de loi fixant les conditions d'admission de Raymond S. Lette, de Hampstead, district de Montréal, à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec.

Montréal, le 14 septembre 1955.

Le Procureur du requérant,
40664-37-4-o RENÉ DURANLEAU, C.R.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Corporation Municipale du village de Causapscal, dans le comté de Matapédia, s'adressera à la Législature de la Province de Québec,

Applications to Legislature

Notice of application to the Legislature

The undersigned gives notice that he will submit at the next session of the Legislature of Quebec a bill fixing the conditions for the admission of Raymond S. Lette, of Hampstead, district of Montreal, to the practice of Law in the Province of Quebec.

Montreal, September 14th, 1955.

RENÉ DURANLEAU, Q.C.,
40664-37-4-o Attorney for the petitioner.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Municipal Corporation of the village of Causapscal, in the county of Matapédia, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its

à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi l'autorisant à imposer une taxe de vente municipale de deux pour cent dans les limites de son territoire.

Québec, le 17 septembre 1955.

Le Procureur de la pétitionnaire,
40695-38-4-o VICTOR TRÉPANIER, C.R.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que les Commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Mont-Joli, dans le comté de Matane, s'adresseront à la Législature de Québec à sa prochaine session pour demander l'adoption d'un bill aux fins suivantes:

1° Imposer une taxe de 1% dite taxe d'éducation.

Mont-Joli, le 10 septembre, 1955.

Les Procureurs de la pétionnaire,
40696-38-4-o RHEAULT & CARLE.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la "Commission Scolaire catholique de Notre-Dame Auxiliatrice (Saint-Jean)" dans le comté de Saint-Jean s'adressera à l'Assemblée législative de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi autorisant le paiement d'une allocation annuelle de cinq cents dollars à chacun de ses commissaires et, en outre, annuellement, une somme additionnelle de trois cents dollars au président de ladite commission.

Saint-Jean, P.Q., 19 septembre, 1955.

Le Procureur de la requérante,
40709-38-4-o JACQUES CARTIER, C.R.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la Banque de Montréal s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant le règlement N° 2232 de la cité de Montréal et l'acte exécuté en conformité de tel règlement devant maître L. A. Marchessault, N.P., le 6ième jour de juin 1955 sous le numéro 12557 de ses minutes autorisant la dite banque, sujet aux provisions et conditions y stipulées, à construire, reconstruire et maintenir une structure à étages multiples au-dessus et un tunnel endessous de la ruelle des Fortifications et pour d'autres fins.

Montréal le 24 septembre 1955.

Les Procureurs du requérant,
HEWARD, HOLDEN, HUTCHISON,
CLIFF, McMASTER & MEIGHEN.
40708-38-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que les Commissaire d'écoles de la Municipalité de la ville de Victoriaville s'adressant à l'Assemblée Législative de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi autorisant le paiement d'une allocation à chacun des commissaires d'écoles et au président, et un amendement à l'article 233 de la Loi de l'Instruction Publique.

Victoriaville, le 27 septembre 1955.

Les Procureurs des requérants,
LACOURCIÈRE & LALIBERTÉ.
40757-39-4-o

next session, to obtain the passing of an act authorizing it to impose a municipal sales tax within the limits of its territory.

Quebec, le 17 septembre 1955.

VICTOR TRÉPANIER, Q.C.,
40695-38-4 Attorney for the petitioner.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the School Commissioners for the School municipality of Mont-Joli, in the county of Matane, will apply to the Legislature of Quebec at its next session, to request the adoption of a bill for the following objects:

1. To impose a tax of 1% for educational purposes.

Mont-Joli, September 10th, 1955.

RHEAULT & CARLE,
40696-38-4 Attorneys for the petioner.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the "Commission Scolaire catholique de Notre-Dame Auxiliatrice (Saint-Jean)" in the county of Saint-Jean will apply to the Legislative Assembly of the Province of Quebec, at its next session to vote a law authorizing the payment from and after the 1st of January 1955, of an allowance of five hundred dollars yearly, to each commissioner of the Commission and also an additional sum of three hundred dollars annually, to the chairman of the said commissioners.

Saint-Jean, September 19th, 1955.

JACQUES CARTIER, Q.C.,
40709-38-4-o Attorney for the Applicant.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Bank of Montreal will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next Session for the passing of an Act to ratify and confirm By-law No. 2232 of the City of Montreal and a deed passed pursuant thereto before L. A. Marchessault, notary on the sixth day of June 1955 under No. 12557 of his original minutes granting permission to the said Bank, subject to the terms and conditions therein set forth, to construct, reconstruct and maintain a multi-storey structure over and a tunnel under Fortification Lane and for other purposes.

Montreal, September 24th 1955.

HEWARD, HOLDEN, HUTCHISON,
CLIFF, McMASTER & MEIGHEN,
40708-38-4-o Attorneys for Applicant.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the School Commissioners of the Municipality of the town of Victoriaville will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an Act authorizing the payment of an allocation to each of the School Commissioners and to the President, and an amendment to section 233 of the Education Act.

Victoriaville, September 27th, 1955.

LACOURCIÈRE & LALIBERTÉ,
Attorneys for the petitioners.
40757-39-4

AVIS DE PÉTITION À L'ASSENBLÉE LÉGISLATIVE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Avis est par les présentes donné que M. Gaspard Collet, entrepreneur, de la cité et du district de Montréal, s'adressera à la Législature Provinciale de Québec à sa prochaine session pour l'adoption d'une loi à fin de déclarer que les dispositions tendant à restreindre le droit de construire, contenues dans un acte de vente de The Westmount Land Company à James Hutchison, en date du 29 juin, 1899, ne sont pas et n'ont jamais été applicables aux lots 218-226 et 218-70-1 tels que décrits aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Montréal et que la maison et le garage construits sur lesdits lots ne sont pas et n'ont jamais été sujets aux restrictions et servitudes édictées par ces dispositions.

Montréal, ce 23 septembre 1955.

Les Procureurs du Pétitionnaire,
WALKER, CHAUVIN, WALKER,
40745-39-4-o ALLISON & BEAULIEU.

NOTICE OF PETITION TO THE LEGISLATIVE ASSEMBLY OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Public notice is hereby given that Mr. Gaspard Collet, general contractor, of the city and district of Montreal, will ask the Quebec Legislature at its next session for the enactment of a law declaring that the provisions of a Deed of Sale from The Westmount Land Company to James Hutchison, dated June 29th, 1899 relative to building restrictions are not and have never been applicable to lots 218-226 and 218-70-1 as described on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Montreal and that the dwelling house and garage erected on the the said lots are not and have never been subject to the restrictions and servitudes stipulated by the said provisions.

Montreal, September 23rd, 1955.

WALKER, CHAUVIN, WALKER,
ALLISON & BEAULIEU,
40745-39-4-o Attorneys for Petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que les Commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire du village de Giffard s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi les autorisant, nonobstant les dispositions de l'article 233 de la Loi de l'Instruction publique, à déplacer tout instituteur ou toute institutrice d'une classe ou d'une école ou d'une fonction à une autre, en tout temps durant l'année scolaire, pourvu toutefois que son traitement ne soit pas réduit, et à recevoir pour leurs services une rémunération annuelle de douze cents dollars pour le président et de six cents dollars pour chacun des autres commissaires, à compter du 1er juillet 1955.

Québec, le 22ième jour de septembre, mil neuf cent cinquante-cinq.

Le Procureur des Pétitionnaires,
40746-39-4-o ALBERT DUMONTIER, C.R.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the School Commissioners for the School Commission of the village of Giffard will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, to request the adoption of an Act authorizing them, notwithstanding the provisions of section 233 of the Education Act, to displace any teacher, male or female, from a class or a school or from one duty to another, at all times during the school year, providing, however, his or her salary is not reduced, and to receive for their services an annual remuneration of twelve hundred dollars for the President and of six hundred dollars for each of the other Commissioners, from and after July 1st, 1955.

Quebec, the twenty-second day of September, one thousand nine hundred and fifty-five.

ALBERT DUMONTIER, Q.C.,
40746-39-4 Attorneys for the Petitioners.

AVIS DE PÉTITION À LA LÉGISLATURE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Avis est par les présentes donné que Léo Dandurand, promoteur de la cité et du district de Montréal s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session pour l'adoption d'une loi aux fins d'être déclaré propriétaire absolu et incommutable et de faire valider ses titres de propriété relativement à un emplacement situé dans la ville de Beaconsfield, comté de Jacques-Cartier et composé des lots numéro dix-huit, subduvision un (18-1) numéro dix-huit, subdivision deux, (18-2), numéro dix-neuf, subdivision un, (19-1) numéro dix-neuf, subdivision deux, (19-2) numéro cent quatre-vingt-cinq, subdivision deux, (185-2) faisant tous partie des plan et livre de renvoi officiel pour la paroisse de St-Joachim de Pointe-Claire.

Les Procureurs du pétitionnaire,
40758-39-4-o GABIAS & LAPERRIÈRE.

NOTICE OF APPLICATION TO THE LEGISLATURE OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Notice is hereby given that the petitioner, Léo Dandurand, promoter of the city and district of Montreal will apply to the Legislature of the Province of Quebec at his next session to request the adoption of a bill in order to be declared the absolute and indiscutable owner of an emplacement situated in the town of Beaconsfield county of Jacques-Cartier, composed of lots number eighteen subdivision one (18-1), eighteen subdivision two (18-2) nineteen subdivision one (19-1) nineteen subdivision two (19-2) one hundred and eighty-five subdivision two (185-2) all on the official plan and Book of reference of the parish of Pointe Claire.

GABIAS & LAPERRIÈRE,
40758-39-4-o Attorneys for the petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Plessisville, dans le comté de Mégantic, s'adresseront à la Législature à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the municipality of the parish of Plessisville, in the county of Megantic, shall apply to the Legislature, at its next session, praying for the passing of an act to amending the act

modifiant la loi 14-15, Georges VI, chapitre 121 (Loi autorisant les Commissaires d'écoles de Plessisville à lever une taxe d'éducation) à l'effet d'étendre le territoire décrit dans ladite loi en y ajoutant le territoire de la municipalité scolaire de la paroisse de Plessisville et de pourvoir au partage de la taxe d'éducation entre les municipalités scolaires de la ville de Plessisville et de la paroisse de Plessisville en proportion du nombre des enfants dans chacune de ces deux municipalités scolaires tel que déterminé par le recensement prévu à l'article 285 de la Loi de l'Instruction Publique.

Québec, le 1er octobre 1955.

Le Procureur des pétitionnaires,
40799-40-4-o VICTOR TRÉPANIER, C.R.

14-15, George VI, chap. 121, (An act to authorize the School Commissioners of Plessisville to impose an education tax) to the effect of extending the territory described in the said act by adding there to the territory of the school municipality of the parish of Plessisville and to provide for the apportionment of the education tax between the school municipalities of the town of Plessisville and of the parish of Plessisville in proportion to the number of children in each of these two school municipalities as determined by the census provided for in section 285 of the education act.

Quebec, October 1st, 1955.

VICTOR TRÉPANIER, Q.C.,
40799-40-4-o Attorney for the petitionners.

AVIS PUBLIC

Les Syndics de la Paroisse du Christ-Roi de Joliette présenteront, lors de la prochaine session de la législature de la Province de Québec, un bill privé, afin d'étendre et de modifier leurs pouvoirs.

Joliette, le 3 octobre 1955.

Les Agents des Syndics,
40809-40-4-o DUGAS, DUGAS, & DUGAS.

PUBLIC NOTICE

The Trustees for the parish of "Christ-Roi" of Joliette, will present at the next session, of the Legislative Assembly of the Province of Quebec a private bill to extend and amend their powers.

Joliette, October the 3rd, 1955.

DUGAS, DUGAS & DUGAS,
40809-40-4-o Agents for the Trustees.

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que demande sera faite à la Législature de Québec, à sa prochaine session par Me Eugène Poirier, notaire, des cité et district de Montréal, en sa qualité d'exécuteur testamentaire, administrateur testamentaire, administrateur et fideicommissaire de la succession de feu Joseph-Aimé Massue, en son vivant de la paroisse de Saint-Aimé, dans le comté de Richelieu, pour qu'il lui soit loisible, en sa dite qualité, de distribuer aux héritiers une partie des revenus de la succession en plus des rentes viagères; de percevoir telle rémunération qui pourra être fixée d'un commun accord avec les héritiers; de clarifier les termes du testament relativement au partage des biens, lors de l'ouverture de la succession.

Montréal, ce 4e jour d'octobre 1955.

Les Avocats du requérant,
CHARLES J. GÉLINAS ET
40810-40-4-o GASTON POULIOT.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Mr. Eugène Poirier, notary public of the city and district of Montreal, in his quality of testamentary executor, administrator and trustee of the estate of the late Joseph-Aimé Massue, in his lifetime, of the parish of Saint-Aimé, county of Richelieu, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, in order that he be permitted in his said quality, to distribute between the heirs, part of the revenues of the estate, aside from life annuities; to receive, as remuneration, such amount as may be fixed, by consent, between him and the heirs of the estate; to clarify the clauses and provisions of the will with respect to the partition of the assets, at the opening of the estate.

Montreal, this 4th day of October 1955.

CHARLES J. GÉLINAS AND
GASTON POULIOT,
40810-40-4-o Attorneys for the Petitioner.

AVIS

Avis est par les présentes donné que "H. J. O'Connell Limited et Mont Gabriel Resort Limited", corporations légalement constituées par lettres patentes émises par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, et H. J. O'Connell, industriel, des cité et district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale les autorisant à séparer leurs immeubles et les autres immeubles formant partie du territoire connu comme étant le territoire du Mont Gabriel, des municipalités de la paroisse de St-Sauveur et de la paroisse de St-Joseph de Mont Rolland, et à s'organiser, eux et les détenteurs des autres lots, en une corporation de ville, sous le nom de "Ville de Mont Gabriel", avec diverses clauses dérogatoires à la Loi des Cités et Villes, le territoire de la nouvelle ville comprenant les lots numéros 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, le lot No 3 de la subdivision du lot N° 408 et le lot N° 5 de la subdivision du lot N° 410 de la municipalité de la paroisse de St-Sauveur ainsi que le lot N° 5 de la subdivision du

NOTICE

Notice is hereby given that "H. J. O'Connell Limited and Mont Gabriel Resort Limited", corporations legally constituted by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, and H. J. O'Connell, industrialist, of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain a special law authorizing them to separate their immoveables and other immoveables forming part of the territory known as the territory of Mont Gabriel, from the municipalities of the parish of St-Sauveur and of the parish of St-Joseph de Mont Rolland, and to organize themselves and the owners of the other lots in a town corporation under the name of "Town of Mont Gabriel", with divers clauses derogatory to the Cities and Towns Act, the territory of the new town comprising lots Nos. 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, lot No. 3 of the subdivision of lot No. 408, and lot No. 5 of the subdivision of lot No. 410 of the municipality of the parish of St-Sauveur, and lot No. 5 of the subdivision of lot No. 1, lot No. 4

lot N° 1, le lot N° 4 de la subdivision du lot N° 2, le lot N° 1 de la subdivision du lot N° 2 de la subdivision originaire du lot N° 2, les lots Nos 1, 2 et 3 de la subdivision du lot numéro 3, une partie non divisée du lot N° 3, le lot N° 1 de la division du lot N° 4, une partie non divisée du lot No 4, la majeure partie du lot N° 5 et les lots Nos 6, 7 et 10A de la Seigneurie des Mille Isles, de la municipalité de a paroisse de St-Joseph de Mont Rolland.

Montréal, le 30 septembre 1955.

Les Procureurs des pétitionnaires,
DURANLEAU, DUPRÉ
& DURANLEAU.

40811-40-4-o

of the subdivision of lot No. 2, lot No. 1 of the subdivision of lot No. 2 of the original subdivision of lot No. 2, lots Nos 1, 2 and 3 of the subdivision lot No. 3, non divided part of lot No. 3, lot No. 1 of division of lot No. 4, non divided part of lot No. 4, the major part of lot No. 5 and lots Nos. 6, 7 and 10A of the Seigneurie des Mille Isles, of the municipality of the parish of St. Joseph de Mont Rolland.

Montreal, September 30th, 1955.

DURANLEAU, DUPRÉ
& DURANLEAU,
Attorneys for Petitioners.

40811-40-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Ville de Bourlamaque s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale modifiant sa charte aux fins suivantes et autres fins accessoires:

1° Changer le mode l'élection du maire et des échevins comme suit:

a) Des quatre échevins élus lors de l'élection générale qui aura lieu le premier jour juridique de novembre 1955, les échevins élus dans les quartiers 1 et 3 seront élus pour deux ans, et les échevins élus dans les quartiers 2 et 4 seront élus pour trois ans.

b) Après l'élection de 1955, l'élection pour les quartiers 1 et 3 aura lieu le premier jour juridique de novembre 1957 et l'élection pour les quartiers 2 et 4 aura lieu le premier jour juridique de novembre 1958, et ensuite dans deux quartiers chaque année.

c) Le maire sera élu tous les deux ans en même temps que l'élection dans les quartiers 1 et 3.

Bourlamaque, ce 1er octobre 1955.

Le Procureur de la Ville
de Bourlamaque,
LUCIEN TOURIGNY, C.R.

40824-40-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Town of Bourlamaque will apply to the Legislature of Quebec at its next session to obtain the adoption of a special act amending its charter for the following purposes and other accessory purposes:

1. To change the mode for the election of the mayor and aldermen as follows:

a) Of the four aldermen elected when the general election shall take place on the first juridical day of November, 1955, the aldermen elected in wards 1 and 3 shall be elected for two years, and the aldermen elected in wards 2 and 4 shall be elected for three years.

b) After the election of 1955, the election for wards 1 and 3 shall take place on the first juridical day of November, 1957 and the election for wards 2 and 4 shall take place on the first juridical day of November, 1958 and afterwards, in the two wards each year.

c) The mayor shall be elected every two years at the same time as the election in wards 1 and 3.

Bourlamaque, October 1st, 1955.

LUCIEN TOURIGNY, Q.C.,
Attorney for the town
of Bourlamaque.

40824-40-4

AVIS DE PRÉSENTATION D'UN PROJET DE LOI

Le soussigné donne avis qu'il présentera à la prochaine Session de la Législature de Québec, un projet de loi pour admettre Israël Feinchneider de Montréal, à l'exercice de la profession de Chirurgien dentiste dans la Province de Québec.

Montréal, 30 septembre 1955.

CHARLES CODERRE, C.R.

40825-40-4-o

NOTICE OF PRESENTATION OF A DRAFT BILL

The undersigned gives notice that he will present at the next session of the Quebec Legislature a draft bill for the admittance of Israël Feinchneider of Montreal, to the profession of Dental Surgeon in the Province of Quebec.

Montreal, September 30th, 1955.

CHARLES CODERRE, Q.C.

40825-40-4

Département des Affaires municipales

Le soussigné donne avis que, tel que demandé par une résolution en date du 6 septembre 1955 du conseil municipal de la paroisse de Saints-Martyrs-Canadiens, comté de Wolfe, et conformément aux dispositions du Code municipal, il a décrété en date du 5 octobre 1955 que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de ladite corporation, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 131 du Code municipal (10 George VI, chapitre 55, article 2).

Le Ministre des Affaires municipales,
YVES PRÉVOST, C.R.

40804-o

Department of Municipal Affairs

The undersigned gives notice that as requested by a resolution dated September 6th, 1955 of the Municipal Council of the parish of Saints-Martyrs-Canadiens, county of Wolfe, and pursuant to the provisions of the Municipal Code, he has decreed on October 5th, 1955, that all public notices, by-laws, resolutions or orders of the said corporation, save those required to be made in the *Quebec Official Gazette*, shall be made hereafter in the French language only.

This notice is published in accordance with Article 131 of the Municipal Code (10 George VI, chapter 55, section 2).

YVES PRÉVOST, Q.C.,
Minister of Municipal Affairs.

40804

Département de l'Instruction Publique

N° 635-55.

Québec, le 29 septembre 1955.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 22 septembre 1955, de détacher de la municipalité scolaire de St-Wilfrid-de-Barnston, dans le comté de Stanstead, les lots 1121 à 1123 inclusivement du cadastre officiel du canton de Stanstead, pour les annexer pour les contribuables catholiques seulement, à la municipalité scolaire de Sacré-Cœur-de-Jésus paroisse, dans le même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet au 1er juillet 1956.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

40815-o O. J. DÉSAULNIERS.

Department of Education

No. 635-55.

Quebec, September 29th, 1955.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated September 22nd, 1955, to detach from the School Municipality of St. Wilfrid-de-Barnston, in the county of Stanstead, lots 1121 to 1123 inclusive, of the official cadastre of the township of Stanstead, in order to annex them, for Catholic ratepayers only, to the School Municipality of Sacré-Cœur-de-Jésus-parish, in the same county.

This Order in Council shall take effect on the first day of July 1956.

O. J. DÉSAULNIERS,

40815 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel du canton de Fournière (ville de Malartic) division d'enregistrement de l'Abitibi.

Avis est par la présente donné que les lots 230, 593, 601 et la partie non-subdivisée du lot 594 sont annulés et le lot 613 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 26 septembre 1955.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,

40786-o AVILA BÉDARD.

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Thérèse-de-Blainville division d'enregistrement de Terrebonne.

Avis est par la présente donné que les lots 526-1, 526-2, 528-1, 528-2 sont corrigés, les lots 528-3, 528-4 sont annulés et les lots 526-3, 526-4 sont ajoutés en vertu des articles 2174 et 2174A du Code civil.

Québec, le 23 septembre 1955.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,

40786-o AVILA BÉDARD.

AVIS

Cadastre officiel de la municipalité de la paroisse de Montréal (maintenant partie de la ville de Côte St-Luc), division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 108-90 à 108-98, 108-100 à 108-105, 108-107 et 108-108 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 3 octobre 1955.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,

40786-o AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official cadastre of the township of Fournière (town of Malartic) registration division of Abitibi.

Notice is hereby given that lots 230, 593, 601 and the unsubdivided part of lot 594 are cancelled and lot 613 is added in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, September the 26th, 1955.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,

40786-o Deputy Minister.

NOTICE

Official Cadastre of the parish of Ste. Thérèse-de-Blainville registration division of Terrebonne.

Notice is hereby given that lots 526-1, 526-2, 528-1, 528-2 are corrected, lots 528-3, 528-4 are cancelled and lots 526-3, 526-4 are added in virtue of Articles 2174 and 2174A of the civil Code.

Quebec, September the 23rd, 1955.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,

40786-o Deputy Minister.

NOTICE

Official cadastre of the municipality of the parish of Montreal, (Now part of the town of Côte St-Luc), registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 108-90 to 108-98, 108-100 to 108-105, 108-107 and 108-108 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, October the 3rd, 1955.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,

40786-o Deputy Minister.

AVIS

Candastre officiel du canton d'Irlande division d'enregistrement de Thetford.

Avis est par la présente donné que les lots 557-86 à 557-94 et 557-109 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 23 septembre 1955.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

40786-o

AVIS

Cadastre officiel du canton de Thetford (cité de Thetford Mines) division d'enregistrement de Thetford.

Avis est par la présente donné que les lots 25-26 et 25-63 sont corrigés et le lot 25-72 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 27 septembre 1955.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

40786-o

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Geneviève, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 174-5, 174-9 à 174-24, 174-31 à 174-57 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 22 septembre 1955.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

40786-o

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Catherine division d'enregistrement de Portneuf.

Avis est par la présente donné que le lot 236-1 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 26 septembre 1955.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

40786-o

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Cécile, (Cité de Salaberry de Valleyfield), division d'enregistrement de Beauharnois.

Avis est par la présente donné que les lots 83-159 à 83-248 ont été annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 27 septembre 1955.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

40786-o

NOTICE

Official cadastre of township of Irlande registration division of Thetford.

Notice is hereby given that lots 557-86 to 557-94 and 557-109 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, September 23rd, 1955.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

40786-o

NOTICE

Official cadastre of township of Thetford (city of Thetford Mines) registration division of Thetford.

Notice is hereby given that lots 25-26 and 25-63 are corrected and lot 25-72 has been cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, September 27th, 1955.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Miuister.

40786-o

NOTICE

Official cadastre of the parish of Ste Geneviève, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 174-5, 174-9 to 174-24, 174-31 to 174-57 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, September the 22nd, 1955.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

40786-o

NOTICE

Official cadastre of the parish of St. Catherine, registration division of Portneuf.

Notice is hereby given that lot 236-1 has been cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, September 26th, 1955.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

40786-o

NOTICE

Official cadastre of the parish of Ste. Cécile, (City of Salaberry de Valleyfield), registration division of Beauharnois.

Notice is hereby given that lots 83-159 to 83-248 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, September the 27th, 1955.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

40786-o

Examens du Barreau — Bar Examinations

BARREAU D'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE — BAR OF ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Examens d'octobre 1955 — Examinations of October 1955

Nom — Name	Prénom — Surname	Age	Résidence — Residence	Collège — College
Bertrand.....	Jean.....	29	Macamic.....	Laverlochère.

Malartic, 3 octobre 1955 — Malartic, October 3rd, 1955.

Le Secrétaire du Barreau d'Abitibi-Témiscamingue,
J.-P. LAMOUREUX,
Secretary of Abitibi-Témiscamingue Bar.

40826-o

BARREAU DE ST-FRANÇOIS — BAR OF ST. FRANCIS

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom — Name	Prénom — Surname	Age	Résidence — Residence	Collèges — Colleges
Pelchat.....	Cécilien.....	21	St-Romain..... Comté Frontenac .	Séminaire St-Charles Borromée. Séminaire St-Georges de Beauce.

Sherbrooke, 29 septembre 1955 — Sherbrooke, September 29th, 1955.

Le Secrétaire du Barreau de St-François,
CHARLES LEBLANC,
Secretary of St. François Bar.

40826-o

Liquidation, avis de:

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des membres du syndicat coopératif "L'Habitation Familiale", tenue à Québec le 29 juin 1955, une résolution a été adoptée à l'effet que les affaires de ladite société soient liquidées volontairement, et que celle-ci soit dissoute, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats coopératifs de Québec et de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, et que MM. Lucien Darveau, Chs-E. Senay et Jean-Marie Théberge ont été nommés liquidateurs.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le quatre octobre 1955.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

40806-o

Winding up Notices:

Notice is hereby given that at a special general meeting of the members of the cooperative syndicate "L'Habitation Familiale", held at Quebec on June 29th, 1955, a resolution was adopted to the effect that the affairs of the said association be wound up voluntarily, and that it be dissolved, in accordance with the provisions of the Quebec Cooperative Syndicates' Act, and the Winding-up Act, and for such purposes, that Messrs. Lucien Darveau, Chs-E. Senay and Jean-Marie Théberge have been appointed liquidators.

Given at the office of the Provincial Secretary, the fourth day of October, 1955.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

40806

Nominations

Il a plu à Son Honneur, le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 3 août 1955.

Docteur Augustin Roy, médecin à Schefferville: coroner conjoint du district judiciaire de Saguenay, avec juridiction à Schefferville et les environs.

Québec, le 10 août 1955.

Docteur Bernard-P. Brisson, médecin à Chibougamau: coroner conjoint pour le district judiciaire d'Abitibi.

40784-o

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Quebec, August 3rd, 1955.

Doctor Augustin Roy, physician at Schefferville: Joint Coroner for the judicial district of Saguenay, with jurisdiction at Schefferville and in its vicinity.

Quebec, August 10th, 1955.

Doctor Bernard-P. Brisson, physician at Chibougamau: Joint Coroner for the judicial district of Abitibi.

40784

Ordre de Cour

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure (Procédure sommaire). Dame Mary Ségal, fille majeure, des cité et district de Montréal, teneuse de livres, demanderesse vs Dame Doris Dorfman, épouse séparée de biens de Sydney Garber et ledit Sydney Garber pour autoriser son épouse aux fins des présentes, et ladite Doris Dorfman exerçant un commerce à Montréal sous les nom et raison sociale de "Self Service Super Fruit Market Reg'd"; Sydney Garber et Irving Garber, tous des cité et district de Montréal, défendeurs, et Firemen's Fund Insurance Company, un corps politique et incorporé, dûment constitué en corporation et ayant son siège social et principale place d'affaires pour la province de Québec en les cité et district de Montréal, tiers-saisie.

Les créanciers de Dame Doris Dorfman, exerçant son commerce sous les nom et raison sociale de "Self Service Super Fruit Market Reg'd", sont requis de déposer leurs réclamations contre elle dans les quinze jours. Telles réclamations doivent être déposées au bureau du Protonotaire de la Cour Supérieure pour le district de Montréal.

Un ordre à cet effet a été émis ce jour par l'Honorable Juge André Montpetit, Jude de la Cour supérieure.

Montréal, 4 octobre 1955.

Le Député protonotaire de la Cour Supérieure district de Montréal,

40836-40-2 RAOUL CREVIER.

Rule of Court

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court (Summary Procedure). Dame Mary Segal, spinster of the full age of majority, of the city and district of Montreal, bookkeeper, plaintiff vs Dame Doris Dorfman, wife separate as to property of Sydney Garber, and the said Sydney Garber to authorize his wife for these purposes, — the said Doris Dorfman carrying on business in Montreal under the firm name and style of "Self Service Super Fruit Market Reg'd"; Sydney Garber and Irving Garber, all of the city and district of Montreal, defendants and Firemen's Fund Insurance Company, a body politic and corporate, duly incorporated, having its head office and principal place of business for the province of Quebec in the city and district of Montreal. Tiers-Saisie.

The creditors of Dame Doris Dorfman, carrying on business under the firm name and style of "Self Service Super Fruit Market Reg'd", are required to file their claims against her within fifteen days. Such claims must be filed with the Prothonotary of the Superior Court for the district of Montreal.

An order to this effect was issued to-day by the Honourable Mr. Justice André Montpetit, Judge of the Superior Court.

Montreal, October 4, 1955.

RAOUL CREVIER,
Deputy Prothonotary of the Superior
40836-40-2-o Court, District of Montreal.

Proclamations

Canada,
Province de Québec.
[L. S.] GASPARD FAUTEUX

ÉLISABETH DEUX, par la grâce de Dieu, reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwelath, défenseur de la foi.

A nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec,

SALUT:

PROCLAMATION

ATTENDU que pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le seize novembre prochain et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date, au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la Province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable monsieur GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Proclamations

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.] GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To our Beloved and Faithful Councilors, the members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec.

GREETING:

PROCLAMATION

WHEREAS for various considerations, it is expedient to convoke the Legislature of the Province of Quebec for the dispatch of business, We hereby convene you for the sixteenth day of November next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the City of Quebec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our right Trusty and Well Beloved, The Honourable Mr. GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of the said Province.

Donné en Notre hôtel du Gouvernement, à Québec, le sixième jour de juillet, l'an de grâce mil neuf cent cinquante-cinq et de Notre Règne le quatrième.

Par ordre,

Le Secrétaire de la chancellerie à Québec,
40279-28-18-o ANTOINE LEMIEUX.

Canada,
Province de Québec.
[L. S.] GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général, C. E. CANTIN.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi du cadastre (Statuts refondus 1941, chapitre 320, article 2), l'honorable ministre des terres et forêts a fait préparer, sous sa direction, des plans et livres de renvoi pour chacune des localités désignées ci-dessous et comprises dans l'une des divisions d'enregistrement suivantes:

1° Division d'enregistrement de Joliette: D'une partie du canton de Tracy, comprenant les lots 42 à 59-C, Rg 1 et leurs subdivisions respectives.
2° Division d'enregistrement de l'Abitibi: Du canton de Laas.
3° Division d'enregistrement de Témiscamingue: D'une partie du canton de Devlin.

ATTENDU QUE ces plans et livres de renvoi font maintenant partie des archives du département des terres et forêts et qu'une copie exacte en a été déposée au bureau des divisions d'enregistrement concernées;

ATTENDU QU'en vertu des dispositions de l'article 2169 du Code civil, il y a maintenant lieu d'annoncer, par une proclamation du Lieutenant-gouverneur en conseil, le dépôt de ces plans et livres de renvoi officiels et de fixer en même temps la date où les dispositions de l'article 2168 du Code civil deviendront en vigueur pour ces localités désignées ci-dessus;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 25 août 1955, portant le numéro 900,

Nous donnons avis du dépôt de ces plans et livres de renvoi officiels pour chacune des localités ci-dessus désignées et Nous fixons à la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec* le jour auquel les dispositions de l'article 2168 du Code civil deviendront en vigueur relativement à chacune de ces localités;

Nous invitons toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par le Code civil, à renouveler, dans les deux ans qui suivent la date fixée ci-dessus, l'enregistrement de tous droits réels sur un lot de terre compris dans chacune de ces localités et dans leurs divisions d'enregistrement respectives.

Given at Our Government House in Quebec, the sixth day of July, in the year of Our Lord, nineteen hundred and fifty-five and fourth year of Our Reign.

By command,

ANTOINE LEMIEUX,
Secretary of the Crown in Chancery, at
40279-28-18 Quebec

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.] GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may in anywise concern,

GREETING:

PROCLAMATION

C. E. CANTIN, *Deputy Attorney General.*

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Cadastral Act (Revised Statutes 1941, chapter 320, section 2), the Honourable the Minister of Lands and Forests, has caused to be prepared, under his supervision, plans and books of reference for each of the localities designated hereinbelow and comprised within one of the following registry divisions:

1. Registry Division of Joliette: Of a part of the township of Tracy, comprising lots 42 to 59-C, Rg 1 and their respective subdivisions.
2. Registry Division of Abitibi: Of the township of Laas.
3. Registry Division of Temiscamingue: Of a part of the township of Devlin.

WHEREAS said revised plan and book of reference now forms part of the archives of the Department of Lands ane Forests, and that a true copy has been deposited at the office of the registry divisions concerned;

WHEREAS under the provisions of section 2169 of the Civil Code, it is now deemed expedient to announce, by a proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, the deposit of these official plans and book of reference and to fix, at the same time, the date on which the provisions of section 2168 of the Civil Code shall enter into force for the localities hereinabove designated;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an Order in Council dated August 25th, 1955, bearing number 900,

We give notice of the deposit of these official revised plans and books of reference for each of the localities hereinabove designated and We fix the date of the publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette* on the day when the provisions of section 2168 of the Civil Code shall enter into force, relatively to each one of these localities;

We invite any interested party, under penalty of losing the priority conferred by the Civil Code, to renew within the two years following the date fixed hereinabove the registration of all true rights upon a lot of land comprised within each of these localities and within the respective registry divisions.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-troisième jour de septembre en l'année mil neuf cent cinquante-cinq de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quatrième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,

40786-o JEAN BRUCHÉSI.

Canada, Province de Québec. [L. S.] GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général, C. E. CANTIN.

ATTENDU qu'une demande Nous a été faite à l'effet d'annexer à la municipalité de la paroisse de Saint-Théophile-de-la-Beauce le territoire ci-après décrit situé dans le comté municipal de Beauce;

ATTENDU que ce territoire n'est pas actuellement organisé en municipalité;

ATTENDU que les formalités prescrites par la loi à cet égard ont été observées;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

ATTENDU qu'en vertu de l'article 42 du Code municipal, la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 31 août 1955, portant le numéro 943, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous délarons et décrétons, par les présentes,

QUE le territoire suivant, à savoir:

Un territoire comprenant toute cette partie du canton de Linière incluant les chemins, rivières, lacs, cours d'eau ou partie d'iceux renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant du point d'intersection de la ligne nord-ouest du lot 35, rang IV, Section B, du cadastre officiel du canton de Linière avec la ligne séparative des cantons de Linière et de Metgermette-sud; de là, en suivant ladite ligne séparative des cantons de Linière et de Metgermette-sud, dans une direction sud-est, jusqu'à son intersection avec la ligne internationale Province de Québec/État du Maine, de la vers le sud-ouest

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at our Government House in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-third day of September, in the year of Our Lord nineteen hundred and fifty-five and in the fourth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,

40786 Under Secretary of the Province.

Canada, Province of Quebec. [L. S.] GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern.

GREETING:

PROCLAMATION

C. E. CANTIN, *Deputy Attorney General.*

WHEREAS We have been requested to annex to to the parish municipality of Saint Théophile-de-la- Beauce, the territory hereinafter described, situated in the municipal County of Beauce;

WHEREAS the said territory is not as yet organized as a municipality;

WHEREAS the formalities prescribed by law, in this respect, have been complied with;

WHEREAS it is expedient that this request be granted;

WHEREAS in accordance with Article 42 of the Municipal Code, this Proclamation shall come into force the first day of January following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette.*

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree dated August 31st, 1955, bearing number 943, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare and enact,

THAT the following territory, to wit:

A territory comprising all that part of the township of Linière including roads, rivers, lakes, water streams or parts thereof situated within the following boundaries, to wit: commencing at the point of intersection of the northwesterly line of lot 35, range IV, Section B, of the official cadastre of the township of Linière and the dividing line of the townships of Linière and Metgermette-south; thence, along the said dividing line of the townships of Linière and Metgermette-south, in a south easterly direction, as fas as its intersection with the Province of Quebec/State of Maine international

en suivant la sus-dite ligne internationale Province de Québec/État du Maine, jusqu'à son intersection avec la ligne nord-est du rang II, Section C, canton de Linière; de là dans le canton de Linière en référence au cadastre officiel du dit canton, dans une direction nord-ouest, en suivant la susdite ligne nord-est du rang II, Section C, et la ligne nord-est du rang II, Section B, jusqu'à son intersection avec la ligne nord-ouest du lot 35, rang III, Section B; de là, vers le nord-est en suivant la susdite ligne nord-ouest du lot 35, rang III, Section B, et la ligne nord-ouest du lot 35, rang IV, Section B jusqu'au point de départ;

lequel territoire — n'étant pas organisé pour les fins municipales — sera, à compter du premier janvier suivant la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, annexé à la municipalité de la paroisse de Saint-Théophile-de-la-Beauce, dans le comté municipal de Beauce;

QUE la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-deuxième jour de septembre en l'année mil neuf cent cinquante-cinq de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quatrième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,

40804-o JEAN BRUCHÉSI.

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner.

SALUT:

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
C. E. CANTIN.

ATTENDU que le conseil de la municipalité de la paroisse de Saint-Léonard-de-Port-Maurice comté d'Hochelaga, a soumis, pour approbation, son règlement numéro 31-a à l'effet de soumettre le territoire del a municipalité à la juridiction de la Cour municipale établie dans la municipalité de la ville de Rivière-des-Prairies;

ATTENDU QUE le conseil de la ville de Rivière-des-Prairies, par son règlement numéro 10-A, a concouru dans la teneur de ce règlement du con-

boundary line; thence, southwesterly following the abovementioned Province of Quebec/State of Maine internation boundary line, as far as its intersection with the northeasterly line, of Range II, Section C, township of Linière; thence, in the township of Linière with reference to the official cadastre of said township, in a northwesterly direction, following the abovementioned northeasterly line of Range II, Section C, and the northeasterly line of Range II, Section B, as far as its intersection with the northwesterly line of lot 35, Range III, Section B; thence, northeasterly along the abovementioned northwesterly line of lot 35, Range III, Section B, and the northwesterly line of lot 35, Range IV, Section B as far as the point of commencement;

which territory — not as yet organized for municipal purposes — shall be, as from the first day of January following the date of publication of this proclamation in the *Quebec official Gazette*, annexed to the parish municipality of Saint Théophile-de-la-Beauce, in the municipal county of Beauce;

THAT this proclamation shall come into force the first day of January following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-second day of September, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fifty-five and the fourth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,

40804 Under Secretary of the Province.

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these Presents shall come or whom the same may in anywise concern.

GREETING:

PROCLAMATION

C. E. CANTIN,
Deputy Attorney General.

WHEREAS the Council of the Municipality of the parish of Saint-Léonard-de-Port-Maurice, county of Hochelaga, has submitted for approval, its by-law number 31-a in order that the territory of the municipality be submitted to the jurisdiction of the Municipal Court in the municipality of the town of Rivière-des-Prairies;

WHEREAS the Municipal Council of the town of Rivière-des-Prairies, in accordance with by-law number 10-A, has agreed to the terms of said by-

seil de la municipalité de la paroisse de Saint-Léonard-de-Port-Maurice;

ATTENDU QUE ces règlements ont été approuvés conformément à la loi et que les formalités prescrites ont été remplies.

EN CONSÉQUENCE, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret du 25 août 1955, portant le numéro 914, et vu les dispositions des articles 693 à 697 de la Loi des cités et villes, (S.R.Q. 1941, chap. 233), et des articles 3 à 7 du chapitre 17 des Statuts refondus de Québec 1941, Nous avons décrété et décrétons qu'à compter de trente et un jours après la date de la publication de la présente proclamation, le territoire de la municipalité de la paroisse de Saint-Léonard-de-Port-Maurice sera soumis à la juridiction de la Cour municipale établie dans la municipalité de la ville de Rivière-des-Prairies, comme si les deux municipalités n'en formaient qu'une pour ces fins seulement.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce quatrième jour d'octobre en l'année mil neuf cent cinquante-cinq de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quatrième année.

Par ordre,
Le Sous-secrétaire de la Province,
40804-o JEAN BRUCHÉSI.

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
C. E. CANTIN

ATTENDU que le conseil de la municipalité de la paroisse de Sainte-Rose, partie ouest, comté de Laval, a soumis, pour approbation, son règlement numéro 100 à l'effet de soumettre le territoire de la municipalité à la juridiction de la Cour municipale établie dans la municipalité de la ville de Sainte-Rose;

ATTENDU que le conseil de la ville de Sainte-Rose, par son règlement numéro 347, a concouru dans la teneur de ce règlement du conseil de la municipalité de la paroisse de Sainte-Rose, partie ouest;

ATTENDU que ces règlements ont été approuvés conformément à la loi et que les formalités prescrites ont été remplies.

EN CONSÉQUENCE, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans

law of the Municipal Council of the parish of Saint-Léonard-de-Port-Maurice;

WHEREAS said by-laws have been legally approved and all required formalities have been fulfilled.

THEREFORE, with the advice and consent of our Executive Council expressed in a decree dated August 25, 1955, bearing number 914, and in view of the provisions of sections 693 to 697, of the cities and towns Act (R.S.Q. 1941, chap. 233), and sections 3 to 7, chapter 17, of the Revised Statutes of Quebec, 1941, We have enacted and it is hereby enacted that, as from thirty-one days following the publication of present Proclamation, the territory of the Municipality of the parish of Saint-Léonard-de-Port-Maurice shall be submitted to the jurisdiction of the Municipal Court established in the municipality of the town of Rivière-des-Prairies, as if the two municipalities formed but one for such purposes only.

ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

Given at Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this fourth day of October, in the year of Our LORD one thousand nine hundred and fifty five and the fourth year of Our Reign.

By command,
JEAN BRUCHÉSI,
40804 Under Secretary of the Province.

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may in anywise concern.

GREETING:

PROCLAMATION

C. E. CANTIN, *Deputy Attorney General*

WHEREAS the Municipal Council of the parish of Saint Rose, westerly part, county of Laval, has submitted for approval, By-law number 100 in order that the territory of the municipality be submitted to the jurisdiction of the Municipal Court established in the town Municipality of Saint Rose;

WHEREAS the council of the town of Saint Rose, according to its By-law number 347, has agreed with the tenor of the by-law of the Municipal Council of the parish of Saint Rose westerly part;

WHEREAS said by-laws have been approved in accordance with the law and that all prescribed formalities have been complied with.

CONSEQUENTLY, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree

un décret du 25 août 1955, portant le numéro 914, et vu les dispositions des articles 693 à 697 de la Loi des cités et ville, (S.R.Q. 1941, chap. 233), et des articles 3 à 7 du chapitre 17 des Statuts refondus de Québec 1941, Nous avons décrété et décrétons qu'à compter de trente et un jour après la date de la publication de la présente proclamation, le territoire de la municipalité de la paroisse de Sainte-Rose, partie ouest, sera soumis à la juridiction de la Cour municipale établie dans la municipalité de la ville de Sainte-Rose, comme si les deux municipalités n'en formaient qu'une pour ces fins seulement.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P. LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce cinquième jour d'octobre en l'année mil neuf cent cinquante-cinq de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quatrième année.

Par ordre.

Le Sous-secrétaire de la Province,

40804-o JEAN BRUCHÉSI.

dated August 25th, 1955, bearing number 914, and in view of the provisions of sections 693 to 697 of the Cities and Towns Act, (R.S.Q. 1941, chap. 233), and of articles 3 to 7, chapter 17, of the Revised Statutes of Quebec 1941, We have decreed and hereby decree that from and after thirty days following the date of publication of this Proclamation, the territory of the parish municipality of Saint Rose, westerly part, shall be submitted to the jurisdiction of the Municipal Court established in the town municipality of Saint Rose, as if the two municipalities formed but one for such purpose only.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at our Government House in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this fifth day of October, in the year of Our Lord nineteen hundred and fifty-five and in the fourth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,

40804 Under Secretary of the Province.

Sièges sociaux

JHYMRA INC.

Avis de changement de bureau principal

Avis est donné que la compagnie "Jhymra Inc." constituée en corporation par lettres patentes en date du 12 février 1952 et ayant son bureau principal dans la cité de Québec où elle avait son bureau situé jusqu'à aujourd'hui au numéro 52 rue St-Louis, à Québec, l'a transporté à chambre 201, numéro 144 rue St-Jean, cité de Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, P.Q., ce 16è jour de septembre 1955.

(Sceau) Le Secrétaire,

40790-o MAURICE GRENON.

Résolution d'une assemblée du bureau d'administration de "Laboratoires Vétérinaires Medica Inc." en date du 16 août 1955, pour le changement d'adresse de la compagnie.

Avis est par les présentes donné que les "Laboratoires Vétérinaires Medica Incorporés" compagnie incorporée en vertu de lettres patentes en date du 7 mars 1955 dont le siège social était situé jusqu'à maintenant à 585, rue St-Louis, St-Joseph, sont déménagés au numéro 450, rue Brouillette, St-Joseph, district de St-Hyacinthe.

Les Directeurs,

JEAN MARIE LARIVÉE, V.S.,

40791-o Dr. J. MONGEAU.

Head Offices

JHYMRA INC.

Notice of change of Head Office.

Notice is hereby given that the company "Jhymra Inc." incorporated under letters patent dated February 12th, 1952 and having its head office in the city of Quebec where its office had been situate until this day at number 52 St-Louis Street, at Quebec, has transferred it to Room 201, number 144 St-John Street, city of Quebec.

From and after the date of this present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, P.Q., this 16th day of September, 1955.

(Seal) MAURICE GRENON,

40790 Secretary.

Resolutions of a meeting of the Board of Directors of "Laboratoires Vétérinaires Medica Inc." dated August 16th, 1955 in order to change the compan'ys address.

Notice is hereby given that the "Laboratoires Vétérinaires Medica Incorporés", a company incorporated under letters patent dated March 7th, 1955, whereof its head office was situated up to to-day, at 585 St. Louis Street, St. Joseph, has moved it to 450 Brouillette Street, St. Joseph, district of St. Hyacinthe.

JEAN MARIE LARIVÉE, V.S.,

Dr. J. MONGEAU,

40791 Directors.

AVIS DE SIÈGE SOCIAL

La compagnie "Loretteville Transport Inc.", constituée par lettres patentes, le sixième jour d'octobre 1954, a établi, à partir du six septembre 1955, son siège social au numéro 10, de la rue Racine, à Loretteville, province de Québec.

Loretteville, le 13 septembre 1955.

Le Président,
40821-o FERNAND VOYER.

(P.G. 12629-53)

BERNINA SEWING MACHINES SALES CORPORATION

Règlement N° 38

"Un règlement est décrété à l'effet que le siège social de la Compagnie soit transféré de 4202 ouest, rue Sainte-Catherine, cité de Westmount, à 1410, rue Stanley, chambre 408, cité de Montréal, avec effet à compter du premier août 1955."

Certifié vraie copie.

Montréal, le 19 août 1955.

Le Secrétaire,
40829-o RAYMOND LETTE.

(P.G. 11910-54)

TURISSA SEWING MACHINES CORPORATION

Règlement N° 38

"Un règlement est décrété à l'effet que le siège social de la compagnie soit transféré de 4202 ouest, rue Sainte-Catherine, cité de Westmount, à 1410 rue Stanley, Chambre 408, cité de Montréal, avec effet à compter du premier août 1955."

Certifié vraie copie.

Montréal, le 19 août 1955.

Le Secrétaire,
40830-o RAYMOND LETTE.

TEXACAN URANIUM CORPORATION
(No Personal Liability)

Avis est, par les présentes donné que la compagnie "Texacan Uranium Corporation" (No Personal Liability), constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, le 4 mai 1955, a établi son siège social à chambre 1010, 132 rue St-Jacques ouest, Montréal, Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 18e jour d'août 1955.

Le Président,
40831 L. C. CARROLL.

(P.G. 11855-55)

CONNOLLY & TWIZELL (SPRINKLERS)LTD.

Règlement N° 25

"Qu'il soit et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de la compagnie:

1. Que le siège social de la compagnie en la cité d'Arvida, province de Québec, où jusqu'à ce jour, son siège social était situé, l'a transporté aux cité et district de Montréal, province de Québec, à compter de cette date ledit bureau en les cité

NOTICE OF HEAD OFFICE

The Company "Loretteville Transport Inc.", incorporated by letters patent on the sixth day of October, 1954, has established, from and after September sixth, 1955, its head office at number 10, Racine Street, at Loretteville, Province of Quebec.

Loretteville, September 13th, 1955.

FERNAND VOYER,
40821 President.

(A.G. 12629-53)

BERNINA SEWING MACHINES SALES CORPORATION

By-law No. 38

"That a by-law be enacted to the effect of transferring, aw from August the first 1955, the head office of the company from 4202 Sainte-Catherine Street West, city of Westmount, to 1410 Stanley Street, Room 408, city of Montreal."

Certified true copy.

Montreal, this 19th day of August 1955.

RAYMOND LETTE,
40829-o Secretary.

(A.G. 11910-54)

TURISSA SEWING MACHINES CORPORATION

By-law No. 38

"That a by-law be enacted to the effect of transferring, as from August the first 1955, the head office of the company from 4202 Sainte-Catherine Street West, city of Westmount, to 1410 Stanley Street, Room 408, city of Montreal."

Certified true copy.

Montreal, this 19th day of August 1955.

RAYMOND LETTE,
40830-o Secretary.

TEXACAN URANIUM CORPORATION
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that "Texacan Uranium Corporation" (No Personal Liability) incorporated by letters patent under the Quebec Mining Companies' Act on May 4th, 1955, has established its head office at Room 1010, 132 St. James Street West, Montreal, Quebec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 18th day of August, 1955.

L. C. CARROLL,
40831-o President.

(A.G. 11855-55)

CONNOLLY & TWIZELL (SPRINKLERS) LTD.

By-law No. 25

"Be and it is hereby enacted as a by-law of the company:

1. That the head office of the company in the city of Arvida, Province of Quebec, where its office was situated up to to-day has moved to the city and district of Montreal, Province of Quebec, and from and after the date thereof the

et district de Montréal sera considéré par la compagnie comme étant son siège social."

Décrété ce 4e jour d'août 1955.
Certifié vraie copie.

Le Secrétaire,
E. W. TWIZELL.

40835

said office in the city and district of Montreal shall be considered by the company as being the head office of the company."

Enacted this 4th day of August, 1955.
Certified true copy.

E. W. TWIZELL,
Secretary.

40835-o

Soumissions

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE ST-DAVID-DE-FALARDEAU
(Comté de Chicoutimi)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J.-G. Munger, secrétaire-trésorier, St-David-de-Falardeau, comté de Chicoutimi, jusqu'à 8 heures p.m., lundi le 24 octobre 1955, pour l'achat de $48,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de St-David-de-Falardeau, comté de Chicoutimi, datées du 1er octobre 1955 et remboursables par séries du 1er octobre 1956 au 1er octobre 1965 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 30 juillet 1955, telle que modifiée — Construction d'une école dans l'arrondissement N° 1.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $48,000.00 — 10 ans

Année	*Capital*
1er octobre 1956	x $21,000.00
1er octobre 1957	2,500.00
1er octobre 1958	2,500.00
1er octobre 1959	3,000.00
1er octobre 1960	3,000.00
1er octobre 1961	3,000.00
1er octobre 1962	3,000.00
1er octobre 1963	3,000.00
1er octobre 1964	3,500.00
1er octobre 1965	3,500.00

La lettre "x" indique l'année durant laquelle le versement d'un octroi de $19,848, accordé par le Secrétaire de la province et payable en 1956, sera reçu et appliqué au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Chicoutimi.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Chicoutimi.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de

Tenders

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF ST-DAVID-DE-FALARDEAU
(County of Chicoutimi)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J.-G. Munger, Secretary-Treasurer, St-David de-Falard au, county of Chicoutimi, until 8 o'clock p.m., Monday, 24th, 1955, for the purchase of an issue of $48,000.00 of bonds of the school commissioners for the municipality of St-David-de-Falardeau, county of Chicoutimi, dated October 1st, 1955 and redeemable serially from October 1st, 1956 to October 1st, 1965 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated July 30th, 1955, as amended — Erection of a school in District No. 1.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from November 1st, 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $48,000.00 — 10 years

Year	*Capital*
October 1st, 1956	x $21,000.00
October 1st, 1957	2,500.00
October 1st, 1958	2,500.00
October 1st, 1959	3,000.00
October 1st, 1960	3,000.00
October 1st, 1961	3,000.00
Octobes 1st, 1962	3,000.00
October 1st, 1963	3,000.00
October 1st, 1964	3,500.00
October 1st, 1965	3,500.00

The letter "x" indicate the year during which annual payments of a total amount of $19,848, granted by the Provincial Secretary and payable in 1956, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Chicoutimi.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Chicoutimi.

The said bonds, are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the

l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 24 octobre 1955, à 8 heures p.m., en la salle du coucent, St-David-de-Falardeau, comté de Chicoutimi.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-David-de-Falardeau, (Comté de Chicoutimi), ce 30 septembre 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-G. MUNGER.

St-David-de-Falardeau,
(Comté de Chicoutimi), P. Q. 40793-o

present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, October 24th, 1955, at 8 o'clock p.m., at Convent Hall, St-David-de-Falardeau, county of Chicoutimi.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St-David-de-Falardeau, (County of Chicoutimi), September 30th, 1955.

J.-G. MUNGER,
Secretary-Treasurer.

St-David-de-Falardeau,
(County of Chicoutimi), P. Q. 40793

CITÉ DES TROIS-RIVIÈRES

Emprunt de $740,000.00

Avis est par les présentes donné que le conseil de la cité des Trois-Rivières, recevra d'hui au 24 octobre 1955, à huit heures, p.m., au bureau du Greffier de la cité, des soumissions écrites, cachetées et endossées "Soumissions pour obligations de la cité des Trois-Rivières", pour l'achat de sept cent quarante mille dollars ($740,000.00) d'obligations, émises en vertu des règlements Nos. 199 (Série B) et 204, datées du 1er mai 1955, remboursables par séries du 1er novembre 1956 au 1er mai 1975.

Les susdites obligations porteront intérêt aux taux de 3% l'an pour les titres échéant de novembre 1956 à novembre 1960 inclusivement, de 3¼% l'an pour les titres échéant de novembre 1961 à novembre 1965 inclusivement, de 3½% l'an pour les titres échéant de novembre 1966 à novembre 1970 inclusivement, de 4% l'an pour les titres échéant de novembre 1971 à mai 1975 inclusivement. L'intérêt sera payable semi-annuellement le 1er mai et le 1er novembre de chaque année. Le capital et les intérêts sur le susdit emprunt seront payables à la banque dont le nom est mentionné dans les règlements dans les cités des Trois-Rivières, de Montréal, de Québec ou de Toronto.

Règlement d'emprunt N° 199-B — $490,000.00 pour pavage de rues;

Règlement d'emprunt N° 204 — $250,000.00 pour travaux de voirie et prolongement de réseaux d'aqueduc et d'égout.

Les obligations seront disponibles pour livraison le ou vers le 21 novembre 1955, et seront payables au porteur ou au détenteur enrégistré.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $740,000.00 — 20 ans

Années des échéances	*Taux d'intérêt*	*Capital remboursable*
1er novembre 1956	3 %	$23,000.00
1er novembre 1957	3 %	23,000.00
1er novembre 1958	3 %	26,000.00
1er novembre 1959	3 %	26,000.00
1er novembre 1960	3 %	29,000.00
1er novembre 1961	3¼%	29,000.00
1er novembre 1962	3¼%	32,000.00
1er novembre 1963	3¼%	32,000.00
1er novembre 1964	3¼%	35,000.00
1er novembre 1965	3¼%	35,000.00
1er novembre 1966	3½%	38,000.00
1er novembre 1967	3½%	38,000.00
1er novembre 1968	3½%	41,000.00

CITY OF TROIS-RIVIÈRES

Loan of $740,000.00

Notice is hereby given that the Council of the city of Trois-Rivières will receive until October 24th, 1955, at eight o'clock p.m., at the office of the city clerk, written sealed tenders, endorsed "Tender for city of Trois-Rivières bonds", for the purchase of city of Trois-Rivières bonds, amounting to seven hundred and forty thousand dollars ($740,000.00), issued under By-laws Nos. 199 (Series B) and 204; dated 1st May 1955 and redeemable serially from 1st November 1956 to 1st May 1975 inclusively.

The bonds will bear interest at the yearly rate of 3% on the maturities of November 1956 to November 1960 inclusively, at the rate of 3¼% on the maturities of November 1961 to November 1965 inclusively, at the rate of 3½% on the maturities of November 1966 to November 1970 inclusively, and at the rate of 4% on the maturities of November 1971 to May 1975 inclusively. The interest will be payable semi-annually, on the 1st May and 1st November of each year. Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan by-laws in the cities of Trois-Rivières, Montreal, Quebec or Toronto.

Loan By-law No. 199-B — $490,000.00 for street paving;

Loan By-law No. 204 — $250,000.00 for road construction and extension of waterworks and drainage mains.

The bonds will be ready for delivery on or about the 21st, November, 1955, and will be payable to bearer or to registered holder.

For the purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from November 1st, 1955.

The table of amortization is as follows:

Table of amortization — $740,000.00 — 20 years

Maturing years	*Interest rate*	*Capital redeemed*
November 1st, 1956	3 %	$23,000.00
November 1st, 1957	3 %	23,000.00
November 1st, 1958	3 %	26,000.00
November 1st, 1959	3 %	26,000.00
November 1st, 1960	3 %	29,000.00
November 1st, 1961	3¼%	29,000.00
November 1st, 1962	3¼%	32,000.00
November 1st, 1963	3¼%	32,000.00
November 1st, 1964	3¼%	35,000.00
November 1st, 1965	3¼%	35,000.00
November 1st, 1966	3½%	38,000.00
November 1st, 1967	3½%	38,000.00
November 1st, 1968	3½%	41,000.00

1er novembre 1969.....	3½%	41,000.00
1er novembre 1970.....	3½%	45,000.00
1er novembre 1971.....	4 %	45,000.00
1er novembre 1972.....	4 %	49,000.00
1er novembre 1973.....	4 %	49,000.00
1er novembre 1974.....	4 %	52,000.00
1er mai 1975.....	4 %	52,000.00
		$740,000.00

Les obligations pourront en vertu du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, à toute échéance d'intérêt, dans la proportion ci-après indiquée du capital des obligations, selon que le rachat s'effectuera au cours de chacune des périodes suivantes:

A — A 102.00% de 1956 à 1960 incl.;
B — A 101.50% de 1961 à 1965 incl.;
C — A 101.00% de 1966 à 1970 incl.;
D — A 100.50% de 1971 à 1974 incl.;
E — A 100.00% en 1975.

Cependant si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à la séance du Conseil qui sera tenue le 24 octobre 1955, à 8 heures du soir.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque dûment visé par une banque à charte du Canada à l'ordre de la cité des Trois-Rivières, pour un montant égal à 1% de la valeur au pair de l'émission. Le chèque du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée, lui sera remis après exécution de son contrat, sans intérêt.

L'intérêt couru sur les obligations au moment de leur livraison devra s'ajouter au prix offert.

La cité des Trois-Rivières se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Hôtel de Ville, Trois-Rivières, Québec, le 8 octobre, 1955.

Le Trésorier de la cité,
40794-o JACQUES DENECHAUD.

November 1st, 1969.....	3½%	41,000.00
November 1st, 1970.....	3½%	45,000.00
November 1st, 1971.....	4 %	45,000.00
November 1st, 1972.....	4 %	49,000.00
November 1st, 1973.....	4 %	49,000.00
November 1st, 1974.....	4 %	52,000.00
May 1st, 1975.....	4 %	52,000.00
		$740,000.00

The bonds may be issued under the authority of chapter 212, revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to redemption, in whole or in part, on any interest maturity date, in the following percentages of the principal amount of redeemed within any of the periods hereafter stated:

A — At 102.00% from 1956 to 1960 incl.;
B — At 101.50% from 1961 to 1965 incl.;
C — At 101.00% from 1966 to 1970 incl.;
D — At 100.50% from 1971 to 1974 incl.;
E — At 100.00% in 1975.

However in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

The tenders will be opened at the meeting of the Council to be held on October 24th, 1955, at eight o'clock p.m.

Each tender must be accompanied by a certified cheque from a chartered bank of Canada payable to the city of Trois-Rivières, equal to 1% of the par value of the issue. The cheque of the tenderer whose offer is accepted shall be handed to him after the completion of his contract, without interest.

The accrued interest on the bonds, at the time of their delivery must be added to the price offered.

The city of Trois-Rivières does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

City Hall, Trois-Rivières, Quebec, October 8th 1955.

JACQUES DENECHAUD,
40794-o City Treasurer.

Province de Québec

CITÉ DE JOLIETTE

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Raoul Jetté, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Joliette, jusqu'à 8 heures p.m., lundi le 24 octobre 1955, pour l'achat de $300,000 d'obligations de la cité de Joliette, datées du 1er novembre 1955 et remboursables par séries du 1er novembre 1956 au 1er novembre 1970 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 591 — Exécution de travaux d'électricité, d'aqueduc, de voirie et d'égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $300,000.00 — 15 ans

Année	*Capital*
1er novembre 1956.....	$5,000.00
1er novembre 1957.....	5,000.00
1er novembre 1958.....	5,000.00

Province of Quebec

CITY OF JOLIETTE

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Raoul Jetté, Secretary-Treasurer, City Hall, Joliette, until 8 o'clock p.m., Monday, October 24th, 1955 for the purchase of an issue of $300,000 of bonds of the city of Joliette, dated November 1st, 1955 and redeemable serially from November 1st, 1956 to November 1st 1970 inclusively, with interest at a rate of not less than 3% or more than 4½% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan By-laws No. 591 — To carry out electrical, waterworks, roand and sewerage operations.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from November 1st, 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $300,000.00 — 15 years

Year	*Capital*
November 1st, 1956.....	$5,000.00
November 1st, 1957.....	5,000.00
November 1st, 1958.....	5,000.00

1er novembre 1959	5,000.00
1er novembre 1960	6,000.00
1er novembre 1961	6,000.00
1er novembre 1962	6,000.00
1er novembre 1963	7,000.00
1er novembre 1964	7,000.00
1er novembre 1965	7,000.00
1er novembre 1966	8,000.00
1er novembre 1967	8,000.00
1er novembre 1968	8,000.00
1er novembre 1969	9,000.00
1er novembre 1970	208,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Joliette.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Joliette.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 24 octobre 1955, a 8 heures p.m., en l'Hôtel de ville, Joliette.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Joliette, ce 30 septembre 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
RAOUL JETTÉ.

Hôtel de Ville,
Joliette, P.Q. 40792-o

November 1st, 1959	5,000.00
November 1st, 1960	6,000.00
November 1st, 1961	6,000.00
November 1st, 1962	6,000.00
November 1st, 1963	7,000.00
November 1st, 1964	7,000.00
November 1st, 1965	7,000.00
November 1st, 1966	8,000.00
November 1st, 1967	8,000.00
November 1st, 1968	8,000.00
November 1st, 1969	9,000.00
November 1st, 1970	208,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Joliette.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or Joliette.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, October 24th, 1955, at 8 o'clock p.m., at the City Hall, Joliette.

The Council is not bound to accepte the highest or any of the tenders.

Joliette, this september 30th, 1955.

RAOUL JETTÉ,
Secretary-Treasurer.

City Hall,
Joliette, P.Q. 40792

Province de Québec

CITÉ DE VERDUN

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, A. J. Burgess, greffier, Hôtel de Ville, Verdun, P.Q., jusqu'à 3 heures p.m., lundi le 24 octobre 1955, pour l'achat de $500,000 d'obligations de la cité de Verdun, datées du 1er novembre 1955 et remboursables par séries du 1er novembre 1956 au 1er novembre 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 560 — Travaux publics: pavages, trottoirs, éclairage de rues, parc et terrain de jeux.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $500,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er novembre 1956	$8,000.00
1er novembre 1957	9,000.00
1er novembre 1958	9,000.00
1er novembre 1959	9,000.00
1er novembre 1960	10,000.00

Province of Quebec

CITY OF VERDUN

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned A. J. Burgess, clerk, City Hall, Verdun, P.Q., until 3 o'clock p.m., Monday, October 24th, 1955, for the purchase of an issue of $500,000 of bonds of the City of Verdun, dated November 1st, 1955 and redeemable serially from November 1st, 1956 to November 1st, 1975 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 560 — Public works: paving, sidewalk, street-lighting, park and playgrounds.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from November 1st, 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $500,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
November 1st, 1956	$8,000.00
November 1st, 1957	9,000.00
November 1st, 1958	9,000.00
November 1st, 1959	9,000.00
November 1st, 1960	10,000.00

1er novembre 1961	10,000.00
1er novembre 1962	11,000.00
1er novembre 1963	11,000.00
1er novembre 1964	11,000.00
1er novembre 1965	12,000.00
1er novembre 1966	13,000.00
1er novembre 1967	13,000.00
1er novembre 1968	14,000.00
1er novembre 1969	15,000.00
1er novembre 1970	15,000.00
1er novembre 1971	16,000.00
1er novembre 1972	17,000.00
1er novembre 1973	17,000.00
1er novembre 1974	18,000.00
1er novembre 1975	262,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Verdun.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales d'une banque à charte au Canada.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 24 octobre 1955, à 3 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, Verdun.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Verdun, ce 3 octobre 1955.

Le Greffier,
A. J. BURGESS.

Hôtel de Ville,
Verdun, P.Q. 40798-o

November 1st, 1961	10,000.00
November 1st, 1962	11,000.00
November 1st, 1963	11,000.00
November 1st, 1964	11,000.00
November 1st, 1965	12,000.00
November 1st, 1966	13,000.00
November 1st, 1967	13,000.00
November 1st, 1968	14,000.00
November 1st, 1969	15,000.00
November 1st, 1970	15,000.00
November 1st, 1971	16,000.00
November 1st, 1972	17,000.00
November 1st, 1973	17,000.00
November 1st, 1974	18,000.00
November 1st, 1975	262,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Verdun.

Capital and interest are payable at all the branches of a chartered bank in Canada.

The said bonds are, under the authority of Charpter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, October 24th, 1955, at 3 o'clock p.m., at the City Hall, Verdun.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Verdun, October 3rd, 1955.

A. J. BURGESS,
Clerk.

City Hall,
Verdun, P.Q. 40798

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE ST-THÉOPHILE
(Comté de Laval)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, P. Lozeau, secrétaire-trésorier, 39, 44ème rue, B.P. 220, Laval-Ouest, comté de Laval, jusqu'à 8.30 heures p.m., mercredi, le 26 octobre 1955, pour l'achat de $468,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Théophile, comté de Laval, datées du 1er novembre 1955 et remboursables par séries du 1er novembre 1956 au 1er novembre 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 10 mai 1955, telle que modifiée — Construction de deux écoles.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $468,000.00 — 20 ans.

Année	*Capital*
1er novembre 1956	x$55,500.00

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF ST. THÉOPHILE
(County of Laval)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned P. Lozeau, Secretary-Treasurer, 39, 44th. Street. P.B. 220, Laval-West, County of Laval, until 8.30 o'clock p.m., Wednesday, October 26, 1955 for the purchase of an issue of $468,000.00 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of St. Théophile, County of Laval, dated November 1st, 1955 and redeemable serially from November 1st. 1956 to November 1st., 1975 inclusively, with interest at a rate of not less than 3% or more than 4½% per annum, payable semi-annually on May 1st. and November 1st. of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan Resolution dated May 10, 1955, as modified— Erection of two schools.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from November 1st., 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption—$468,000.00—20 years

Year	*Capital*
November 1st., 1956	x$55,500.00

1er novembre 1957	x 57,500.00
1er novembre 1958	x 37,500.00
1er novembre 1959	x 39,000.00
1er novembre 1960	x 40,500.00
1er novembre 1961	x 42,000.00
1er novembre 1962	11,000.00
1er novembre 1963	11,000.00
1er novembre 1964	11,500.00
1er novembre 1965	12,000.00
1er novembre 1966	12,500.00
1er novembre 1967	13,000.00
1er novembre 1966	13,500.00
1er novembre 1969	14,000.00
1er novembre 1970	14,500.00
1er novembre 1971	15,500.00
1er novembre 1972	16,000.00
1er novembre 1973	16,500.00
1er novembre 1974	17,000.00
1er novembre 1975	18,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $243,572.50, accordé par le Secrétaire de la province et payable en six versements dont le premier de $55,595.45, le second de $55,595.41 et les quatre derniers de $33,095.41 chacun, de 1956 à 1961 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Eustache, comté de Deux-Montagnes.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à St-Eustache, comté de Deux-Montagnes.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 26 octobre 1955, à 8.30 heures p.m., en l'école du Christ-Roi, Laval-Ouest, comté de Laval.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Laval-Ouest, (Comté de Laval), ce 6 octobre 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
P. LOZEAU.

39, 44ème rue, B.P., 220, Laval-Ouest,
(Comté de Laval), P.Q. 40822-o

November 1st., 1957	x 57,500.00
November 1st., 1958	x 37,500.00
November 1st,. 1959	x 39,000.00
November 1st., 1960	x 40,500.00
November 1st., 1961	x 42,000.00
November 1st., 1962	11,000.00
November 1st., 1963	11,000.00
November 1st., 1964	11,500.00
November 1st., 1965	12,000.00
November 1st., 1966	12,500.00
November 1st., 1967	13,000.00
November 1st., 1968	13,500.00
November 1st., 1969	14,000.00
November 1st., 1970	14,500.00
November 1st., 1971	15,500.00
November 1st., 1972	16,000.00
November 1st., 1973	16,500.00
November 1st., 1974	17,000.00
November 1st., 1975	18,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $243,572.50 granted by the Provincial Secretary and payable in six instalments of the first of which in the amount of $55,595.45, the second of $55,595.41 and the four last of $33,095.41 each, from 1956 to 1961 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at St. Eustache, County of Two Mountains.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or St. Eustache, County of Two Mountains.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Wednesday, October 26, 1955, at 8.30 o'clock p.m., at the School of Christ-Roi, Laval-West, county of Laval.

The School Commissioners are not bound to accept the highest or any of the tenders.

Laval-West, (County of Laval), this October 6th, 1955.

P. LOZEAU,
Secretary-Treasurer.

39, 44th. Street, P.B. 220, Laval-West,
(County of Laval), P.Q. 40822

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE LA CITÉ DE ST-HYACINTHE
(Comté de St-Hyacinthe)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Jacques Lafontaine, secrétaire-trésorier, 1695 rue Girouard, St-Hyacinthe, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 25 octobre 1955, pour l'achat de $115,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MINICIPALITY OF THE CITY OF ST-HYACINTHE
(County of St-Hyacinthe)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Jacques Lafontaine, Secretary-Treasurer, 1695 Girouard, Street, St-Hyacinthe, until 8 o'clock p.m., Tuesday, October 25th, 1955, for the purchase of an issue of $115,000 of bonds of the School commissioners for the municipality of the city of St-Hyacinthe,

cité de St-Hyacinthe, comté de St-Hyacinthe, datées du 1er septembre 1955 et remboursables par séries du 1er septembre 1956 au 1er septembre 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 13 juin 1955 — Construction d'une école élémentaire dans la paroisse St-Sacrement.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $115,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er septembre 1956	x$16,500.00
1er septembre 1957	x 17,500.00
1er septembre 1958	x 18,500.00
1er septembre 1959	x 19,000.00
1er septembre 1960	2,000.00
1er septembre 1961	2,000.00
1er septembre 1962	2,000.00
1er septembre 1963	2,000.00
1er septembre 1964	2,500.00
1er septembre 1965	2,500.00
1er septembre 1966	2,500.00
1er septembre 1967	2,500.00
1er septembre 1968	2,500.00
1er septembre 1969	3,000.00
1er septembre 1970	3,000.00
1er septembre 1971	3,000.00
1er septembre 1972	3,500.00
1er septembre 1973	3,500.00
1er septembre 1974	3,500.00
1er septembre 1975	3,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un cotroi total de $71,985, accordé par le Secrétaire de la province et payable en quatre versements de $17,996.25 de 1956 à 1959 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Hyacinthe.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec, à St-Hyacinthe, ou à Toronto.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par antiticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagné d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 25 octobre 1955, à 8 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, 700 rue Hôtel de Ville St-Hyacinthe.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Hyacinthe, ce 30 septembre 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
JACQUES LAFONTAINE.

1695 rue Girouard,
St-Hyacinthe, P.Q. 40795-o

county of St-Hyacinthe, dated September 1st, 1955, and redeemable serially from September 1st, 1956 to September 1st, 1975 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated June 13th, 1955 — erection of an elementary school in the St-Sacrement parish.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from November 1st, 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $115,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
September 1st, 1956	x$16,500.00
September 1st, 1957	x 17,500.00
September 1st, 1958	x 18,500.00
September 1st, 1959	x 19,000.00
September 1st, 1960	2,000.00
September 1st, 1961	2,000.00
September 1st, 1962	2,000.00
September 1st, 1963	2,000.00
September 1st, 1964	2,500.00
September 1st, 1965	2,500.00
September 1st, 1966	2,500.00
September 1st, 1967	2,500.00
September 1st, 1968	2,500.00
September 1st, 1969	3,000.00
September 1st, 1970	3,000.00
September 1st, 1971	3,000.00
September 1st, 1972	3,500.00
September 1st, 1973	3,500.00
September 1st, 1974	3,500.00
September 1st, 1975	3,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $71,985, granted by the Provincial Secretary and payable in four instalments of $17,996.25 each, from 1956 to 1959 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at St-Hyacinthe.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec, at St-Hyacinthe, or at Toronto.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School commissioners to be held on Tuesday, October 25th, 1955, at 8 o'clock p.m., at the City Hall, 700 Hôtel de Ville Street, St-Hyacinthe.

The School commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St-Hyacinthe, September 30th, 1955.

JACQUES LAFONTAINE,
Secretary-Treasurer.

1695 Girouard Street,
St-Hyacinthe, P.Q. 40795

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE POINTE-À-GATINEAU
(Comté de Hull)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Louis Lamarche, secrétaire-trésorier, B.P. 400, Hôtel de Ville, Pointe-Gatineau, comté de Hull, jusqu'à 7.30 heures p.m., mercredi, le 26 octobre 1955, pour l'achat de $246,500.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Pointe-à-Gatineau, comté de Hull, datées du 1er novembre 1955 et remboursables par séries du 1er novembre 1956 au 1er novembre 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 9 août 1955 — Construction de deux écoles.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $246,500.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er novembre 1956.....	x $55,500.00
1er novembre 1957.....	x 58,000.00
1er novembre 1958.....	x 60,500.00
1er novembre 1959.....	3,000.00
1er novembre 1960.....	3,000.00
1er novembre 1961.....	3,000.00
1er novembre 1962.....	3,500.00
1er novembre 1963.....	3,500.00
1er novembre 1964.....	3,500.00
1er novembre 1965.....	4,000.00
1er novembre 1966.....	4,000.00
1er novembre 1967.....	4,000.00
1er novembre 1968.....	4,500.00
1er novembre 1969.....	4,500.00
1er novembre 1970.....	5,000.00
1er novembre 1971.....	5,000.00
1er novembre 1972.....	5,000.00
1er novembre 1973.....	5,500.00
1er novembre 1974.....	5,500.00
1er novembre 1975.....	6,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $181,050, accordé par le Secrétaire de la province et payable en trois versements de $60,350 chacun, de 1956 à 1958 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Pointe-Gatineau, comté de Hull.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec, à Hull ou à Pointe-Gatineau.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF POINTE-À-GATINEAU
(County of Hull)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Louis Lamarche, Secretary-Treasurer, P.B. 400, City Hall, Pointe-Gatineau, county of Hull, until 7.30 o'clock p.m., Wednesday, October 26th, 1955 for the purchase of an issue of $246,500.00 of bonds of the school commissioners for the municipality of Pointe-à-Gatineau, county of Hull, dated November 1st, 1955 and redeemable serially from November 1st, 1956 to November 1st, 1975 inclusively, with interest at a rate of not less than 3% or more than 4½% per annum, payable semi-annually on May 1st, and November 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan Resolution dated August 9th, 1955 — Erection of two schools.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from November 1st, 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $246,500.00 — 20 years

Year	*Capital*
November 1st, 1956.....	x $55,500.00
November 1st, 1957.....	x 58,000.00
November 1st, 1958.....	x 60,500.00
November 1st, 1959.....	3,000.00
November 1st, 1960.....	3,000.00
November 1st, 1961.....	3,000.00
November 1st, 1962.....	3,500.00
November 1st, 1963.....	3,500.00
November 1st, 1964.....	3,500.00
November 1st, 1965.....	4,000.00
November 1st, 1966.....	4,000.00
November 1st, 1967.....	4,000.00
November 1st, 1968.....	4,500.00
November 1st, 1969.....	4,500.00
November 1st, 1970.....	5,000.00
November 1st, 1971.....	5,000.00
November 1st, 1972.....	5,000.00
November 1st, 1973.....	5,500.00
November 1st, 1974.....	5,500.00
November 1st, 1975.....	6,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $181,050 granted by the Provincial Secretary and payable in three instalments of $60,350, each, from 1956 to 1958 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Pointe-Gatineau, county of Hull.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec, Hull or Pointe-Gatineau.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 26 octobre 1955, à 7.30 heures p.m., en l'école Bruyère, Pointe-Gatineau, comté de Hull.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Pointe-Gatineau, (Comté de Hull), ce 3 octobre 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
LOUIS LAMARCHE.

B.P. 400, Hôtel de Ville,
Pointe-Gatineau,
(Comté de Hull), P. Q. 40796-o

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE ST-SULPICE
(Comté de l'Assomption)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Lucien Gauthier, secrétaire-trésorier, St-Sulpice, comté de l'Assomption, jusqu'à 7 heures p.m., mardi, le 25 octobre 1955, pour l'achat de $82,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Sulpice, comte de l'Assomption, datées du 1er octobre 1955 et remboursables par séries du 1er octobre 1956 au 1er octobre 1970 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 5 juillet 1955 — Construction d'une école de six classes dans l'arrondissement N° 1.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $82,000.00 — 15 ans

Année	*Capital*
1er octobre 1956	x$15,500.00
1er octobre 1957	x 16,500.00
1er octobre 1958	x 17,000.00
1er octobre 1959	2,000.00
1er octobre 1960	2,000.00
1er octobre 1961	2,500.00
1er octobre 1962	2,500.00
1er octobre 1963	2,500.00
1er octobre 1964	2,500.00
1er octobre 1965	3,000.00
1er octobre 1966	3,000.00
1er octobre 1967	3,000.00
1er octobre 1968	3,000.00
1er octobre 1969	3,500.00
1er octobre 1970	3,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $47,180, accordé par le Secrétaire de la province et payable en trois versements dont le premier de $15,726.68 et les deux autres de $15,726.66 chacun, de 1956 à 1958 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Sulpice, comté de l'Assomption.

Le capital et les intérêts sont payables, à la banque dont le nom est mentionné dans la pro-

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Wednesday, October 26th, 1955, at 7.30 o'clock p.m., at Bruyère School, Pointe-Gatineau, county of Hull.

The school commissioners are not bound to accept the highest or any of the tenders.

Pointe-Gatineau, (County of Hull), this October 3rd, 1955.

LOUIS LAMARCHE,
Secretary-Treasurer.

P.B. 400, City Hall,
Pointe-Gatineau,
(County of Hull), P. Q. 40796

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF ST. SULPICE
(County of l'Assomption)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Lucien Gauthier, Secretary-Treasurer, St. Sulpice, county of l'Assomption, until 7 o'clock p.m., Tuesday, October 25th, 1955 for the purchase of an issue of $82,000 of bonds of the School commissioners for the municipality of St. Sulpice, county of l'Assomption, dated October 1st, 1955 and redeemable serially from October 1st, 1956 to October 1st, 1970 inclusively, with interest at a rate of not less than 3% or more than 4½% per annum, payable semi-annually on April 1st, and October 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan Resolution dated July 5th, 1955 — Erection of a six class school in ward No. 1.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from November 1st, 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $82,000.00 — 15 years

Year	*Capital*
October 1st, 1956	x$15,500.00
October 1st, 1957	x 16,500.00
October 1st, 1958	x 17,000.00
October 1st, 1959	2,000.00
October 1st, 1960	2,000.00
October 1st, 1961	2,500.00
October 1st, 1962	2,500.00
October 1st, 1963	2,500.00
October 1st, 1964	2,500.00
October 1st, 1965	3,000.00
October 1st, 1966	3,000.00
October 1st, 1967	3,000.00
October 1st, 1968	3,000.00
October 1st, 1969	3,500.00
October 1st, 1970	3,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $47,180 granted by the Provincial Secretary and payable in three instalments, the first in the amount of $15,726.68 and the two others $15,726.66 each, from 1956 to 1958 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at St. Sulpice, county of l'Assomption.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal,

cédure d'emprunt à Montréal, à Québec, à l'Assomption ou à St-Sulpice, comté de l'Assomption.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 25 octobre 1955, à 7 heures p.m., en la salle publique, St-Sulpice, comté de l'Assomption.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Sulpice, (Comté de l'Assomption), ce 3 octobre 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
LUCIEN GAUTHIER.

St-Sulpice,
(Comté de l'Assomption), P.Q. 40797-o

Quebec, l'Assomption or at St. Sulpice, county of l'Assomption.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School commissioners to be held on October 25th, 1955, at 7 o'clock p.m., in the Public Hall at St. Sulpice, county of l'Assomption.

The School commissioners are not bound to accept the highest or any of the tenders.

St. Sulpice, (County of l'Assomption), this October 3rd, 1955.

LUCIEN GAUTHIER,
Secretary-Treasurer.

St. Sulpice,
(County of l'Assomption), P.Q. 40797

Ventes pour taxes

Province de Québec
District judiciaire de Roberval

—

LA CORPORATION MUNICIPALE
DE SAINT-HENRI-DE-TAILLON

—

Avis public est par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 3 octobre 1955, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, ch. 207) de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la corporation de Saint-Henri-de-Taillon, avec intérêt et frais, et qu'en conséquence, lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle du couvent, VENDREDI le QUATRE NOVEMBRE, 1955, à NEUF heures et TRENTE de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes devenues exigibles le ou avant, le premier septembre 1955, auront été payées avant le moment de la vente.

J.-Auguste Simard.— Un terrain sis et situé en la paroisse de Saint-Henri-de-Taillon, mesurant cent pieds de tous les côtés et borné comme suit: Au nord au chemin entre les rangs un et deux, à l'ouest et au sud au terrain de Armand Hudon, et à l'est, au terrain d'Ernest Lefebvre, soit le lot numéro seize-D, le tout faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro seize-A (P. 16-A) au plan et livre de renvoi officiels pour le premier rang du canton de Taillon, le tout avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Julien Coulombe.— Le lot N° trente-cinq, rang trois, canton Taillon, sauf à distraire le terrain vendu à Duke Price Power Co. Ltd. par acte enrégistré sous le N° 27276.

Donné à Saint-Henri-de-Taillon, le 3 octobre 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
40800-40-2-o ANTONIO SIMARD.

Sales for Taxes

Province of Quebec
Judicial district of Roberval

—

MUNICIPAL CORPORATION
OF SAINT-HENRI-DE-TAILLON

—

Public notice is hereby given that the Municipal Commission of Quebec, by an Order in Council dated October third, 1955, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, chap. 207) to sell the immoveables hereinunder designated to satisfy the payment of taxes in arrear due to the corporation of Saint-Henri-de-Taillon, with interest and costs, and that therefore the said immoveables shall be sold by public auction in the convent hall, FRIDAY, the FOURTH day of NOVEMBER, 1955, at NINE THIRTY o'clock in the forenoon.

However, shall be excluded from the sale the immoveables upon which the taxes are due on or before September first, 1955, if the amount due is paid before the time of sale:

J.-Auguste Simard.— A plot of land located and situated in the parish of Saint-Henri-de-Taillon, measuring one hundred feet on all sides and bounded as follows: on the north by the road between ranges one and two, on the west and on the south, by the land of Armand Hudon, and on the east, on the land of Ernest Lefebvre, that is lot number sixteen-D, the whole forming part of land known and designated under number sixteen-A (P. 16-A) on the official plan and in the book of reference for the first range of the township of Taillon, the whole with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Julien Coulombe.— Lot No. thirty-five, range three, township Taillon, save to withdraw the land sold to Duke Price Power Co. Ltd. by registered deed under No. 27276.

Given at Saint-Henri-de-Taillon, October 3rd, 1955.

ANTONIO SIMARD,
40800-40-2 Secretary-Treasurer.

Province de Québec

CITÉ DE JACQUES-CARTIER

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 27 septembre 1955 a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q., 1941, chapitre 207), de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dus à la corporation de la cité de Jacques-Cartier, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle du conseil, à l'Hôtel de ville, à Jacques-Cartier, le 25 OCTOBRE 1955.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes municipales de l'année mil neuf cent cinquante-quatre (1954) et des années antérieures, auront été payées avant le moment de la vente.

La vente des immeubles décrits dans la deuxième section sera définitive et sans droit de retrait conformément aux dispositions de l'article 74 de la Loi de la Commission municipale de Québec, lesdits immeubles étant des terrains vagues et lots à bâtir d'une évaluation municipale ne dépassant pas mille dollars.

Province of Quebec

CITY OF JACQUES-CARTIER

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission by a decree dated September 27th, 1955, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q., 1941, chapter 207), to sell the immoveables hereinunder described for non-payment of taxation arrears owing to the corporation of the city of Jacques-Cartier, with interest and costs, and that consequently the said immoveables shall be sold by public auction in the council-room, at the City Hall, at Jacques-Cartier, on OCTOBER 25th, 1955.

However, there shall be excluded from the sale, the immoveables on which municipal taxes for the year one thousand nine hundred and fifty-four (1954) and previous years, shall have been paid prior to the date of the sale.

The sale of the immoveables described in section two shall be final without right of redemption, in accordance with the provisions of section 74 of the Quebec Municipal Commission Act, the said immoveables being vacant lands and building lots of a municipal valuation not exceeding one thousand dollars.

PREMIÈRE SECTION

Immeubles sujets au droit de retrait d'un an

SECTION ONE

Immoveables subject to a one-year right of redemption

Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of immoveable
M.-Mr. Georges Girard, prop., 210 Léo, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	11-73, 11-72 (2)
M.-Mr. Clément Patenaude, prop., 185 Jeannette, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	9-55
Mlle-Miss Marielle Moquin, prop., 2418 Bédard, rang-range No 5, Boucherville, P. Qué.	56-305 à-to 307
M.-Mr. Victor Villeneuve, prop., 1871 Saint-Jacques Ouest-St. James West, Montréal-Montreal.	138-310, 311
M.-Mr. Henri Hamel, prop., 921 Victoria, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	138-56
Dame Vianney Gauthier, prop., 1037 Victoria, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	138-½160, 138-161 — la demie du 160 étant le reste du 160 une fois la partie ci-après décrite distraite.— 138-½160, 138-161 — the half of 160 being the residue of 160, once the portion hereinafter described is deducted.
M.-Mr. Alfred Gauthier, prop., 1037 Victoria, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	138-159, 138-½160 — mesurant 12½ pieds de largeur par 90 pieds de profondeur, mesure anglaise et bornée comme suit: en front, par l'avenue Victoria, en arrière par une ruelle, d'un côté par le lot 138-159 et de l'autre côté par le résidu dudit lot numéro 138-160 — 138-159, 138-½160 — measuring 12½ feet in width by 90 feet in depth, English measure and bounded as follows: in front, by Victoria Avenue, in the rear by a lane, on one side by lot 138-159 and on the other side by the residue of said lot number 138-160.
M.-Mr. Rosaire Lamoureux, prop., 705 Mont-Royal Est-East, Montréal-Montreal.	138-59
M.-Mr. Sarto Dubuc, prop., 1158 Harrisson, Montréal-Sud-Montreal-South.	140-389
M.-Mr. Roger Dubuc, prop., 1095 Dorion, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	140-573, 574
M.-Mr. Omer Gilbert, prop., 1170 Dollard, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	141-109 R, 109 S
M.-Mr. Émile Lapointe, prop., 1708 Dollard, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	141-374, P. 375 — 12.7′ par-by 80′ adjacent au-to lot 374.
M.-Mr. Ambroise Frigault, prop., 1071 Marquette, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	316-1, 2

Nom et adresse — Name and address	Description de l'immeuble — Description of immoveable
M.-Mr. Guy-F. Dubuc, prop., 1300 boul.-blvd Rainville, Montréal-Sud-Montreal-South.	142-177
M.-Mr. Guy-F. Dubuc, prop., 1300 boul.-blvd Rainville, Montréal Sud-Montreal South.	142-115
M.-Mr. E. Frigault, prom.-acquéreur-purchaser, 1036 Marquette, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	
M.-Mr. J.-B.-Alfred Bouchard, prop., Hemmingford, P. Qué.	142-74, P. 71 — mesurant 15′ par 100′, bornée par le 74 et P. 71; le frontage par la rue; le S.O. par le lot 72; le S.E. par P. 71. — 142-74, P. 71 — measuring 15′ by 100′, bounded by 74 and P. 71; in front by the street; S. W. by lot 72; S. E. by P. 71.
Mme-Mrs. Joseph Boudreault, prom.-acquéreur-purchaser, 1216 Marquette, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	
M.-Mr. Jean-Baptiste Coupal, prop., 967 Ste-Hélène, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	143-461, 460
M.-Mr. J.-Albert Levesque, prop., 1613 Ste-Hélène, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	144-50 à-to 53
Dame Larivière-Lalime, prop., McMasterville, P. Qué.	145-153, P. 152 — avec maison portant le numéro civique 1630 Papineau, Ville de Jacques-Cartier. — 145-153, P. 152 — with house bearing civic number 1630 Papineau, Town of Jacques-Cartier.
M.-Mr. Joseph Goyette, prop., 1293 Lasalle, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	146-872, 873
M.-Mr. Harold Jones, prop., 1534 Lasalle, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	146-851, 852
M.-Mr. Raymond McIntyre, prop., 1573 Lafayette, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	146-767 à-to 770
Dame Hélène Parent-Dubuc, prop., 1095 Dorion, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	146-486 à-to 484
M.-Mr. Roland Izéard, prop., 1596 Lafayette, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	146-471 à-to 478
M.-Mr. Jean-Paul Robitaille, prop., 1124 Verchères, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	147-281 à-to 283
M.-Mr. Ant.-Jacques Giroux, prop., 1064 Emma, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	140-229
M.-Mr. Henry Darbysson, prop., 1064 Albanie, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	143-160, 161
M.-Mr. S. Lubell, prop., 445 Harris, Ville de-Town of St-Laurent, P. Qué.	146-887, 888
M.-Mr. Adélard Bélanger, prop., 1252 Green, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	146-700, 699
M.-Mr. Guy-F. Dubuc, prop., 1300 boul.-blvd Rainville, Montréal Sud-Montreal South.	140-535, 536, P. 534 — à distraire des lots numéros 534 et 535 les parties vendues suivant acte enregistré sous le numéro 140696. — 140-535, 536, P. 534 — to be deducted from lots number 534 and 535 those parts sold according to registered deed number 140696.
M.-Mr. Roland Grand-Maison, prom.-acquéreur-purchaser, 1571 Marquette, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	
Dame Germaine Hum-Sanche, prop., 8416 boul.-blvd St-Michel, Ville de-Town of St-Michel, P. Qué.	159-538
M.-Mr. Michel Diorio, prop., 187 Verchères, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	159-683 à-to 686
Dame Emma Tousignant, prop., 735 boul.-blvd Taschereau, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	159-688
M.-Mr. Gabriel Mathias, prop., 186 Rouville, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	159-568
M.-Mr. Peter Kaslaukas, prop., 8019 De l'Épée, Montréal.	160-421
M.-Mr. Marcel Pilon, prop., 958 Verchères, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	159-969, 970
M.-Mr. Roger Dubuc, prop., 1095 Dorion, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	140-895
M.-Mr. Guy-F. Dubuc, prop., 1300 boul.-blvd Rainville, Montréal Sud-Montreal South.	140-1207 à-to 1209
M.-Mr. Jean Saracosa, prop., 2009 Westgate, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23	141-599 G, 599 H. 140-1087, 1088.
M.-Mr. Guy-F. Dubuc, prop., 1300 Boul. Rainville, Montréal-Sud-Montreal-South.	141-854 à-to 856.
Mme-Mrs. Gaudias Simard-Boulard, prop., 1770 Westgate, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	141-457, 456.
M.-Mr. Alfred Turcotte, prop., 1954 Marquette, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	142-566, 567.
M.-Mr. Arsène Harnois, prop., 1981 Cartier, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	142-599.
Mme-Mrs. Emma Tousignant, prop., 735 Boul. Taschereau, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	142-603, 604.
M.-Mr. François Rozon, prop., 2110 Cartier, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	142-732.
M.-Mr. Roger Parent, prop., 2131 St-Georges, Ville-de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	143-1088, P. 1087 — à distraire du lot 1087 la partie vendue suivant acte de vente enregistré sous le numéro 119204. — 143-1088, P. 1087 — have and except, with reference to lot 1087, that part sold according to deed of sale registered under number 119204.
M.-Mr. Gustave Parent, prop., 2272 St-Georges, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	143-1248, 1249.
M.-Mr. William Thinel, prop., 2272 Ste-Catherine Est-St. Catherine East, Montréal.	144-508. 143-1278.

Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of immoveable
M.-Mr. Fernand-L. Bombardier, prom.-acquéreur-purchaser, 2301 Préfontaine, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	
M.-Mr. Georges-Yvon Groulx, prop., 1945 Ste-Hélène, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	144 -298 à-to 300.
M.-Mr. Marcel Cousineau, prop., 1967 Ste-Hélène, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	144-304, 305.
Mme-Mrs. Emma Tousignant, prop., 735 Boul. Taschereau, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	145-1129.
M.-Mr. René Charron, prop., 2210 St-Georges, Ville de-Town of Lemoyne, P. Qué.	145-234 à-to 236.
Mme-Mrs. Hélène Parent-Dubuc, prop., 1158 Harrisson, Montréal-Sud-Montreal-South.	148-P. 175, P. 176 — à distraire la partie vendue à la Province de Québec pour la construction du boulevard Taschereau.— 148-P. 175, P. 176 — save and except that part sold to the Province of Quebec for the building of Taschereau Boulevard.
M.-Mr. A. Sauriol, prop., 2881 Chemin-Road Chambly, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	143-981, 982.
M.-Mr. Guy-F. Dubuc, prop., 1300 Boul. Rainville, Montréal-Sud-Montreal-South.	140-1136, 1137.
M.-Mr. Marius Raymond, prop., a/s du notaire M. Henri Gagnon-c/o Mr. Henri Gagnon, Notary, 815 Duluth Est-East, Montréal.	91-234, 235.
M.-Mr. Marius Raymond, prop., a/s du notaire M. Henri Gagnon-c/o Mr. Henri Gagnon, Notary, 815 Duluth Est-East, Montréal.	93-P. 86 avec bâtisse portant le numéro civique 29 Sacré-Cœur, Ville de Jacques-Cartier.— 93-P. 86 with building bearing civic number 29 Sacré Cœur, Town of Jacques Cartier.
Home Mortgage & Acceptance Corp., 414 rue St-Jacques, ouest-St. James St. West, Montréal.	133-747 à-to 752.
M.-Mr. Evangéliste Thibault, prop., 2396 Victoria, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	131-246, 245.
M.-Mr. Joseph Isganaistie, prop., 95 Leblanc Est-East, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	84-150.
M.-Mr. J.-N.-B. Lamarre, prop., 1501 Chemin-Road Chambly, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	85-27 à-to 29.
M.-Mr. Antonio Mercille, prom.-acquéreur-purchaser, 159 Barthélemy, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	
M.-Mr. J.-N.-B. Lamarre, prop., 1501 Chemin-Road Chambly, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	85-304 à-to 306.
M.-Mr. Stanley Alexandrowiez, prom.-acquéreur-purchaser, 518 Barthélemy, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	
M.-Mr. Alexandre Beauchemin, prop., 598 Barthélemy, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	64-753 à-to 755.
M.-Mr. J.-N.-B. Lamarre, prop., 1501 Chemin-Road Chambly, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	85-475, 476, 477.
M.-Mr. Maurice Niquette, prom.-acquéreur-purchaser, 320 Briggs Est-East, Ville de-Town of Jacques-Cqrtier, Montréal 23.	
M.-Mr. J.-N.-B. Lamarre, prop., 1501 Chemin-Road Chambly, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	85-478, 479.
M.-Mr. Donat Letarte, prom.-acquéreur-purchaser, 332 Briggs Est-East, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	
M.-Mr. J.-N.-B. Lamarre, prop., 1501 Chemin-Road Chambly, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	85-484, 485.
M.-Mr. Fernand Dalphond, prom.-acquéreur-purchaser, 364 Briggs Est-East, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	
M.-Mr. J.-N.-B. Lamarre, prop., 1501 Chemin-Road Chambly, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	85-498, 499.
M.-Mr. Benoit Bouffard, prom.-acquéreur-purchaser, 464 Briggs Est-East, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	
M.-Mr. Albéric Cartier, prop., 111 Rougemont, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	P. 1285, P. 1286 — deux parties adjacentes mesurant en tout 33′ x 118.5′, mesure anglaise, avec bâtisse portant le numéro civique 111 rue Rougemont, Ville de Jacques-Cartier, P. Qué.— P. 1285, P. 1286 — two adjacent parts measuring in all 33′ x 118.5′, English measure, with building bearing civic number 111 Rougemont Street, Town of Jacques Cartier, P. Que.
M.-Mr. J.-Ernest Marcoux, prop., Brosseau Station (Co. de Laprairie) P. Q.	86-1053, 1052.
M.-Mr. Edouard Larivière, prom.-acquéreur-purchaser, 210 Wolfe, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	
M.-Mr. Adrien Ménard, prop., 75 Champagne, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	86-1010 à-to 1012.
M.-Mr. Evangéliste Harnois, prop., 207 Champagne, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	86-1030 à-to 1033.
M.-Mr. Albert Baron, prop., 559 Brault, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	86-626 à-to 628.
M.-Mr. Victor Leclerc, prop., 503 St-Michel, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	85-325 à-to 327.

Nom et adresse — Name and address	Description de l'immeuble — Description of immoveable
M.-Mr. Jean-Marie Bouchard, prop., 1215 St-Alexandre, Ville de-Town Jacques-Cartier, Montréal 23.	85-162, P. 163 — mesurant 15 pi. de frontage et 90 pi de profondeur, avec bâtisses portant les numéros civiques 1215, 1219 St-Alexandre, Ville de Jacques-Cartier. — 85-162, P. 163 — measuring 15 ft. in frontage and 90 ft. in depth, with buildings bearing civic numbers 1215, 1219 St. Alexander, Town of Jacques Cartier.
M.-Mr. A. Sauriol, prop., 2281 Chemin-Road Chambly, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	133-251, 252.
M.-Mr. Hormisdas Houle, prop., 349 Briggs Ouest-West, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	134-77, 78
Mlle-Miss Marie-Rose Latour, prop., 4393 St-Urbain, Montréal.	135-323, 322
M.-Mr. Guy-F. Dubuc, prop., 1300 boul.-blvd Rainville, Montréal Sud-Montreal South.	135-316, 315
M.-Mr. Irenée Béland, prom.-acquéreur-purchaser, 1544 McGill, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	
M.-Mr. Philippe Dupuis, prop., 1596 Labonté, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	136-219, 218
M.-Mr. Herman Simard, prop., 1280 Montarville, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	137-35, 36
M.-Mr. Armand Thiffault, prop., 119 Leblanc, Ouest-Ouest-West, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	133-221, 215, 214
Dame Belzélia Comtois-Guimond, prop., 240 Briggs Ouest-West, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	133-265, 264
M.-Mr. Vianney Brisebois, prop., 551 Front, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	137-176, P. 177 — à distraire du lot numéro 177, la partie vendue à M. Rodrigue Campeau, suivant acte enregistré sous le numéro 124273. — 137-176, P. 177 — save to be deducted from lot number 177, that part sold to Mr. Rodrigue Campeau, according to registered deed being number 124273

Addenda

M.-Mr. J.-René Labelle, prop., 110 King George, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	91-178 à-to 180 92-108 à-to 110
M.-Mr. A. Sauriol, prop., 2281 Chemin-Road Chambly, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	132-118, 119
M.-Mr. Lucien Dagenais, prom.-acquéreur-purchaser, 2020 Chemin-Road Chambly, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	
Sheiners Inc., 414 St-Jacques ouest-west, Montréal.	133-550
MM.-Messrs. Guy-F. Dubuc & Firmin Langlais, prop., 1300 boul.-blvd Rainville, Montréal Sud-Montreal South.	135-21

DEUXIÈME SECTION
Immeubles non-sujets au droit de retrait

SECTION TWO
Immoveables not subjected to the right of redemption

M.-Mr. Wilfrid Arcand, prop., adresse inconnue-unknown address.	34-251
M.-Mr. Joseph Landry, prop., adresse inconnue-unknown address.	34-244 à-to 241
M.-Mr. Louis Marchand, prop., adresse inconnue-unknown address.	34-472
M.-Mr. Hormisdas Lavigueur, prop., adresse inconnue-unknown address.	34-562
Mme-Mrs. Amelia Delvin, épouse de-wife of L. E. Bentley, prop., adresse inconnue-unknown address.	34-80, 79
M.-Mr. J. E. Campbell, prop., adresse inconnue-unknown address.	34-76
Mlle-Miss Nellie D. Landry, prop., adresse inconnue-unknown address.	34-237, 236
M.-Mr. Bernard Cohen, prop., adresse inconnue-unknown address.	34-196
M.-Mr. J. E. Campbell, prop., adresse inconnue-unknown address.	34-167, 166
M.-Mr. J. H. Merchant, prop., Chemin-Road Drummond, Sherbrooke, P.Q.	27-1491
M.-Mr. Herbert Kane, prop., adresse inconnue-unknown address.	27-358 à-to 362
M.-Mr. John Olson, prop., adresse inconnue-unknown address.	27-375 à-to 379
M.-Mr. B. A. Wharton & Edna Wharton, prop., adresse inconnue-unknown address.	27-1509, 1508
Mme-Mrs. Sarah Russell, prop., adresse inconnue-unknown address.	27-1102
M.-Mr. Thomas Vicary et épouse de feu-and wife of late Sims, prop., a/s-c/o Mme-Mrs. Kate Vicary, adresse inconnue-unknown address.	27-605, 604
M.-Mr. Alex. Morrisson, prop., adresse inconnue-unknown address.	27-316
Mme-Mrs. F.-M. Lafontaine-Barrière, prop., adresse inconnue-unknown address.	27-1502, 1503
M.-Mr. Clément Patenaude, prop., 185 Jeannette, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	9-69

Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of immoveable
M.-Mr. Frank Larivière, prop., 16 Court St., Laconia, N.H., U.S.A.	66-111
M.-Mr. John Goodfellow, prop., 1185 Mountain, Montreal.	64-621
M.-Mr. Joseph Williams, prop., a/s-c/o M.-Mr. J. L. Williams, McMasterville, P.Q.	64-633 à-to 635
M.-Mr. Edward Miles, prop., adresse inconnue-unknown address.	64-668
Mme-Mrs. Rosa Francis, épouse de-wife of W. C. Bradley, prop., 345 Desaulniers, St-Lambert, P.Q.	64-693
Mme-Mrs. Ernest Piercy, prop., adresse inconnue-unknown address.	66-233
Mme-Mrs. Alice Gareau, adresse inconnue-unknown address.	66-330, 329
Mme-Mrs. Alice Gareau, prop., veuve de-widow of MM.-Messrs. J. Brais et-and Roméo Daigle, adresse inconnue-unknown address.	66-326
Mme-Mrs. Alice Gareau, prop., veuve de-widow of MM.-Messrs. J. Brais et-and Roméo Daigle, adresse inconnue-unknown address.	66-287 à-to 289
Mme-Mrs. Alice Gareau, prop., veuve de-widow of MM.-Messrs. J. Brais et-and Roméo Daigle, adresse inconnue-unknown address.	66-291, 292
M.-Mr. Albert Williams, prop., adresse inconnue-unknown address.	21-101, 100 27-44A, 43A
Mme-Mrs. Véronica Onoschicka-Czaja, prop., 955 Gibbon, Montréal.	27-40 A, -41 A, -42 A 21-99 à-to 97
Mme-Mrs. Sophia Dearnely, veuve de-widow of George H. Meats, prop., adresse inconnue-unknown address.	21-293, 294
M.-Mr. A. M. Wilson, prop., adresse inconnue-unknown address.	69-29
M.-Mr. Harold Lande & Mme-Mrs. Erna Bernstein, prop., 2165 Chemin Neuf, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	56-54, 55
M.-Mr. J. H. Hoffman, prop., B.P.-Box 457, Farnham, P.Q.	56-536
M.-Mr. Georges-E. Cossette, prop., 301 St-Jacques, Longueuil, P. Qué.	56-23, 22.
M.-Mr. Jean-Paul Dandurant, prom-acquéreur-purchaser, 2435 Lincourt, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	
M.-Mr. Arthur B. Thomas, a/s-c/o N. S. P. Rockhead, prop., 334 Birch Ave, St-Lambert, P. Q.	140-168, 169.
M.-Mr. Arthur B. Thomas, a/s-c/o N. S. P. Rockhead, prop., 334 Birch Ave, St-Lambert, P. Q.	140-170, 171.
M.-Mr. Roger Dubuc, prop., 1095 Dorion, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	140-122.
M.-Mr. René Ménard, prom.-acquéreur-purchaser, 1154 Ste-Hélène, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	
M.-Mr. Jordan S. Tucker, a/s-c/o M.-Mr. A. Tucker, prop., 4327 Beaconsfield, N. D. G., Montréal.	140-462 à-to 465.
Abraham Tucker Succ.-Estate, prop., 4327 Beaconsfield, N. D. G., Montréal.	140-468.
M.-Mr. Eric Tucker, prop., 22 Bellwood, Ottawa, Ont.	140-619, 620.
M.-Mr. Rosaire, Lalonde, prop., 1590 Joliette, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	140-506, 507.
M.-Mr. Edward Flynn, prop., 316 Slater St., Chesterville Ont.	140-345 à-to 348.
M.-Mr. Sarto Dubuc, prop., 1158 Harrisson, Montréal-Sud-South.	140-389.
Mme-Mrs. A. J. Jackson, prop., 10 St-Charles St., Aylmer, Ont.	141-258 à-to 260. 140-744, 745.
M.-Mr. Guy-F. Dubuc, prop., 1300 Boul. Rainville, Montréal-Sud-South.	142-120.
Mme-Mrs Annie Pellett, veuve de-widow of Fred. George Hill, prop., 398 B, Ash Ave., Montreal.	140-309.
M.-Mr. Guy-F. Dubuc, prop., 1300 Boul. Rainville, Montréal-Sud-South.	140-703, 704.
M.-Mr. Paul-Emile Benoit, prop., 373 Boul. Rainville, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	159-746, 747.
M.-Mr. A. L. Bradley, prop., 4958 Trenholme, Montréal.	159-511, 510.
M.-Mr. Guy-F. Dubuc, prop., 1300 Boul. Rainville, Montréal-Sud-South.	140-1254.
M.-Mr. Guy-F. Dubuc, prop., 1300 Boul. Rainville, Montréal-Sud-South.	140-1259 à-to 1267.
M.-Mr. Sarto Dubuc, prop., 1158 Harrisson, Montréa-Sud-South.	140-894.
M.-Mr. Guy-F. Dubuc, prop., 1300 Boul. Rainville, Montréal-Sud-South.	140-1355.
M.-Mr. Guy-F. Dubuc, prop., 1300 Boul. Rainville, Montréal-Sud-South.	140-1359, 1360.
M.-Mr. Guy-F. Dubuc, prop., 1300 Boul. Rainville, Montréal-Sud-South.	140-1361 à-to 1364.
M.-Mr. Guy-F. Dubuc, prop., 1300 Boul. Rainville, Montréal-Sud-South.	141-596, 597. 140-1077, 1078.
M.-Mr. Paul Leblanc, prop., 62A Jogues, Wrightville, P. Qué.	141-847 à-to 849.
M.-Mr. Guy-F. Dubuc, prop., 1300 Boul. Rainville, Montréal-Sud-South.	141-787, 788.
M.-Mr. Sylva Paradis, prop., 4873 Notre-Dame Ouest-West, Montréal.	141-487 à-to 489.

Nom et adresse — Name and address	Description de l'immeuble — Description of immoveable
M.-Mr. Phil. Goulet, prop., 1141 Bleury, App. 11, Montréal.	141-646, 647.
M.-Mr. Roger Dubuc, prop., 1095 Dorion, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	141-655, 656.
M.-Mr. Adwin Abbott, prop., 354 Dulwich, St-Lamber, P. Qué.	141-657, 658.
M.-Mr. Roger Dubuc, prop., 1095 Dorion, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	141-696, 697.
M.-Mr. Jean-Paul Robert, prop., 917 St-Georges, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	141-710.
M.-Mr. Paul-Emile Bordeleau, prop., & Dame Philomène Nobert-Bordeleau, 4337 Rouen, Montréal.	142-558.
Mme-Mrs. Emma Tousignant, prop., 735 Boul. Taschereau, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	142-502.
M.-Mr. Leslie Brown, prop., 2667 Hyde, Montréal.	142-593.
M.-Mr. Rupert Belgrave, prop., Adresse inconnue-Unknown address.	142-588.
M.-Mr. P. P. Hasler, prop., 2443 Cartier, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	142-903 à-to 906.
M.-Mr. Alfred H. Smith, prop., 1519, 15e rue-15th Street, San Pedro, Cal. U.S.A.	142-907.
M.-Mr. Georges Vinette, prop., 1220 Montarville, Ville of-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	142-721, 722. 143-1048, 1049.
Mme-Mrs. Armandine Cartier, prop., 252 Ontario Est-East, Montréal.	143-1524. 144-757.
Mme-Mrs. Emma Tousignant, prop., 735 Boul. Taschereau, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	146-263, 262.
M.-Mr. Guy-F. Dubuc, prop., 1300 Boul. Rainville, Montréal-Sud-South.	148-228.
City & District Land Dev. Inc., prop., 1300 Boul. Rainville, Montréal-Sud-South.	148-451.
M.-Mr. Guy-F. Dubuc, prop., 1300 Boul. Rainville, Montréal-Sud-South.	148-293, 294.
St-Lamber Realties, prop., Adresse inconnue-Unknown Address.	150, P. 219 — à distraire la partie vendue suivant acte enregistré sous le numéro 69472.— 150, P. 219 — save to deduct that part sold according to registered deed bearing number 69472.
St-Lamber Realties, prop., Adresse inconnue-Unknown Address.	150, P. 387, P. 388 — à distraire les parties vendues suivant acte enregistré sous le numéro 69472. suivant acte enregistré sous le numéro 69472.— 150, P. 387, P. 388 — save to deduct those parts sold according to registered deed bearing number 69472.
St-Lamber Realties, prop., Adresse inconnue-Unknown Address.	150, P. 391 — à distraire la partie vendue suivant acte enregistré sou le numéro 69472.— 150, P. 391 — save to deduct that part sold according registered deed bearing number 69472.
M.-Mr. Guy-F. Dubuc, prop., 1300 boul.-blvd Rainville, Montréal Sud-South.	140-1028 à-to 1030
M.-Mr. Louis Levesque, prop., 1472 Ville-Marie, Montréal.	145-440, 441
M.-Mr. Guy-F. Dubuc, prop., 1300 boul.-blvd Rainville, Montréal Sud-South.	140-1131 à-to 1133
M.-Mr. Théodore Ferris, prop., 5551 Place Basile Patenaude, Rosemont, Montréal.	141-819 à-to 821
M.-Mr. Archie Harrisson, prop., Chesterville, Ont.	141-828 140-1345
M.-Mr. Jos. Smieska, a/s-c/o E. Bronik, prop., 192 De Vienne, Montréal.	91-315 à-to 317
M.-Mr. A. Sauriol, prop., 2281 Chemin-Road Chambly, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	91-244
M.-Mr. Mayer Goldenberg, prop., 149 Russell, Ottawa, Ont.	91-242
M.-Mr. Pardo Carmin Timperio, prop., 407 King Georges, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	91-232 à-to 230
M.-Mr. Arthur Lacroix, prop., 10 St-Laurent, Longueuil, P.Q.	91-229, 228
Mme-Mrs. Thérèse Bélair-Daudelin, prop., 2034 Dezery, Hochelaga, Montréal.	91-343 à-to 341
Mme-Mrs. Louisa Foster, prop., 441 Notre-Dame Est-East, Montréal.	91-80 92-18
Mme-Mrs. Emma Tousignant, prop., 735 boul.-blvd Taschereau, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	91-187 92-117
Mme-Mrs. vve-wid. Thérèse Morrissette, prop., 3801 Moncelet, Montréal Nord-North.	92-349
M.-Mr. Marc-André Duclos, prop., restaurateur, restaurant-keeper, Croydon, P.Q.	93-138, 139
M.-Mr. Guy-F. Dubuc, prop., 1300 boul.-blvd Rainville, Montréal Sud-South.	135-27, 26
M.-Mr. William C. Winfray; prop., adresse inconnue-unknown address.	135-110
M.-Mr. Josaphat Potvin, prop., St-Jacques-le-Mineur, Comté de-county of Napierville, P.Q.	130-70 à-to 68
M.-Mr. Clément Boileau, prop., adresse inconnue-unknown address.	131-114, 115
M.-Mr. Alphonse Larivée, prop., 524, 10e-10th Avenue, Pte-aux-Trembles, Montréal.	131-322 à-to 324
M.-Mr. Alphonse Larivée, prop., 524, 10e-10th Avenue, Pte-aux-Trembles, Montréal.	131-395, 394
M.-Mr. Alphonse Larivée, prop., 524, 10e-10th Avenue, Pte-aux-Trembles, Montréal.	131-391 à-to 393
M.-Mr. William Ruggles, 6848 Delanaudière, Montréal.	133-689

Nom et adresse — Name and address	Description de l'immeuble — Description of immoveable
M.-Mr. Alphonse Larivée, prop., 524, 10e-10th Avenue, Pte-aux-Trembles, Montréal.	131-375 à-to 378
M.-Mr. J.-N.-B. Lamarre, prop., 1501 Chemin-Road Chambly, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	85-297
M.-Mr. J.-N.-B. Lamarre, prop., 1501 Chemin-Road Chambly, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	85-225, 226
M.-Mr. Victor Leclerc, prop., 503 St-Michel, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	85-324
M.-Mr. J.-N.-B. Lamarre, prop., 1501 Chemin-Road Chambly, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	85-473, 474
M.-Mr. J.-N.-B. Lamarre, prop., 1501 Chemin-Road Chambly, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	85-500
M.-Mr. Hervé Limoges, prop., 3474 Dorion, Montréal.	86-1631
M.-Mr. Harold Patrick Perks, prop., 86 rue Longueuil St., Longueuil, P.Q.	86-1572, 1571
M.-Mr. Adrien Ménard, prop., 75 Champagne, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	86-1076 à-to 1074
Highland Gardens Ltd., prop., adresse inconnue-unknown address.	86-994, 993
M.-Mr. Michel Beaudin, prop., 1393 St-Thomas, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	133-52, P. 54 — à distraire du lot numéro 54, la partie vendue à Michel Sauriol; le tout appert à l'acte enregistré sous le numéro 117877. — 133-52, P. 54 — to deduct from lot number 54, that part sold to Michel Sauriol; all of which appearing in registered deed bearing number 117877.
M.-Mr. Guy-F. Dubuc, prop., 1300 boul.-blvd Rainville, Montréal Sud-South.	135-228
M.-Mr. Wilfrid Brammall, prop., 567 Magdelene St., Montreal.	135-223
Mme-Mrs. L. Esther Cowel, prop., 288 Guilmore, Ottawa, Ont.	135-311, 312
M.-Mr. Philippe Dupuis, prop., 1596 Labonté, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	136-217
M.-Mr. Wilfrid Nobert, prop.	135- P. 296 — à distraire la partie vendue à John Adams, suivant acte enregistré sous le numéro 128510. — 135- P. 296 — save and except that part sold to John Adams, according to registered deed bearing number 128510.
M.-Mr. Benjamin Sobiloff, prop., adresse inconnue-unknown address.	27-1585, 1586
Mme-Mrs. Emma Tousignant, prop., 735 boul.-blvd Taschereau, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	146-263, 262
MM.-Messrs. Guy-F. Dubuc & Firmin Langlais, prop., 1300 boul.-blvd Rainville, Montréal Sud-South.	135- P. 15, le sud-est — south-east.
MM.-Messrs. Guy-F. Dubuc & Firmin Langlais, prop., 1300 boul.-blvd Rainville, Montréal Sud-South.	135- P. 15, le nord-ouest — north-west.
M.-Mr. S. Reinblatt, prop., 359 rue St-Jacques-St. James St., Ouest-West, Montréal.	131-27
M.-Mr. Paul Bouchard, prop., 265 St-Charles, Longueuil, P.Q.	135-280
MM.-Messrs. Guy-F. Dubuc & Firmin Langlais, prop., 1300 boul.-blvd Rainville, Montréal Sud-South.	135-24

Lesdits lots et parties de lots sont du cadastre officiel de la paroisse Saint-Antoine de Longueuil.

Ils seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y a lieu, sujets à tous les droits acquis de la cité de Jacques-Cartier et à toutes servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes pouvant les affecter.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette aux dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Jacques-Cartier, ce 27ème jour de septembre 1955.

L'Officier en charge de la vente,
G.-E. DION.

40762-39-2-o

The said lots and parts of lots are of the official cadastre of the parish of St. Antoine de Longueuil.

They shall be sold with buildings erected thereon, circumstances and dependencies, if necessary, subject to all the acquired rights of the city of Jacques-Cartier and any servitudes both active and passive, apparent or unapparent which may affect them.

The purchase price of said immoveables shall be payable immediately.

The sale, moreover, shall be subject to the provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Jacques-Cartier, this 27th day of September, 1955.

G.-E. DION,
Officer in charge of the sale.

40762-39-2-o

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES ET HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUCE

Fieri Facias de Terris

Cour du Magistrat — District de Beauce

St-Joseph de Beauce, à savoir: N° 23,226. } ALYRE GOSSELIN de St-Léon de Standon, comté de Dorchester, contre ÉMILIEN PELCHAT de St-Luc, comté de Dorchester, à savoir: partie du lot 842, rang 7 canton Standon ainsi que les bâtisses y dessus construites, tel que le tout est actuellement avec les servitudes actives et passives, sans exception ni réserve.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de St-Luc, le QUATRIÈME jour de NOVEMBRE prochain à DIX heures et DEMIE du matin.

Le Shérif,
J. S. POULIOT.

Bureau du Shérif,
St-Joseph de Beauce, 20 septembre 1955.

[Première insertion: 24 septembre 1955]
[Seconde insertion: 8 octobre 1955]

40710-38-2-o

Fieri Facias de Bonis

Cour du Magistrat — District de Beauce

St-Joseph de Beauce, à savoir: N° 23,332 } ROBERT GOSSELIN, marchand de St-Luc, comté de Dorchester, contre ROLAND POULIN de St-Luc, comté de Dorchester, à savoir: le lot N° 698 rang 5 du canton de Standon ainsi que les améliorations sur ledit lot ainsi que les bâtisses y dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de St-Luc, le QUATRIÈME jour de NOVEMBRE prochain à DIX heures du matin.

Le Shérif,
J. S. POULIOT.

Bureau du Shérif,
St-Joseph de Beauce, 20 septembre 1955.

[Première insertion: 24 septembre 1955]
[Seconde insertion: 8 octobre 1955]

40711-38-2-o

BEDFORD

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Cour de Magistrat, N° 9481 } BERNARD LÉGARÉ, avocat résidant et domicilié au N° 180 de la rue Empire en la cité de Granby district de Bedford, demandeur, vs RAYMOND AVERY, cultivateur, anciennement de West-Brome, district de Bedford, et maintenant de domicile inconnu, défendeur.

Comme appartenant au défendeur.

"Un terrain connu et désigné, aux plans et livre de renvoi officiels, du cadastre du canton de Brome, comme étant une partie du lot originaire numéro quatre cent trente-huit (438), borné comme suit:

Partant du coin sud-ouest dudit lot numéro quatre cent trente-huit (438) et de là allant vers le nord, suivant la ligne ouest, sur une distance de trente et une perches (31). De là, dans une direction est d'une ligne parallèle à la ligne sud jusqu'à ce qu'elle rencontre la ligne ouest du chemin public conduisant à West-Brome; de là, dans une direction sud-ouest suivant l'accotement du chemin vers la ligne sud dudit lot; de là, dans une direction sud suivant la ligne sud vers le point de départ. Borné au nord par le résidu dudit lot, à l'est par le chemin public, au sud par le lot numéro quatre cent-trente (430)

BEAUCE

Fieri Facias de Terris

Magistrate's Court — District of Beauce

St-Joseph of Beauce, to wit: No. 23,226. } ALYRE GOSSELIN, of St-Léon of Standon, county of Dorchester, against ÉMILIEN PELCHAT of St-Luc, county of Dorchester, to wit: part of lot 842, range 7, township Standon, as well as the buildings thereon erected, as the whole now stands, with the servitudes, active and passive, without exception nor reserve.

To be sold at the door of the parochial church door in the parish of St-Luc, on the FOURTH day of NOVEMBER next, at HALF-PAST TEN o'clock in the forenoon.

J. S. POULIOT,
Sheriff.

Sheriff's Office,
St-Joseph of Beauce, September 20th, 1955.

[First insertion: September 24th, 1955]
[Second insertion: October 8th, 1955]

40710-38-2

Fieri Facias de Bonis

Magistrate's Court — District of Beauce

St-Joseph of Beauce, to wit: No. 23,332 } ROBERT GOSSELIN, merchant of St-Luc, county of Dorchester, against ROLLAND POULIN of St-Luc, county of Dorchester, to wit: Lot No. 698, range 5, township of Standon, as well as the improvements on the said lot also the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door in the parish of St-Luc, on the FOURTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. S. POULIOT,
Sheriff.

Sheriff's Office,
St-Joseph of Beauce, September 20th, 1955.

[First insertion: September 24th, 1955]
[Second insertion: October 8th, 1955]

40711-38-2

BEDFORD

Canada — Province of Quebec
District of Bedford

Magistrate's Court, No. 9481 } BERNARD LÉGARÉ, lawyer residing and domiciled at No. 180, Empire Street, city of Granby, district of Bedford, plaintiff, vs RAYMOND AVERY, farmer, formerly of West-Brome, district of Bedford, now of unknown address, defendant.

As belonging to the defendant.

"A lot of land known and designated, on the official plan and book of reference of the cadastre of the township of Brome, as being part of the original lot number four hundred and thirty-eight (438), bounded as follows:

Commencing at the south west corner of sait lot number four hundred and thirty-eight (438) and thence running northernly following the west line, a distance of thirty-one rods (31). Then in an easterly direction of a line parrallel with the south line till it strikes the westernly side of the public road leading to west-Brome; thence in a south-westerly direction following the roadside, to the south line of the said lot; thence in a westerly direction along the south line to the starting point. Bonded on the north by the remainder of the same lot, on the east by the public road, on the south by lot number

et à l'ouest par le lot numéro quatre cent trente-neuf (439) avec les bâtisses et améliorations dessus érigées;"

Pour être vendu à la porte de l'église catholique St-Édouard à Knowlton, Qué. district de Bedford, MERCREDI le NEUF NOVEMBRE 1955 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, A. ST. MARTIN.
Palais de Justice,
Sweetsburg, Qué., ce 3 octobre 1955.
40802-40-2

four hundred and thirty (430) and on the west by lot number four hundred and thirty-nine (439) with the buildings and improvements thereon;"

To be sold at the catholic church door of St-Édouard, at Knowlton, Que., district of Bedford, WEDNESDAY NOVEMBER NINE, 1955, at TEN o'clock in the forenoon.

A. ST. MARTIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Court House,
Sweetsburg, Qué., October 3rd, 1955.
40802-40-2

IBERVILLE

Canada — Province de Québec
District d'Iberville

Cour Supérieure, N° 7932. HERVÉ JANELLE, commerçant de la paroisse de St-Cyprien de Napierville, district d'Iberville, demandeur, vs GRÉGOIRE DEXTRAZE, d'Iberville, district d'Iberville, défendeur.

Comme appartenant au défendeur;

"Un terrain situé en la paroisse de Ste-Anne de Sabrevois, mesurant cinquante (50) pieds anglais de largeur, le long du rang St-Louis, par cent (100) pieds anglais de profondeur, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro cent quinze (115) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Georges d'Henryville, ce terrain est aussi borné en front à l'ouest par le rang St-Louis, en profondeur, à l'est et au sud par le reste dudit lot appartenant à M. Jean Tougas, ou représentant; et au nord, par une partie dudit lot appartenant à M. S. Mercier; avec bâtisses dessus construites."

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Anne de Sabrevois, JEUDI le VINGTIÈME jour d'OCTOBRE 1955, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, RICHARD MERCIER.
Saint-Jean, le 12 septembre 1955. 40647-37-2-o

IBERVILLE

Canada — Province of Quebec
District of Iberville

Superior Court, No. 7932. HERVÉ JANELLE, dealer of the parish of St-Cyprien de Napierville, district of Iberville, plaintiff, vs GRÉGOIRE DEXTRAZE, of Iberville, district of Iberville, defendant.

As belonging to the defendant;

"A lot of land in the parish of Ste-Anne de Sabrevois, measuring fifty (50) English feet in width, along the St-Louis range, by one hundred (100) English feet in depth, known and designated as being a part of lot number one hundred and fifteen (115) on the official plan and in the book of reference of the parish of St-Georges d'Henryville, this lot of land is also bonded in front on the West by range St-Louis, in depth, on the East and on the South by the remainder of the said lot belonging to Mr. Jean Tougas, or representatives; and on the North, by a part of the said lot belonging to Mr. S. Mercier; with buildings thereon erected."

To be sold at the church door of the parish of Ste-Anne de Sabrevois, THURSDAY, the TWENTIETH day of OCTOBER, 1955, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

RICHARD MERCIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint-Jean, September 12th, 1955. 40647-37-2

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, N° 19309 CHARLES ST-PIERRE, rentier domicilié à Rivière-Bleue, comté de Témiscouata, P.Q., demandeur, vs LORENZO ST-PIERRE, ci-devant cultivateur, domicilié lot N° 47 dans le cinquième rang de la paroisse de Rivière-Bleue, (canton Escourt), comté de Témiscouata, P.Q., et maintenant de lieux inconnu, défendeur.

"Le lot numéro quarante-sept (47), dans le cinquième rang de la paroisse de Rivière-Bleue, (canton Escourt), comté de Témiscouata. Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Rivière-Bleue, comté de Témiscouata, LUNDI, le DIX-SEPTIÈME jour d'OCTOBRE 1955, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, P.-E. MARTIN.
Rivière du-Loup, 14 septembre, 1955
40677-37-2-o
[Première insertion samedi le 17 septembre 1955]

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, No. 19309 CHARLES ST-PIERRE, annuitant domiciled at Rivière-Bleue, county of Témiscouata, P.Q., plaintiff, vs LORENZO ST-PIERRE, heretofore farmer, domiciled on lot No. 47, in the fifth range of the parish of Rivière-Bleue, (township of Escourt), county of Témiscouata, P.Q., and now of unknown parts, defendant.

"Lot number forty-seven (47), in the fifth range of the parish of Rivière-Bleue, (township of Escourt), county of Témiscouata. The whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of the parish of Rivière-Bleue, county of Témiscouata, MONDAY, the SEVENTEENTH day of OCTOBER, 1955, at TWO o'clock in the afternoon.

P.-E. MARTIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rivière-du-Loup, September 14th, 1955.
40677-37-2
[First insertion Saturday, September 17th, 1955]

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: N° 352811. { ROGER LANDRY, demandeur; vs HENRI DUBÉ, défendeur.

Un lot de terre connu et désigné comme étant le lot N° quatre cent trente et un de la subdivision du lot originaire N° deux cent vingt-huit (228-431) aux plans et livres de renvois officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, mesurant 25 pieds de largeur par une profondeur de 100 pieds; mesures anglaises et plus ou moins;

Un lot de terre connu et désigné comme étant le lot N° quatre cent trente-deux de la subdivision du lot originaire N° deux cent vingt-huit (228-432) aux plans et livres de renvois officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, mesurant 25 pieds de largeur par une profondeur de 100 pieds; mesures anglaises et plus ou moins; avec bâtisses dessus construites portant le N° 9925 de la rue Péloquin dans la cité de Montréal.

Pour être vendus, à mon bureau en la cité de Montréal, le VINGT OCTOBRE 1955, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 14 septembre 1955. 40679-37-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
C. S. District de Montréal

Montréal à savoir: N° 373679 { VICTOR E. LÉTOURNEAU, demandeur, vs GÉRARD LÉVESQUE, défendeur.

Un emplacement situé sur la rue Chatam, cité de Jacques-Cartier, composé: *a*) Du lot de terre connu et désigné sous le numéro deux cent trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent trente-et-un (131-203) aux plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de St. Antoine de Longueuil, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

b) De la moitié sud-est du lot connu et désigné sous le numéro deux cent quatre de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent trente et un (131-½ S. E. 204) auxdits plan et livre de renvoi officiels, borné en front par la rue Chatam, en arrière par le lot N° 131-22, du côté nord-ouest par l'autre moitié dudit lot N° 131-204 et du côté sud-est par ledit lot N° 131-203 dudit cadastre. Avec bâtisse N° 2380 rue Chatam.

Pour être vendu, au bureau d'enrégistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le VINGT OCTOBRE 1955, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 14 septembre 1955. 40680-37-2-o

Fieri Facias de Terris
Cour de Magistrat — District de Montréal

Montréal, à savoir: N° 346980. { COUVRETTE & SAURIOL LIMITÉE, demandeurs; vs NARCISSE FRAPPIER, défendeur.

Un immeuble situé rue St-Thomas dans la cité de Jacques-Cartier et composé de deux lots de terre connus et désignés sous les numéros 498 & 502 de la subdivision du lot numéro 133, sur le

MONTREAL

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 352811. { ROGER LANDRY, plaintiff; vs HENRI DUBÉ, defendant.

A lot of land known and designated as being lot No. four hundred and thirty-one of the subdivision of original lot No. two hundred and twenty-eight (228-431) on the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, measuring 25 feet in width by a depth of 100 feet; English measure and more or less;

A lot of land known and designated as being lot No. four hundred and thirty-two of the subdivision of original lot No. two hundred and twenty-eight (228-432) on the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, measuring 25 feet in width by a depth of 100 feet; English measure and more or less; with buildings erected thereon, bearing No. 9925 Péloquin Street in the city of Montreal.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, OCTOBER TWENTIETH 1955, at TEN o'clock in the morning.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, September 14th, 1955. 40679-37-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
S. C. District of Montreal

Montreal: to wit: No. 373679 { VICTOR E. LÉTOURNEAU, plaintiff, vs GÉRARD LÉVESQUE, defendant.

An emplacement situate on Chatam Street, city of Jacques-Cartier, composed: *a*) Of lot of land known and designated under number two hundred and three of the official subdivision of the original lot number one hundred and thirty-one (131-203) on the official plan and in the book of reference of the parish of St-Antoine de Longueuil, measuring twenty-five feet in width by one hundred feet in depth, English measure, and more or less.

b) Of the southeast half of lot of land known and designated under number two hundred and four of the official subdivision of the original lot number one hundred and thirty-one (131-½ S. E. 204) on the said official plan and book of reference, bounded in front by Chatam Street, in rear by lot No. 131-22, on the northwest side by the other half of the said lot No. 131-204 and on the southeast side by the said lot No. 131-203 of the said cadastre. With building No. 2380 Chatam Street.

To be sold at the Registry Office of the county of Chambly at Longueuil, on OCTOBER TWENTIETH, 1955, at TWO o'clock in the afternoon.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, September 14th, 1955. 40680-37-2

Fieri Facias de Terris
Magistrate Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 346980. { COUVRETTE & SAURIOL LIMITÉE, plaintiff; vs NARCISSE FRAPPIER, defendant.

An immoveable situate St. Thomas St., in the city of Jacques-Cartier, and composed of two lots of land known and designated under number 498 & 502 of the subdivision of lot number 133,

plan et au livre de renvoi officiel de la paroisse St-Antoine de Longueuil, mesurant chacun cinquante (50) pieds de largeur par quatre-vingt-dix (90) pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, tel que le tout se trouve présentement avec toute les servitudes actives et passives apparente ou acte attachés à des immeubles et avec toutes les bâtisses dessus érigées et portant les numéros civiques 1203-1205 & 1207 de la rue St-Thomas, cité de Jacques-Cartier.

Pour être vendu, au bureau d'enrégistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le VINGT OCTOBRE 1955, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 14 septembre 1955. 40678-37-2-o

on the official plan and in the book of reference of the parish of St-Antoine de Longueuil, measuring each fifty (50) feet in width by ninety (90) feet in depth, English measure, more or less, as the whole is to be found presently, with all servitudes, active and passive, apparent or deed attached to immoveables and with all the buildings thereon erected and bearing civic numbers 1203-1205 & 1207 of St. Thomas Street, city of Jacques-Cartier.

To be sold at the Registry Office of the county of Chambly, at Longueuil, on OCTOBER TWENTIETH, 1955, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, September 14, 1955. 40678-37-2

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris
District de St-Hyacinthe

Cour Supérieure, N° 8727 — SOEURS DE LA CHARITÉ de l'Hôtel-Dieu de St-Hyacinthe, opérant l'Hôpital St-Charles, corporation légalement constituée ayant son principal établissement à St-Hyacinthe, district de St-Hyacinthe, demanderesse, vs ÉMILE St-AMAND, de St-Louis de Bonsecours, district de Richelieu, défendeur.

1° Une terre située dans la concession Thiersant, en la paroisse de St-Louis, comté de Richelieu, connue et désignée comme étant le lot numéro deux cent quatre (204) du cadastre officiel de ladite paroisse, avec bâtisses dessus construites.

2° Un emplacement située au village de St-Louis, comté de Richelieu, sur le côté sud d'une route qui conduit au rang du Bord-de-l'eau, de la contenance de quatre perches de front sur un arpent et demi de profondeur; tenant au chemin de ladite route, en arrière au terrain de J. Bte Dumas, maintenant Jos. Forcier, d'un côté au terrain de dame veuve Léopold Beaucage et de l'autre côté au terrain de Joseph Proulx ou représentant; connu et désigné au cadastre officiel de ladite paroisse comme faisant partie du lot numéro cent soixante et onze (p. 171); avec bâtisses dessus construites.

Sur le numéro 204 il existe une servitude, en faveur de la compagnie Southern Canada Power pour transmission d'électricité, enrégistrée sous le numéro 83655.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Louis, comté de Richelieu, JEUDI le DIX NOVEMBRE 1955, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, R. PAQUIN.
Sorel, le 5 octobre 1955. 40823-40-2-o

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris
District of St-Hyacinthe

Superior Court, No. 8727 — SOEURS DE LA CHARITÉ de l'Hôtel-Dieu de St-Hyacinthe, operating the Hospital St-Charles, corporation legally incorporated having its main establishment at St-Hyacinthe, district of St-Hyacinthe, plaintiff, vs ÉMILE ST-AMAND, of St-Louis of Bonsecours, district of Richelieu, defendant.

1. A farm situate in concession Thiersant, in the parish of St-Louis, county of Richelieu, known and designated as being lot number two hundred and four (204) of the official cadastre of the said parish, with building thereon erected.

2. An emplacement situate in the village of St-Louis, county of Richelieu on the south side of a route which leads to range of Bord-de-l'eau, containing four rods in front by an arpent and one-half in depth; touching, in front, to the road of the said route, in rear, by the land of J. Bte Dumas, now Jos. Forcier, on one side by the land of Dame widow Léopold Beaucage and on the other side, by the land of Joseph Proulx or representative; known and designated on the official cadastre of the said parish as forming part of lot number one hundred and seventy-one (pt. 171); with buildings thereon erected.

On number 204 there exists a servitude in favor of the company Southern Canada Power for power transmission, registered under number 83655.

To be sold at the church door of St-Louis, county of Richelieu, THURSDAY, NOVEMBER TENTH, 1955, at TWO o'clock in the afternoon.

R. PAQUIN,
Seriff's Office, Sheriff.
Sorel, October 5th, 1955. 40823-40-2

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, N° 15,750 — ALPHONSE SIROIS, industriel de St-Guy, district de Rimouski, demandeur vs ADRIEN TURCOT, de l'endroit appelé Esprit-Saint, district de Rimouski, défendeur.

Le lot N° dix-neuf (19), rang trois (3), canton Laroche, les impences, amélioration et défrichement et tous les droits de préemption que le défendeur a ou peut avoir sur ledit lot, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, No. 15,750 — ALPHONSE SIROIS, industrialist of St-Guy, district of Rimouski, plaintiff vs ADRIEN TURCOT, of that place call Esprit-Saint, district of Rimouski, defendant.

Lot No. nineteen (19), range three (3), township of Laroche, the upkeep, improvements and clearing and any rights of pre-emption which the defendant has or may have on said lot, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse d'Esprit-Saint, le DIX-HUITIÈME jour d'OCTOBRE 1955, à TROIS heures de l'après-midi (heure de l'Atlantique).

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 13 septembre 1955. 40657-37-2-o

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rouyn-Noranda

Cour Supérieure, N° 3241 — LUCIEN COURCY, propriétaire d'Autobus et de taxis domicilié à Montbrun, district de Rouyn-Noranda, demandeur vs GEORGES OUELLETTE, journalier, domicilié à Montbrun, dit district, défendeur.

Les droits acquis sur le lot numéro 35 du rang VI, du canton Clériçy, acquis par billet de location le 8 juin 1936, N° de vente: 67023, avec bâtisses dessus contruites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de St-Norbert de Montbrun, P.Q., le DIX-NEUVIÈME jour d'OCTOBRE 1955, à DEUX heures de l'après-midi (heure avancée).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. H. CHARBONNEAU.
Rouyn, le 13 septembre 1955. 40658-37-2-o
[1ère insertion, le 17 septembre 1955]

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, N° 24,240 — MAURICE CHAMPAGNE, (Sr) architecte du village de Ayersville, comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, demandeur, vs GAËTAN PAQUETTE, des mêmes lieux, défendeur.

Un certain emplacement situé dans la municipalité du village de Ayersville, connu et désigné aux plan et livre de renvois officiels du canton de Chatham comme étant une partie du lot N° 648 mesurant 50′ de largeur et 100′ de profondeur, mesures anglaises plus ou moins, borné comme suit:

Sur le devant par la rue Durocher, à l'arrière par la partie du lot N° 648 appartenant à Léonard Gagné, sur un côté par la partie du lot N° 648 appartenant à Jean Larocque et de l'autre côté par la partie du lot N° 648 appartenant à Mlle Léonie Leblanc.

Un certain emplacement situé dans la municipalité du village de Ayersville connu et désigné aux plan et livre de renvois officiels du canton de Chatham comme étant une partie du lot N° 649 mesurant 50′ de largeur et 100′ de profondeur, mesures anglaises plus ou moins, la largeur s'étendant en direction est-ouest et la profondeur en direction nord-sud borné comme suit:

Sur le devant par une rue projetée à l'arrière par la partie du lot N° 649 appartenant à MM. W. E. Hammond & G. A. Hammond sur un côté par le prolongement de la rue Ayers ou le chemin public projeté (Highway N° 8) et de l'autre côté par la partie du lot N° 649 appartenant à W. E. Hammond & G. A. Hammond.

Pour être vendus à la porte de l'église catholique du village d'Ayersville, le NEUVIÈME jour de NOVEMBRE 1955 à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, F. H. DAOUST.
St-Jérôme, le 4 octobre 1955. 40812-40-2-o

To be sold at the door of the church of the parish of Esprit-Saint, the EIGHTEENTH day of OCTOBER 1955, at THREE o'clock in the afternoon (Atlantic Time).

JACQUES MARTIN,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Rimouski, September 13th, 1955. 40657-37-2

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rouyn-Noranda

Superior Court, No. 3241 — LUCIEN COURCY, Bus and Taxis proprietor domiciled at Montbrun, district of Rouyn-Noranda, plaintiff vs GEORGES OUELLETTE, laborer, domiciled at Montbrun, said district, defendant.

The acquired rights on lot number 35 of range VI, Clericy township, obtained by location permit on June 8th, 1936, sale number: 67023, with the buildings thereon erected, circumstances and appartenances.

To be sold at the church door of St. Norbert de Montbrun, P.Q. on the NINETEENTH day of OCTOBER, 1955, at TWO o'clock in the afternoon, (daylight saving time).

J. H. CHARBONNEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rouyn, September 13th, 1955. 40658-37-2-o
[1st insertion, September 17th, 1955]

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 24,240 — MAURICE CHAMPAGNE, (Sr) architect of the village of Ayersville, county of Argenteuil, district of Terrebonne, plaintiff vs GAËTAN PAQUETTE, of same places, defendant.

A certain emplacement situated in the Village Municipality of Ayersville, known and designated on the official plan and book of reference of the township of Chatham as being a part of lot No. 648 measuring 50′ in width and 100′ in depth, english measure more or less, bounded as follows:

In front by Durocher Street, in the rear by that part of lot No. 648 belonging to Léonard Gagné, on one side by that part of lot No. 648 belonging to Jean Larocque, and on the other side by that part of lot No. 648 belonging to Miss Leonie Leblanc.

A certain emplacement situated in the Village Municipality of Ayersville known and designated on the official plan and book of reference of the township of Chatham as being a part of lot No. 649 measuring 50′ in width and 100′ in depth, English measure more or less, the width of which extending east-west wards and the depth in a north-southward direction, bounded as follows:

Frontwards by a proposed street, in the rear by that part of lot No. 649 belonging to Messrs W. E. Hammond and G. A. Hammond, on one side by the extension of Ayers street or the proposed public highway (Highway No. 8) and on the other side by that part of lot No. 649 belonging to W. E. Hammond and G. A. Hammond.

To be sold at the door of the catholic church of the village of Ayersville, the NINTH day of NOVEMBER 1955 at ELEVEN o'clock in the forenoon.

F. H. DAOUST,
Sheriff's Office Deputy-Sheriff.
St-Jérôme, October 4th, 1955. 40812-40-2

TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province de Québec
District de Trois-Rivières

Cour Supérieure, N° 16308 { ARTHUR PROVENCHER, commerçant de St-Célestin, district de Nicolet, demandeur, vs LES HÉRITIERS DE FEU THOMAS RAYMOND, en son vivant des cité et district de Trois-Rivières, défendeurs.

"Un emplacement situé sur la rue De Labadie, en ladite cité des Trois-Rivières, connu et désigné comme étant le lot numéro cent quarante de la subdivision du lot numéro cent soixante-dix-huit (N° 178-140) du cadastre officiel de la paroisse des Trois-Rivières, mesurant cinquante pieds de largeur sur une profondeur de cent quatorze pieds, mesure anglaise, et plus ou moins, avec les deux maisons dessus construites et dépendances."

Pour être vendu à mon bureau au Palais de Justice en la cité des Trois-Rivières, le DIX-HUITIÈME jour d'OCTOBRE mil neuf cent cinquante-cinq à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, MERCIER & PELLERIN.
Trois-Rivières, le 8 septembre 1955.
40649-37-2-o

Canada — Province de Québec
District de Trois-Rivières

Cour Supérieure, N° 76,661. { LA SOCIÉTÉ DE PRÊTS ET PLACEMENT DE QUÉBEC, corps politique et incorporé légalement constitué et ayant son siège social en les cité et district de Québec, demanderesse, vs COME ROBITAILLE, marchand, autrefois domicilié à 413, 114ième rue, Shawinigan-Sud 2, Shawinigan-Falls, district judiciaire de Trois-Rivières et ayant fait élection de domicile au bureau du Protonotaire de la Cour Supérieure du district de Québec, défendeur & J. ROGER LAFERRIÈRE, comptable-syndic 569 5ième rue, Shawinigan-Falls, Syndic-mis-en cause.

Un emplacement située sur la côte sud de la 114ième rue, à Shawinigan sud, mesurant cinquante-sept pieds et demi (57½′) de largeur sur un profondeur de quatre-vingt-dix pieds (90′) le tout plus ou moins mesure anglaise, connu et désigné comme suit:

Le lot numéro cent des subdivisions du lot originaire numéro neuf cent dix-huit A (918-A-100) du cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, mesurant trente-quatre pieds (34′) de largeur sur une profondeur de quatre-vingt-dix pieds (90′);

b) Le lot numéro un des resubdivisions du lot numéro soixante-quinze des subdivisions du lot originaire numéro neuf cent dix-huit (918-75-1) du même cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, mesurant huit pieds et demi (8½′) de largeur sur une profondeur de quatre-vingt-dix pieds (90′);

c) La partie est du lot numéro soixante-quinze des subdivisions du même lot originaire numéro neuf cent dix-huit (918 ptie E. 75) du même cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, mesurant quinze pieds (15′) de largeur sur une profondeur de quatre-vingt-dix pieds (90′) bornée en front vers le nord par la 114ième rue, en arrière vers le sud par la partie du lot 918-76, d'un côté vers l'est par le lot 918-75-1 et de l'autre côté vers l'ouest par le résidu du lot 918-75, sujet à la servitude de droit de vue en faveur du propriétaire de la partie ouest du lot 918-75, et sujet au droit de

TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province of Quebec
District of Trois-Rivières

Superior Court, No. 16308 { ARTHUR PROVENCHER, merchant of St. Célestin, district of Nicolet, plaintiff, vs THE HEIRS OF THE LATE THOMAS RAYMOND, in his lifetime of the City and District of Trois-Rivières, defendants.

"An emplacement situated on De Labadie Street, in the said city of Trois-Rivières, known and designated as being lot number one hundred and forty of the subdivision of lot number one hundred and seventy-eight (No. 178-140) of the official cadastre of the parish of Trois-Rivières, measuring fifty feet in width by a depth of one hundred and fourteen feet, English measure, more or less, with two houses erected thereon and dependencies."

To be sold at my office in the Court House of the city of Trois-Rivières, the EIGHTEENTH day of OCTOBER, one thousand nine hundred and fifty-five, at TEN o'clock in the forenoon.

MERCIER & PELLERIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois-Rivières, September 8th, 1955.
40649-37-2

Canada — Province of Quebec
District of Trois Rivières

Superior Court, No. 76,661. { LA SOCIÉTÉ de PRÊTS ET PLACEMENT DE QUÉBEC, a body politic and corporate, legally constituted and having its head office in the city and judicial district of Quebec, plaintiff, vs COME ROBITAILLE, merchant, formerly domicile et 413, 114th. Street, Shawinigan South 2, Shawinigan Falls, judicial district of Trois-Rivières, having made election of domicile at the office of the Prothonotary of the Superior Court of the district of Quebec, defendant, and J. ROGER LAFERRIÈRE, accountant-trustee in bankruptcy, 569, 5th, Street, Shawinigan Falls, mis-en cause.

An amplacement situated on the south side of 114th Street, at Shawinigan South, measuring fifty-seven and a half feet (57½′) in width by a depth of ninety feet (90′), all of which more or less, English measure, known and designated as follows;

Lot number one hundred of the subdivisions of original lot number nine hundred and eighteen A (918-A-100) of the official cadastre for the parish of Notre Dame du Mont Carmel, measuring thirty-four feet (34′) in width by a depth of ninety feet (90′);

b) Lot number one of the resubdivisions of lot number seventy-five of the subdivision of original lot number nine hundred and eighteen 1918-75-1) of the same official cadastre for the parish of Notre Dame du Mont Carmel, measuring eight and a half feet (8½′) in width by a depth of ninety feet (90′).

c) The east part of lot number seventy-five of the subdivisions of the same original lot number nine hundred and eighteen (918 P. E. 75) of the same official cadastre for the parish of Notre Dame du Mont Carmel, measuring fifteen feet (15′) in width by a depth of ninety feet (90′) bounded in front northerly by 114th. Street, in the rear, southerly, by part of lot 918-76, on one side easterly by the residue of lot 918-75-1, subject to a servitude of right-of-view in favour of the owner of the westerly part of lot 918-75 and on the other side, westerly by the residue of lot 918-75, and subject to

passage en faveur du lot 918A-100 affectant les lots 918-76 et 918-76-1; avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ste-Jeanne d'Arc à Shawinigan-sud, le DIX-NEUVIÈME jour d'OCTOBRE à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, MERCIER & PELLERIN.
Trois-Rivières, le 12 septembre 1955.
40648-37-2-o

a right-of-way attaching to lot 918-A-100 and affecting lots 918-76 and 918-76-1; with buildings erected thereon.

To be sold at the door of the parochial church of Ste. Jeanne d'Arc, at Shawinigan-South, the NINETEENTH day of OCTOBER at TEN o'clock in the forenoon.

MERCIER & PELLERIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois Rivières, September 12th, 1955.
40648-37-2

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 40

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Doyon vs Bernard 2993
Tessier vs Bessette 2993

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

1043-H — Industrie de la construction dans les comtés de Hull, Gatineau, etc. 2983
1043-I — Débardeurs du port de Sorel. 2983
1043-J — Métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans le comté de Roberval.. 2986
1043-K — Industrie de la chemise pour hommes et garçons dans la Province. 2987

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 2961

AVIS DIVERS:

Barbary Gold Mines Limited (Vente d'actions) 2995
Benny Farm Tenants Association Incorporated (Règlements) 2995
Burrex Mines Limited (Vente d'actions) 2996
Canadian Armature Works Employees' Association (Formation) 2998
Club Aquatique du Lac St-Jean, Incorporé — Lake St. John Aquatic Club, Incorporated (Directeurs) 2996
Église Baptiste Évangélique Canadienne Française — French Canadian Evangelical Baptist Church (Demande d'incorporation) 2993
Gaspé Copper Mines Limited (Barrage) 2997
Hôpital Notre Dame du Sacré Cœur (Directeurs) 2997
La Fédération des Détaillants du Québec — The Province of Quebec Retailers' Federation (Formation) 2995
L'Association des Employés de Du Pont Co. of Canada Limited de Shawinigan Falls (Formation) 2998
L'Association des Mesureurs de Bois Licenciés de la province de Québec (Règlement) 2993
L'Association des Professeurs Laïques des Écoles Normales Catholiques de la Province (Formation) 2998
Le Centre des Loisirs d'Amos Inc. (Directeurs) 2996
Leduc & Leduc, Limitée (Directeurs).. 2996
Orfanotrofio Italiano S. Guiseppe — Orphelinat Italien St-Joseph (Règlements) 2995
Ross-Smith Company Limited (Directeurs) 2996
Trans-Canada Petroleums Limited (Dist. de l'actif) 2998

Index of the Quebec Official Gazette, No. 40

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Doyon vs Bernard 2993
Tessier vs Bessette 2993

ORDERS IN COUNCIL:

1043-H — Construction industry in the counties of Hull, Gatineau, etc. 2983
1043-I — Longshoremen of the Harbour of Sorel 2983
1043-J — Barber and hairdressing trades in the county of Roberval 2986
1043-K — Men's and boys' shirt industry in the Province 2987

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 2961

MISCELLANEOUS NOTICES:

Barbary Gold Mines Limited (Sale of shares) 2995
Benny Farm Tenants Association Incorporated (By-Laws) 2995
Burrex Mines Limited (Sale of shares).. 2996
Canadian Armature Works Employees' Association (Formation) 2998
Club Aquatique du Lac St-Jean, Incorporé — Lake St. John Aquatic Club Incorporated (Directors) 2996
Église Baptiste Évangélique Canadienne Française — French Canadian Evangelical Baptist Church (Application for incorporation) 2993
Gaspé Copper Mines Limited (Dam).. 2997
Hôpital Notre Dame du Sacré Cœur (Directors) 2997
La Fédération des Détaillants du Québec — The Province of Quebec Retailers' Federation (Formation) 2995
L'Association des Employés de Du Pont Co. of Canada Limited de Shawinigan Falls (Formation) 2998
The Quebec Licensed Cullers' Association (By-Law) 2993
L'Association des Professeurs Laïques des Écoles Normales Catholiques de la Province (Formation) 2998
Le Centre des Loisirs d'Amos Inc. (Directors) 2996
Leduc & Leduc, Limitée (Directors)... 2996
Orfanotrofio Italiano S. Guiseppe — Orphelinat Italien St-Joseph (By-Laws) 2995
Ross-Smith Company Limited (Directors) 2996
Trans-Canada Petroleums Limited (Dist. of the assets) 2998

BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session 2999

CHARTES — ABANDON DE:

Enel Manufacturing Co. (Canada) Ltd. 2999
Major Construction Ltée 2999
Manoir La Salle Limitée 2999

COMPAGNIE AUTORISÉE À FAIRE DES AFFAIRES:

Burnaby Venetian Blinds Limited 2999

COMPAGNIES DISSOUTES:

Dominion Preserving Company Limited — La Compagnie des Conserves Dominion Limitée 3000
Granby Weaving & Spinning Mills Ltd. 3000
Lakeshore Rest Ltd. 3000
Louie the Shoeman Limited 3001
McIntyre & Taylor, Inc. 3001
Mongay Inc. 3001

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

Banque de Montréal 3002
Bourlamaque, ville de 3005
Causapscal, village de 3001
Christ-Roi de Joliette, syndics de la paroisse de 3004
Collet, Gaspard 3003
Dandurand, Léo 3003
Feinchneider, Israël 3005
Giffard, commissaires d'écoles du village de 3003
Lette, Raymond S. 3001
Mont Gabriel, ville de 3004
Mont-Joli, commissaires d'écoles de 3002
Plessisville, commissaires d'écoles de la paroisse de 3003
Notre-Dame Auxiliatrice (Saint-Jean), commission scolaire catholique 3002
Succession Joseph-Aimé Massue 3004
Victoriaville, commissaires d'écoles de la ville de 3002

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AFFAIRES MUNICIPALES:

Sts-Martyrs-Canadiens, paroisse de 3005

INSTRUCTION PUBLIQUE:
Municipalité scolaire de:

Sacré-Cœur-de-Jésus, paroisse de 3006

TERRES ET FORÊTS:
Service du Cadastre:

Fournière, canton de 3006
Irlande, canton de 3007
Montréal, paroisse de 3006
Ste-Catherine, paroisse de 3007
Ste-Cécile, paroisse de 3007
Ste-Geneviève, paroisse de 3007
Ste-Thérèse-de-Blainville, paroisse de 3006
Thetford, canton de 3007

TRAVAIL:
Industrie ou métiers de:

Barbiers et coiffeurs de la juridiction de St-Hyacinthe (Prélèvement) 2989

BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:

Concerning private bills which shall be introduced during the coming session. 2999

CHARTERS — SURRENDER OF:

Enel Manufacturing Co. (Canada) Ltd. 2999
Major Construction Ltée 2999
Manoir La Salle Limitée 2999

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:

Burnaby Venetian Blinds Limited 2999

COMPANIES DISSOLVED:

Dominion Preserving Company Limited — La Compagnie des Conserves Dominion Limitée 3000
Granby Weaving & Spinning Mills Ltd. 3000
Lakeshore Rest Ltd. 3000
Louie the Shoeman Limited 3001
McIntyre & Taylor, Inc. 3001
Mongay Inc. 3001

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Bank of Montreal 3002
Bourlamaque, town of 3005
Causapscal, village of 3001
Christ-Roi of Joliette, trustees of the parish of 3004
Collet, Gaspard 3003
Dandurand, Léo 3003
Feinchneider, Israël 3005
Giffard, School Commissioners of the village of 3003
Lette, Raymond S. 3001
Mont Gabriel, town of 3004
Mont-Joli, School Commissioners of 3002
Plessisville, School Commissioners of the parish of 3003
Notre-Dame Auxiliatrice (Saint-Jean), Catholic School Commission of 3002
Estate of Joseph-Aimé Massue 3004
Victoriaville, School Commissioners of the town of 3002

DEPARTMENTAL NOTICES:

MUNICIPAL AFFAIRS:

Sts-Martyrs-Canadiens, parish of 3005

EDUCATION:
School Municipality of:

Sacré-Cœur-de-Jésus, parish of 3006

LANDS AND FOREST:
Cadastral Branch:

Fournière, township of 3006
Irlande, township of 3007
Montreal, parish of 3006
Ste-Catherine, parish of 3007
Ste-Cécile, parish of 3007
Ste-Geneviève, parish of 3007
Ste-Thérèse-de-Blainville, parish of 3006
Thetford, township of 3007

LABOUR:
Industry or Trades of:

Barbers and hairdressers of the jurisdiction of St. Hyacinthe (Levy) 2989

Boîte de carton de la province de Québec (Prélèvement) 2988
Boîte de carton gaufré de Québec (Prélèvement) 2991
Boîte de carton gaufré de Québec (Règlements) 2987
Construction dans les comtés de Terrebonne et Labelle (Modification) 2987

Paper box of the Province of Quebec (Levy) 2988
Corrugated paper box of Quebec (Levy). 2991
Corrugated paper box of Quebec (By-Laws) 2987
Construction in the counties of Terrebonne and Labelle (Amendment) 2987

EXAMENS DU BARREAU:

Abitibi-Témiscamingue: étude du droit. 3008
St-François: étude du droit 3008

BAR EXAMINATIONS:

Abitibi-Témiscamingue: study of law.. 3008
St. Francis: study of law 3008

LETTRES PATENTES:

Adanac Sprinkler Company Limited... 2962
Alphonse Couture Inc. 2963
Antoine Villeneuve Ltée 2963
Aristo Cigar Corp. 2963
Audet Photogravure Inc. 2964
Big Four Appliances Ltd. 2964
Clarke Avenue Apartments Inc. 2964
Classy Shirt Mfg. Co. Ltd. 2965
Club de Golf St-Donat Golf Club Inc... 2965
Commercial Investments Corp. 2965
Côté et Lussier Limitée 2966
Curll Limited 2966
Doré & Lemay Ltée 2966
Embar Realties Limited 2967
Excel Construction Ltd. 2967
Fit-O-Rite Inc. 2967
Framor Inc. 2968
Frank Cobrin & Sons Realty Ltd. 2968
Great Sweet Grass Oils (Quebec) Limited 2968
Herzig Fur Co. Ltd. 2969
Highland Agencies Inc. 2969
Hôtel Royal Ltée 2969
Hôtel Victoria de Côteau Landing Ltée — Victoria Hotel of Coteau Landing Ltd 2970
Hygrade Oil & Fuel Co. Ltd. 2970
Inter-Canada Spray Equipment Ltd.— La Compagnie d'Équipement pour Pulvérisation Inter-Canada Ltée 2970
International Boxing Corporation 2971
La Bijouterie Éphrem Poulin Inc. 2971
Lacasse Construction Limitée 2971
La Clinique de la Fourrure Ltée 2972
Leblanc Furniture Ltd. 2972
Les Entreprises Nicolet Limitée 2972
Les Immeubles A.J.M. Gagnon, Inc. 2973
Les Sociétés Domiciliaires Inc. 2973
Main Iron Works Ltd. 2973
Maisonneuve Accessoires T. V. Limitée 2974
Marquis Entreprises Inc. 2974
Maxime's Inc. 2974
Northview Apts. Ltd. 2975
Paul Feingold Furs Inc. 2975
Pennbec Mining Corporation 2975
Pyramid Finance Corp. 2976
Quebec Ironworks, Inc. 2976
Rayons Sanitaires Ltée 2977
Rendol Inc. 2977
René Morand Inc. 2977
Robert Tilden & Co. Ltd. 2978
Rosemere Securities Inc. 2978
Services D'Auteuil Ltée 2978
Seventeen Forty-Five Cedar Inc. 2979
Stevange Investments Ltd. 2979
St-Jovite Wood Products Inc. 2979
The Inter-City Travel Agency Ltd. 2980
Town & Country Service Center Co. Ltd. 2980
Valleyfield Outfitters Inc. 2980
Weiss Electrical Contracting Company. 2981
Wilfrid Lauzon Inc. 2981

LETTERS PATENT:

Adanac Sprinkler Company Limited... 2962
Alphonse Couture Inc. 2963
Antoine Villeneuve Ltée 2963
Aristo Cigar Corp. 2963
Audet Photogravure Inc. 2964
Big Four Appliances Ltd. 2964
Clarke Avenue Apartments Inc. 2964
Classy Shirt Mfg. Co. Ltd. 2965
Club de Golf St-Donat Golf Club Inc... 2965
Commercial Investments Corp. 2965
Côté et Lussier Limitée 2966
Curll Limited 2966
Doré & Lemay Ltée 2966
Embar Realties Limited 2967
Excel Construction Ltd. 2967
Fit-O-Rite Inc. 2967
Framor Inc. 2968
Frank Cobrin & Sons Realty Ltd. 2968
Great Sweet Grass Oils (Quebec) Limited 2968
Herzig Fur Co. Ltd. 2969
Highland Agencies Inc. 2969
Hôtel Royal Ltée 2969
Hôtel Victoria de Côteau Landing Ltée — Victoria Hotel of Coteau Landing Ltd 2970
Hygrade Oil & Fuel Co. Ltd. 2970
Inter-Canada Spray Equipment Ltd.— La Compagnie d'Équipement pour Pulvérisation Inter-Canada Ltée 2970
International Boxing Corporation 2971
La Bijouterie Éphrem Poulin Inc. 2971
Lacasse Construction Limitée 2971
La Clinique de la Fourrure Ltée 2972
Leblanc Furniture Ltd. 2972
Les Entreprises Nicolet Limitée 2972
Les Immeubles A.J.M. Gagnon, Inc. 2973
Les Sociétés Domiciliaires Inc. 2973
Main Iron Works Ltd. 2973
Maisonneuve Accessoires T. V. Limitée 2974
Marquis Entreprises Inc. 2974
Maxime's Inc. 2974
Northview Apts. Ltd. 2975
Paul Feingold Furs Inc. 2975
Pennbec Mining Corporation 2975
Pyramid Finance Corp. 2976
Quebec Ironworks, Inc. 2976
Rayons Sanitaires Ltée 2977
Rendol Inc. 2977
René Morand Inc. 2977
Robert Tilden & Co. Ltd. 2978
Rosemere Securities Inc. 2978
Services D'Auteuil Ltée 2978
Seventeen Forty-Five Cedar Inc. 2979
Stevange Investments Ltd. 2979
St-Jovite Wood Products Inc. 2979
The Inter-City Travel Agency Ltd. 2980
Town & Country Service Center Co. Ltd. 2980
Valleyfield Outfitters Inc. 2980
Weiss Electrical Contracting Company. 2981
Wilfrid Lauzon Inc. 2981

Yellow Sample Shoe Stores Limited.... 2981

LIQUIDATION, AVIS DE:

L'Habitation Familiale..... 3008

NOMINATIONS:

Diverses..... 3008

ORDRE DE COUR:

Segal vs Dorfman *et al*..... 3009

PROCLAMATIONS:

Concernant la mise en vigueur des cadastres d'une partie du canton de Tracy, du canton de Laas et d'une partie du canton de Devlin..... 3010
Concernant l'annexion d'un certain territoire à la paroisse de St-Théophile-de-la-Beauce..... 3011
Concernant l'extension de la juridiction de la Cour municipale de la ville de Rivière-des-Prairies à la paroisse de St-Léonard-de-Port-Maurice..... 3012
Concernant l'extension de la juridiction de la Cour municipale de la ville de Ste-Rose à la paroisse de Ste-Rose, partie ouest..... 3013
Convocation de la Législature pour l'expédition des affaires..... 3009

SIÈGES SOCIAUX:

Bernina Sewing Machines Sales Corporation..... 3015
Connolly & Twizell (Sprinklers) Ltd... 3015
Jhymra Inc..... 3014
Laboratoires Vétérinaires Medica Incorporés..... 3014
Loretteville Transport Inc..... 3015
Texacan Uranium Corporation..... 3015
Turissa Sewing Machines Coporation.. 3015

SOUMISSIONS:

Joliette, cité de..... 3018
Pointe-à-Gatineau, commissaires d'écoles de..... 3023
St-David-de-Falardeau, commissaires d'écoles de..... 3016
St-Hyacinthe, commissaires d'écoles de la cité de..... 3021
St-Sulpice, commissaires d'écoles de.... 3024
St-Théophile, commissaires d'écoles de. 3020
Trois-Rivières, cité de..... 3017
Verdun, cité de..... 3019

VENTES POUR TAXES:

Jacques-Cartier, cité de..... 3026
St-Henri-de-Taillon, munic. de..... 3025

VENTES PAR SHÉRIFS:

BEAUCE:

Gosselin vs Pelchat..... 3033
Gosselin vs Poulin..... 3033

BEDFORD:

Légaré vs Avery..... 3033

IBERVILLE:

Janelle vs Dextraze..... 3034

Yellow Sample Shoe Stores Limited.... 2981

WINDING UP NOTICE:

L'Habitation Familiale..... 3008

APPOINTMENTS:

Miscellaneous..... 3008

RULE OF COURT:

Segal vs Dorfman *et al*..... 3009

PROCLAMATIONS:

Concerning the coming into force of the cadastres of a part of the township of Tracy, of the township of Laas and of a part of the township of Devlin..... 3010
Concerning annexation of a certain territory to the parish of St-Théophile-de-la-Beauce..... 3011
Concerning the extension of jurisdiction of the Municipal Court of the town of Rivière-des-Prairies to the parish of St-Léonard-de-Port-Maurice..... 3012
Concerning the extension of jurisdiction of the Municipal Court of the town of Ste-Rose to the parish of Ste-Rose, westerly part..... 3013
Convocation of the Legislature for the dispatch of business..... 3009

HEAD OFFICES:

Bernina Sewing Machines Sales Corporation..... 3015
Connolly & Twizell (Sprinklers) Ltd... 3015
Jhymra Inc..... 3014
Laboratoires Vétérinaires Medica Incorporés..... 3014
Loretteville Transport Inc..... 3015
Texacan Uranium Corporation..... 3015
Turissa Sewing Machines Corporation.. 3015

TENDERS:

Joliette, city of..... 3018
Pointe-à-Gatineau, School Commissioners of..... 3023
St-David-de-Falardeau, School Commissioners of..... 3016
St-Hyacinthe, School Commissioners of the city of..... 3021
St-Sulpice, School Commissioners of... 3024
St-Théophile, School Commissioners of. 3020
Trois-Rivières, city of..... 3017
Verdun, city of..... 3019

SALES FOR TAXES:

Jacques-Cartier, city of..... 3026
St-Henri-de-Taillon, munic. of..... 3025

SHERIFFS' SALES:

BEAUCE:

Gosselin vs Pelchat..... 3033
Gosselin vs Poulin..... 3033

BEDFORD:

Légaré vs Avery..... 3033

IBERVILLE:

Janelle vs Dextraze..... 3034

KAMOURASKA:

St-Pierre vs St-Pierre 3034

MONTRÉAL:

Couvrette & Sauriol Limitée vs Frappier 3035
Landry vs Dubé 3035
Létourneau vs Lévesque 3035

RICHELIEU:

Sœurs de la Charité de l'Hôtel-Dieu de St-Hyacinthe vs St-Amand 3036

RIMOUSKI:

Sirois vs Turcot 3036

ROUYN-NORANDA:

Courcy vs Ouellette 3037

TERREBONNE:

Champagne (Sr) vs Paquette 3037

TROIS-RIVIÈRES:

La Société de Prêts et Placement de Québec vs Robitaille 3038
Provencher vs Héritiers Thomas Raymond 3038

40784-o

KAMOURASKA:

St-Pierre vs St-Pierre 3034

MONTREAL:

Couvrette & Sauriol Limitée vs Frappier 3035
Landry vs Dubé 3035
Létourneau vs Lévesque 3035

RICHELIEU:

Sœurs de la Charité de l'Hôtel-Dieu de St-Hyacinthe vs St-Amand 3036

RIMOUSKI:

Sirois vs Turcot 3036

ROUYN-NORANDA:

Courcy vs Ouellette 3037

TERREBONNE:

Champagne (Sr) vs Paquette 3037

TROIS-RIVIÈRES:

La Société de Prêts et Placement de Québec vs Robitaille 3038
Provencher vs Heirs of Thomas Raymond 3038

40784-o

QUÉBEC: — Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS, imprimeur de la Reine.

QUEBEC: — Printed by RÉDEMPTI PARADIS, Queen's Printer.